

BMO Groupe financier annonce ses résultats du premier trimestre de 2021

RAPPORT AUX ACTIONNAIRES

Le rapport aux actionnaires de BMO pour le premier trimestre de 2021, y compris les états financiers consolidés intermédiaires non audités de la période close le 31 janvier 2021, est disponible dans son intégralité à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'à l'adresse www.sedar.com.

Points saillants des résultats financiers

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020 :

- Bénéfice net de 2 017 millions de dollars, en hausse de 27 %; bénéfice net ajusté¹ de 2 038 millions, en hausse de 26 %
- BPA comptable² de 3,03 \$, en hausse de 28 %; et BPA ajusté^{1,2} de 3,06 \$, en hausse de 27 %
- Dotation à la provision pour pertes sur créances de 156 millions de dollars, comparativement à 349 millions
- Ratio d'efficacité nette comptable³ de 56,7 % comparativement à 60,8 %; ratio d'efficacité nette ajustée^{1,3} de 56,3 % comparativement à 60,3 %
- RCP de 15,7 %, comparativement à 13,3 %; RCP ajusté¹ de 15,8 %, comparativement à 13,5 %
- Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 12,4 %, en hausse de 11,4 % par rapport à l'an dernier

Toronto, le 23 février 2021 – Pour le premier trimestre clos le 31 janvier 2021, BMO Groupe financier a inscrit un bénéfice net comptable de 2 017 millions de dollars, ou 3,03 \$ par action, et un bénéfice net ajusté de 2 038 millions, ou 3,06 \$ par action.

« Nous avons commencé l'exercice en force, poursuivant sur notre élan opérationnel clair et constant pour générer un bénéfice net ajusté au premier trimestre de plus de 2 milliards de dollars, un bénéfice par action de 3,06 \$ et une augmentation du bénéfice avant dotation et impôts de 16 % par rapport à l'exercice précédent et de 13 % par rapport au dernier trimestre. La croissance des revenus s'est établie à 6 %, un excellent résultat par rapport à l'exercice et au trimestre précédents, et nous avons continué à gérer efficacement les dépenses et à investir stratégiquement pour notre croissance future, enregistrant un levier d'exploitation de plus de 7 % et un ratio d'efficacité de 56,3 %. La performance en matière de crédit a été très bonne, reflétant à la fois la qualité du crédit de notre portefeuille de prêts et notre engagement envers une gestion du risque supérieure. Tous les groupes ont bien performé, en particulier dans notre segment aux États-Unis, qui demeure un facteur clé de la croissance des sources de revenus diversifiées aujourd'hui et pour l'avenir », a déclaré Darryl White, chef de la direction, BMO Groupe financier.

« En plus d'obtenir d'excellents résultats financiers ce trimestre, nous sommes fiers de figurer au premier rang des banques nord-américaines dans le palmarès 2021 des 100 sociétés les plus durables au monde de Corporate Knights, et heureux de faire partie des premiers signataires des Principes pour une banque responsable des Nations Unies. Nous restons résolus à soutenir nos clients et les collectivités à travers les défis posés par la pandémie et à les aider à en ressortir plus forts à mesure que l'économie se redresse. »

« Nous avons un modèle diversifié et résilient, une assise financière solide et un véritable élan dans tous nos groupes, qui sont bien positionnés pour s'adapter au contexte qui évolue. Nous déployons une stratégie pour accélérer la croissance à long terme et offrir une valeur de premier plan aux actionnaires », a conclu M. White.

1) Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés selon les PCGR. Ils le sont également après ajustement de sorte à exclure l'incidence de certains éléments. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et sont expliqués en détail, pour toutes les périodes indiquées, dans la section Mesures non conformes aux PCGR, où sont également présentés ces mesures non conformes aux PCGR et leurs plus proches équivalents selon les PCGR.

2) Sauf indication contraire, lorsqu'il est question du bénéfice par action (BPA) dans ce document, il s'agit du bénéfice dilué par action. Le BPA est calculé au moyen du bénéfice net après déduction des dividendes sur les actions privilégiées et des distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres.

3) Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

Note : Tous les ratios et variations de pourcentage figurant dans ce document sont fondés sur des chiffres qui n'ont pas été arrondis.

Le bénéfice net comptable a augmenté de 27 % et le bénéfice net ajusté a grimpé de 26 % par rapport à l'exercice précédent. Les résultats ajustés ne tiennent pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions. La hausse du bénéfice net est attribuable à la croissance de 6 % des revenus nets¹, avec des hausses enregistrées dans tous les groupes d'exploitation, une diminution des charges et une baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances.

Le rendement des capitaux propres s'est situé à 15,7 %, comparativement à 13,3 % pour l'exercice précédent et, après ajustement, il s'est établi à 15,8 %, comparativement à 13,5 % l'an dernier. Le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires comptable s'est élevé à 18,2 %, en hausse par rapport à 15,7 % pour l'exercice précédent et le rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires après ajustement s'est situé à 18,2 %, en hausse par rapport à 15,8 %.

Concurremment à la publication de ses résultats, BMO a annoncé un dividende de 1,06 \$ par action ordinaire pour le deuxième trimestre de 2021, soit le même montant que pour le trimestre précédent et l'exercice précédent. Le dividende trimestriel de 1,06 \$ par action ordinaire correspond à un dividende annuel de 4,24 \$ par action ordinaire.

Analyse des résultats du premier trimestre

PE Canada

Le bénéfice net comptable et ajusté s'est élevé à 737 millions de dollars, en hausse de 38 millions, ou de 5 % comparativement à il y a un an. Les résultats s'expliquent en raison de la progression des revenus et de la remontée des revenus nets d'intérêts, ce qui a été en partie compensé par une diminution des revenus autres que d'intérêts, des charges moins élevées et une baisse légère de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Au cours du trimestre, PE Canada et Visa Canada ont lancé les nouvelles cartes de crédit BMO eclipse Visa Infinite et BMO eclipse Visa Infinite Privilege. Les nouvelles cartes sont conçues pour répondre aux besoins quotidiens des Canadiens en matière de style de vie en offrant à la fois un potentiel d'accumulation de récompenses accéléré pour les principales catégories de dépenses et plus de choix et de souplesse d'échanges.

PE États-Unis

Le bénéfice net comptable s'est établi à 582 millions de dollars, un bond de 231 millions, ou de 66 % eu égard à il y a un an et, après ajustement, il a atteint 589 millions, en hausse de 228 millions, ou de 63 %.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 454 millions de dollars américains, une progression de 187 millions de dollars américains, ou de 70 %, par rapport à l'an dernier et, après ajustement, il a atteint 459 millions de dollars américains, en hausse de 184 millions de dollars américains, ou de 67 %. Les résultats sont attribuables à des revenus plus élevés provenant des hausses ayant été enregistrées dans les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts, à la baisse des charges et à celle de la dotation à la provision pour pertes sur créances à cause surtout de la réduction des dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises.

Au cours du trimestre, nous avons lancé BMO Empower, une stratégie étalée sur cinq ans de 5 milliards de dollars américains visant à combler les principaux écarts touchant les propriétaires d'entreprises, les collectivités et les familles issus des minorités aux États-Unis. S'inscrivant dans l'objectif de BMO d'avoir le cran de faire une différence *dans la vie, comme en affaires*, la stratégie BMO Empower comprend une série d'engagements sous forme de prêts à long terme visant à entraîner un changement significatif et à répondre à un besoin d'accroître l'équité raciale.

BMO Gestion de patrimoine

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 358 millions de dollars, en hausse de 67 millions, ou de 23 %, comparativement à l'exercice précédent, et, après ajustement, il a atteint 366 millions, en hausse de 66 millions, ou de 22 %. Les résultats traduisent une hausse des revenus nets et une légère baisse des charges et de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 286 millions, en hausse de 77 millions, ou de 37 %, et, après ajustement, il a atteint 294 millions, en hausse de 76 millions, ou de 35 %, du fait d'une hausse des revenus en raison surtout du regain des marchés mondiaux et de l'augmentation des revenus de courtage en ligne. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 72 millions, comparativement à 82 millions à l'exercice précédent.

BMO a été reconnu par le magazine Investment Week dans le cadre de l'édition 2020 des prix Sustainable and ESG Investment Awards, remportant le titre de la meilleure équipe ESG pour la troisième année consécutive et le prix du meilleur fonds d'investissement ESG pour le Fonds ESG d'actions mondiales responsable. Par ailleurs, nous avons conclu une entente visant à nous départir de nos activités de banque privée à Hong Kong et Singapour en faveur de J. Safra Sarasin Group. Cette transaction est assujettie aux approbations réglementaires et à d'autres conditions de clôture habituelles, et elle devrait être menée à terme au premier semestre de l'année civile 2021.

1) Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI).

BMO Marchés des capitaux

Le bénéfice net comptable s'est situé à 483 millions de dollars, en hausse de 127 millions, ou de 36 %, par rapport à l'an dernier, et, après ajustement, il s'est fixé à 489 millions, en hausse de 127 millions, ou 35 %. Les résultats reflètent une forte croissance des revenus des Marchés mondiaux qui a été contrée en partie par un accroissement de la rémunération liée au rendement alors que les dotations à la provision pour pertes sur créances ont enregistré un léger recul.

Au cours du trimestre, nous avons continué d'aider les clients grâce à notre expertise et à nos connaissances sectorielles approfondies dans différents secteurs. BMO Marchés des capitaux a agi à titre d'arrangeur chef de file, de coteneur de livres et d'agent administratif dans le cadre de facilités de crédit garanties de premier rang d'un montant de 500 millions de dollars américains ayant servi à réaliser l'acquisition de Centerbridge Partners ainsi que de daVinci Payments et de North Lane Technologies par Syncapay Inc. Nous avons également agi comme conseiller financier, coarrangeur chef de file et coteneur de livres pour le compte d'une société de portefeuille de Clearlake Capital et de TA Associates, Ivanti Software, dans le cadre d'un financement d'un montant de 1,8 milliard de dollars ayant servi à réaliser l'acquisition de MobileIron et de Pulse Secure.

Services d'entreprise

La perte nette comptable et ajustée des Services d'entreprise s'est située à 143 millions de dollars pour le trimestre, comparativement à une perte nette de 105 millions à l'exercice précédent. Les résultats ont reculé, du fait surtout de la hausse des charges et de l'incidence d'un taux d'impôt favorable au cours de l'exercice précédent.

Les résultats ajustés figurant dans la section Analyse des résultats du premier trimestre sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

L'ordre dans lequel les répercussions défavorables sur le bénéfice net est analysé dans la présente section et ailleurs dans le rapport de gestion suit l'ordre de présentation des revenus, des charges et des dotations à la provision pour pertes sur créances, peu importe leur incidence relative.

Capital

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 12,4 % au 31 janvier 2021. Ce ratio s'est accru par rapport aux 11,9 % enregistrés au trimestre précédent, en raison de solides capitaux autogénérés et d'autres variations positives nettes, dont des actifs pondérés en fonction des risques à la baisse.

Qualité du crédit

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances, établi à 156 millions de dollars, a diminué de 193 millions par rapport à l'an dernier. Le ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 14 points de base, comparativement à 31 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 215 millions, a reculé de 109 millions par rapport à 324 millions l'an dernier en raison surtout de la baisse des dotations à la provision liées aux prêts pour entreprises enregistrées dans PE États-Unis. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 19 points de base, contre 29 points de base un an plus tôt. Un recouvrement à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 59 millions a été enregistré au trimestre à l'étude en regard de la dotation à la provision de 25 millions enregistrée à l'exercice précédent. Le recouvrement de pertes sur créances liée aux prêts productifs de 59 millions reflète une amélioration des perspectives économiques et une migration favorable du crédit, ce qui a été compensé en grande partie par l'incidence de la conjoncture incertaine sur les conditions du crédit, incluant une augmentation de la pondération des scénarios défavorables. Il y a lieu de se reporter à la section Méthodes comptables et principales estimations comptables ainsi qu'à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités pour de plus amples informations sur la provision pour pertes sur créances au 31 janvier 2021.

Documents déposés auprès des organismes de réglementation

Les documents d'information continue de BMO, y compris les documents intermédiaires, le Rapport de gestion annuel, les états financiers consolidés annuels audités, la Notice annuelle, l'Avis de convocation à l'assemblée annuelle des actionnaires et la circulaire de sollicitation de procurations, sont accessibles sur notre site Web, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs, sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com, et dans la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, au www.sec.gov. L'information contenue dans le présent document ou accessible autrement sur notre site Web (www.bmo.com) ou sur les sites Web de tiers mentionnés dans le présent document ne fait pas partie de ce document.

Mise en garde

La mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 aura une incidence sur les activités, les résultats d'exploitation, la réputation et la situation financière de BMO, ce qui inclut ses ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité, de même que les notations de crédit, ainsi que l'incidence sur nos clients, nos concurrents, notre réputation et notre exposition aux activités de négociation ainsi que le potentiel de pertes lié à une augmentation des pertes sur créances, des pertes liées à des contreparties et des pertes évaluées à la valeur de marché, dépendra de l'évolution de la situation, qui est extrêmement incertaine et ne peut être prévue, notamment l'ampleur, la gravité et la durée de la pandémie, et les mesures prises par les gouvernements, les instances gouvernementales et les organismes de réglementation, lesquelles pourraient varier selon les pays et les régions, et par d'autres tierces parties en réponse à la pandémie. La pandémie de COVID-19 pourrait également avoir une incidence sur notre capacité à atteindre certains buts, objectifs et cibles précédemment annoncés ou sur le calendrier pour atteindre ces derniers. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Incidence de la COVID-19 à la page 10 et à la section Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs à la page 32 du présent document.

Les sections ci-dessus contiennent des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

La Banque de Montréal utilise une marque unifiée reliant toutes les sociétés membres de l'organisation. La Banque de Montréal et ses filiales sont désignées par l'appellation BMO Groupe financier. Ainsi, dans le présent document, les appellations BMO et BMO Groupe financier désignent la Banque de Montréal et ses filiales.

Rapport de gestion

Les commentaires contenus dans le présent Rapport de gestion sont présentés au 23 février 2021. L'information qui précède cette section en fait partie intégrante. Ce Rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés intermédiaires non audités pour la période close le 31 janvier 2021 qui figurent aux présentes, ainsi que des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2020 et du rapport de gestion pour l'exercice 2020 contenus dans le Rapport annuel de BMO pour 2020.

On trouvera une analyse détaillée des secteurs d'activité, des stratégies et des objectifs dans le Rapport annuel de BMO pour 2020, lequel est accessible sur notre site Web à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Nous invitons également les lecteurs à visiter ce site pour y obtenir d'autres renseignements financiers trimestriels.

Table des matières

5	Mise en garde concernant les déclarations prospectives	27	Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice
6	Survol et perspectives économiques	28	Transaction avec des parties liées
7	Faits saillants financiers	28	Arrangements hors bilan
8	Mesures non conformes aux PCGR	28	Méthodes comptables et principales estimations comptables
9	Change	29	Provision pour pertes sur créances
10	Incidence de la COVID-19	31	Modifications de méthodes comptables
11	Bénéfice net	31	Modifications futures de méthodes comptables
11	Revenus	31	Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique intérieure (BISI)
12	Dotation à la provision pour pertes sur créances	32	Autres faits nouveaux en matière de réglementation
13	Prêts douteux	32	Gestion des risques
13	Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	32	Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs
13	Charges autres que d'intérêts	32	Risque de marché
14	Impôts sur le résultat	34	Risque de liquidité et de financement
14	Bilan	37	Cotes de crédit
16	Gestion du capital	42	Expositions en Europe
19	Analyse des résultats des groupes d'exploitation	44	Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements
19	Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)	47	États financiers consolidés intermédiaires
20	Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)	47	État consolidé des résultats
22	Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)	48	État consolidé du résultat global
24	BMO Gestion de patrimoine	49	Bilan consolidé
25	BMO Marchés des capitaux	50	État consolidé des variations des capitaux propres
26	Services d'entreprise	51	État consolidé des flux de trésorerie
		52	Notes afférentes aux états financiers consolidés
		69	Renseignements à l'intention des investisseurs et des médias

La direction de la Banque de Montréal, sous la supervision du chef de la direction et du chef des finances, a évalué, au 31 janvier 2021, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Banque de Montréal, tels qu'ils sont définis dans les règles de la Securities and Exchange Commission des États-Unis et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, et elle a conclu que ces contrôles et procédures étaient efficaces.

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, il n'y a eu aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu un effet important, ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir un effet important, sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

En raison de leurs limites intrinsèques, les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et il est possible qu'ils ne permettent pas de prévenir ou de détecter les inexactitudes.

Comme lors des trimestres précédents, le Comité d'audit et de révision de la Banque de Montréal a examiné le présent document, et le Conseil d'administration de la Banque de Montréal l'a approuvé avant sa publication.

Mise en garde concernant les déclarations prospectives

Les communications publiques de la Banque de Montréal comprennent souvent des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Le présent document contient de telles déclarations, qui peuvent aussi figurer dans d'autres documents déposés auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis ou dans d'autres communications. Toutes ces déclarations sont énoncées sous réserve des règles d'exonération de la loi américaine *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* et des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et elles sont conçues comme des déclarations prospectives aux termes de ces lois. Les déclarations prospectives contenues dans le présent document peuvent comprendre notamment des énoncés concernant nos objectifs et nos priorités pour l'exercice 2021 et au-delà, nos stratégies ou actions futures, nos cibles, nos attentes concernant notre situation financière ou le cours de nos actions, le contexte réglementaire dans lequel nous exerçons nos activités et les résultats ou les perspectives de notre exploitation ou des économies canadienne, américaine et mondiale, nos interventions face à la pandémie de COVID-19 et l'incidence de cette dernière sur nos activités, nos résultats ainsi que notre performance et notre situation financières ainsi que l'incidence sur nos clients, nos concurrents, notre réputation et notre exposition aux activités de négociation et elles comprennent des déclarations de notre direction. Les déclarations prospectives sont généralement identifiées par des mots tels que « devoir », « croire », « s'attendre à », « anticiper », « projeter », « avoir l'intention de », « estimer », « planifier », « viser » et « pouvoir ».

En raison de leur nature, les déclarations prospectives exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes de nature aussi bien générale que particulière. Il existe un risque appréciable que les prévisions, pronostics, conclusions ou projections se révèlent inexacts, que nos hypothèses soient erronées et que les résultats réels diffèrent sensiblement de ces prévisions, pronostics, conclusions ou projections. L'incertitude créée par la pandémie de COVID-19 a fait croître le risque étant donné les défis accrus que pose l'établissement d'hypothèses, de prévisions, de pronostics, de conclusions ou de projections. Nous conseillons aux lecteurs du présent document de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats, les conditions, les actions ou les événements réels futurs pourraient différer sensiblement des cibles, attentes, estimations ou intentions exprimées dans ces déclarations prospectives en raison de plusieurs facteurs, dont bon nombre sont indépendants de notre volonté et dont les effets peuvent être difficilement prévisibles.

Les résultats futurs ayant trait aux déclarations prospectives peuvent être influencés par de nombreux facteurs, notamment la gravité, la durée et la propagation de la pandémie de COVID-19, son incidence sur les économies locales, nationales ou internationales et son aggravation de certains risques susceptibles de toucher nos résultats futurs, l'incidence possible sur nos activités et notre exploitation des épidémies de maladies qui touchent les économies locales, nationales ou mondiale, la situation économique générale et la conjoncture des marchés dans les pays où nous sommes présents, la sécurité de l'information, la vie privée et la cybersécurité, y compris la menace d'atteinte à la protection des données, de piratage, de vol d'identité et d'espionnage d'entreprise, ainsi que le déni de service pouvant découler des efforts visant à provoquer une défaillance du système et une interruption de service, les changements de politique monétaire, budgétaire ou économique, la législation et les interprétations fiscales, les fluctuations des taux d'intérêt et des cours de change, ainsi que la réforme des taux de référence, les changements technologiques et la résilience technologique, la situation politique, notamment les changements liés aux questions économiques ou commerciales ou influant sur celles-ci, le marché de l'habitation au Canada et l'endettement des particuliers, les changements climatiques et d'autres questions liées aux risques environnementaux et sociaux, les marchés financiers ou du crédit faibles, volatils ou illiquides, l'intensité de la concurrence dans les secteurs géographiques et les domaines d'activité dans lesquels nous œuvrons, les changements de législation ou les changements dans les attentes ou les exigences des organismes de supervision, y compris les exigences ou directives en matière de fonds propres, de taux d'intérêt et de liquidité, ainsi que l'incidence de tels changements sur les coûts de financement, les procédures judiciaires ou démarches réglementaires, l'exhaustivité et l'exactitude de l'information que nous obtenons sur nos clients et nos contreparties, l'incapacité de tiers de s'acquitter de leurs obligations envers nous, notre capacité à mettre en œuvre nos plans stratégiques, de conclure des acquisitions ou des cessions envisagées et d'intégrer les entreprises acquises, ce qui englobe l'obtention de l'approbation des organismes de réglementation, les estimations comptables critiques et l'incidence des modifications des normes comptables, des règlements et des interprétations sur ces estimations, les risques opérationnels et infrastructurels, y compris en ce qui concerne la dépendance envers des tiers, les modifications de nos cotes de crédit, les activités des marchés financiers internationaux, les répercussions possibles de guerres ou d'activités terroristes sur nos activités, les catastrophes naturelles et les répercussions de perturbations des infrastructures publiques telles que les services de transport et de communication et les systèmes d'alimentation en énergie ou en eau et notre capacité à prévoir et à gérer efficacement les risques découlant des facteurs susmentionnés.

Nous tenons à souligner que la liste de facteurs qui précède n'est pas exhaustive. D'autres facteurs et d'autres risques pourraient influencer défavorablement sur nos résultats. Pour plus d'informations, il y a lieu de se reporter à la section Risques pouvant influencer sur les résultats futurs ainsi qu'aux sections portant sur le risque de crédit et de contrepartie, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque de liquidité et de financement, le risque opérationnel, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social, et le risque de réputation de la section Gestion globale des risques, qui commence à la page 73 du Rapport annuel de BMO pour 2020 et à la section Gestion des risques figurant à la page 32 du présent document, sections qui présentent l'incidence que certains de ces facteurs et risques clés pourraient avoir sur nos résultats futurs. Les investisseurs et toute autre personne doivent tenir soigneusement compte de ces facteurs et de ces risques, ainsi que d'autres incertitudes et événements potentiels, et de l'incertitude inhérente aux déclarations prospectives. Nous ne nous engageons pas à mettre à jour les déclarations prospectives, verbales ou écrites, qui peuvent être faites, à l'occasion, par l'entreprise ou en son nom, sauf si la loi l'exige. L'information prospective contenue dans le présent document est présentée dans le but d'aider nos actionnaires à comprendre notre situation financière aux dates indiquées ou pour les périodes closes à ces dates ainsi que nos priorités et objectifs stratégiques, et peut ne pas convenir à d'autres fins.

Les hypothèses économiques importantes qui sous-tendent les énoncés prospectifs contenus dans le présent document sont présentées dans la section Évolution de la situation économique et perspectives, à la page 18 du Rapport annuel de BMO pour 2020, mises à jour dans la section Survol et perspectives économiques paraissant ailleurs dans le présent document, ainsi que dans la section Provision pour pertes sur créances, à la page 114 du Rapport annuel de BMO pour 2020, mises à jour dans la section Provision pour pertes sur créances paraissant ailleurs dans le présent document. Les hypothèses relatives au comportement des économies canadienne et américaine, ainsi qu'à la conjoncture de marché globale et à leur effet combiné sur nos activités sont des facteurs importants dont nous tenons compte lors de l'établissement de nos priorités et objectifs stratégiques et des perspectives de nos divers secteurs d'activité. Pour élaborer nos prévisions en matière de croissance économique, nous utilisons principalement les données économiques historiques, les liens passés entre les variables économiques et financières, les changements de politiques gouvernementales ainsi que des risques inhérents à l'économie nationale et mondiale. Il y a lieu de se reporter aux sections Survol et perspectives économiques et Provision pour pertes sur créances.

Survol et perspectives économiques

Après une contraction estimée à 5,4 % en 2020, l'économie canadienne devrait croître de 5,0 % en 2021. Malgré qu'elle devrait ralentir au premier trimestre de 2021 en raison des nouvelles restrictions imposées pour endiguer la deuxième vague de la pandémie, l'économie montre certains signes de résilience, comme le démontre la vigueur généralisée du secteur des ressources, du secteur manufacturier et du marché de l'habitation qui ont plus que compensé la faiblesse de certains secteurs durement touchés par la pandémie. Le PIB réel devrait rebondir fortement au cours des prochains trimestres du fait de la plus grande disponibilité des vaccins et de l'assouplissement des restrictions. La reprise sera facilitée par d'importantes mesures de soutien du revenu mises en place par les gouvernements, le maintien de faibles taux d'intérêt, la demande accrue pour des services en personne et des déplacements de même que par l'épargne des ménages. Après les ventes records enregistrées en 2020, le marché de l'habitation devrait ralentir quelque peu quoique toujours solide et le prix des habitations devrait afficher une hausse constante. Le taux de chômage devrait reculer pour passer de 9,4 % en janvier 2021 à 7,0 % à la fin de 2021, soit un taux toujours perché à un sommet historique. L'inflation se maintiendra encore à un niveau peu élevé, ce qui devrait encourager la Banque du Canada à maintenir le taux des fonds à un jour près de zéro pour un certain temps. Le dollar canadien devrait se raffermir légèrement cette année du fait de la remontée des prix du pétrole et d'autres ressources. Les soldes des prêts hypothécaires à l'habitation à l'échelle du secteur d'activité continuent de grimper du fait de la faiblesse des taux hypothécaires et de la demande accrue des télétravailleurs pour des maisons plus spacieuses, bien que cette croissance devrait s'essouffler. La croissance des soldes du crédit à la consommation (exclusion faite des prêts hypothécaires) est toujours faible en raison de la diminution des dépenses de consommation, mais elle devrait s'améliorer de pair avec les dépenses en 2021. La croissance du crédit aux entreprises à l'échelle du secteur d'activité a été favorisée par des programmes d'aide gouvernementale mis en œuvre par l'intermédiaire des banques. On prévoit que la demande augmentera davantage en 2021, au fur et à mesure de l'accroissement de la confiance et des dépenses des entreprises.

La dernière vague de la pandémie conjuguée aux nouvelles restrictions mises en place ont ralenti quelque peu la reprise économique aux États-Unis. Toutefois, l'adoption d'une loi afférente à des mesures de soutien de l'ordre de 900 milliards de dollars américains à la fin de décembre 2020, dont la prorogation des programmes de prestations d'urgence et les prêts-subsidies consentis aux petites entreprises, devrait propulser l'économie vers la croissance. D'autres mesures de soutien en matière de politique budgétaire devraient être annoncées cette année. Ainsi, le PIB réel devrait rebondir de 5,0 % en 2021, après avoir reculé de 3,5 % en 2020. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 1984. Le taux de chômage devrait s'améliorer, passant de 6,0 % en janvier 2021 à 4,7 % à la fin de 2021. Beaucoup s'attendent à ce que la Réserve fédérale maintienne ses taux directeurs au même niveau en 2021; toutefois, il se pourrait que le rendement des bons du Trésor à long terme augmente légèrement sous l'impulsion d'une économie plus forte. La croissance des prêts hypothécaires à l'habitation à l'échelle du secteur d'activité devrait rester positive grâce aux conditions favorables du marché de l'habitation, alors que la modeste remontée du crédit à la consommation observée récemment devrait tirer parti de l'accroissement des dépenses. Après avoir reculé au deuxième semestre de 2020, le crédit aux entreprises à l'échelle du secteur d'activité devrait augmenter en 2021 à mesure que les investissements progressent.

L'évolution imprévisible de la pandémie de coronavirus expose les perspectives économiques à un degré élevé d'incertitude qui devrait persister jusqu'à ce que des vaccins soient largement distribués à la population. L'apparition d'une nouvelle souche plus virulente du virus pourrait entraîner une résurgence des cas et des arrêts plus rapides des activités commerciales, ce qui pourrait donner lieu à une contraction prolongée de l'économie. L'économie pourrait afficher une croissance plus faible en 2021 advenant que de nouveaux délais soient imposés pour la distribution du vaccin, plus particulièrement au Canada.

La section Survol et perspectives économiques renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Faits saillants financiers

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2021	T4-2020	T1-2020
Sommaire de l'état des résultats			
Revenus nets d'intérêts	3 578	3 530	3 388
Revenus autres que d'intérêts	3 397	2 456	3 359
Revenus	6 975	5 986	6 747
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	601	-	716
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 374	5 986	6 031
Dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux	215	339	324
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(59)	93	25
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	156	432	349
Charges autres que d'intérêts	3 613	3 548	3 669
Charge d'impôts sur le résultat	588	422	421
Bénéfice net attribuable aux détenteurs de capitaux propres de la Banque	2 017	1 584	1 592
Bénéfice net ajusté	2 038	1 610	1 617
Données relatives aux actions ordinaires (en dollars, sauf indication contraire)			
Bénéfice par action	3,03	2,37	2,37
Bénéfice par action ajusté	3,06	2,41	2,41
Croissance du bénéfice par action (%)	27,5	32,9	4,3
Croissance du bénéfice par action ajusté (%)	26,8	(0,7)	4,0
Dividendes déclarés par action	1,06	1,06	1,06
Valeur comptable d'une action	77,76	77,40	73,21
Cours de clôture de l'action	95,12	79,33	100,93
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en millions)			
À la clôture de la période	646,9	645,9	639,6
Nombre moyen dilué	647,4	645,8	640,8
Valeur marchande globale des actions ordinaires (en milliards de dollars)	61,5	51,2	64,6
Rendement de l'action (%)	4,5	5,3	4,2
Ratio de distribution (%)	35,0	44,6	44,5
Ratio de distribution ajusté (%)	34,6	43,9	43,8
Mesures et ratios financiers (%)			
Rendement des capitaux propres	15,7	12,4	13,3
Rendement des capitaux propres ajustés	15,8	12,6	13,5
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires	18,2	14,5	15,7
Rendement des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	18,2	14,5	15,8
Croissance du bénéfice net	26,7	32,6	5,4
Croissance du bénéfice net ajusté	26,0	0,1	5,1
Croissance des revenus	3,4	(1,7)	3,5
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI	5,7	4,1	7,9
Croissance des charges autres que d'intérêts	(1,5)	(11,0)	3,2
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées	(1,4)	1,5	3,3
Ratio d'efficience, déduction faite des SCVPI	56,7	59,3	60,8
Ratio d'efficience ajusté, déduction faite des SCVPI	56,3	58,7	60,3
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI	7,2	15,1	4,7
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI	7,1	2,1	4,6
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen	1,59	1,60	1,67
Taux d'impôt effectif	22,6	21,1	20,9
Taux d'impôt effectif ajusté	22,6	21,1	21,0
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,14	0,37	0,31
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé)	0,19	0,29	0,29
Bilan (en millions de dollars, sauf indication contraire)			
Actifs	973 211	949 261	879 720
Solde brut des prêts et acceptations	466 922	464 216	458 039
Solde net des prêts et acceptations	463 734	460 913	456 016
Dépôts	672 500	659 034	582 288
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	50 300	49 995	46 828
Ratio de la trésorerie et des valeurs mobilières au total des actifs (%)	32,3	31,7	30,0
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	12,4	11,9	11,4
Ratio des fonds propres de catégorie 1	14,2	13,6	13,0
Ratio du total des fonds propres	16,6	16,2	15,2
Ratio de levier	4,8	4,8	4,3
Cours de change (\$)			
Dollar CA/dollar US	1,2800	1,3319	1,3235
Dollar CA/dollar US – moyenne	1,2841	1,3217	1,3161

Les résultats ajustés que renferme la présente section sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

Les résultats et mesures figurant dans le présent document sont présentés conformément aux PCGR. Sauf indication contraire, les montants sont indiqués en dollars canadiens et proviennent des états financiers établis en conformité avec les Normes internationales d'information financière (IFRS). Toute mention des PCGR renvoie aux IFRS. Les résultats et mesures sont également présentés après ajustement de manière à exclure l'incidence de certains éléments, tel qu'il est indiqué dans le tableau ci-dessous. Il y a lieu de se reporter à la section Change pour obtenir une analyse des répercussions des variations des cours de change sur les résultats de BMO. Le bénéfice avant dotation et impôts est une mesure non conforme aux PCGR qui est calculée comme étant la différence entre les revenus, déduction faite des sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI), et les charges autres que d'intérêts. La direction évalue le rendement à l'aide de mesures et résultats comptables et de mesures et résultats ajustés, et considère qu'ils sont utiles aux fins de l'appréciation de la performance sous-jacente des secteurs. Le fait de recourir à un tel mode de présentation donne aux lecteurs une meilleure compréhension de la façon dont la direction analyse les résultats, en plus de leur permettre d'apprécier l'incidence d'éléments précis sur les résultats des périodes indiquées et de mieux évaluer les résultats compte non tenu de ces éléments qui ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats continus. C'est pourquoi ce mode de présentation peut aider les lecteurs à analyser les tendances. Sauf indication contraire, l'analyse, par la direction, des changements des résultats comptables figurant dans le présent document s'applique également à ceux des résultats ajustés correspondants. Les résultats et mesures ajustés ne sont pas conformes aux PCGR et n'ont donc pas de sens normalisé aux termes de ceux-ci. De plus, ils sont difficilement comparables aux mesures similaires qu'utilisent d'autres entreprises et ne devraient pas être interprétés de manière isolée ni comme pouvant remplacer les résultats établis aux termes des PCGR.

Mesures non conformes aux PCGR

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2021	T4-2020	T1-2020
Résultats comptables			
Revenus	6 975	5 986	6 747
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(601)	-	(716)
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 374	5 986	6 031
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	(156)	(432)	(349)
Charges autres que d'intérêts	(3 613)	(3 548)	(3 669)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 605	2 006	2 013
Charge d'impôts sur le résultat	(588)	(422)	(421)
Bénéfice net	2 017	1 584	1 592
BPA (\$)	3,03	2,37	2,37
Éléments d'ajustement (avant impôts) 1)			
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(3)	(3)	(3)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	(25)	(30)	(29)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice comptable avant impôts	(28)	(33)	(32)
Éléments d'ajustement (après impôts) 1)			
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	(2)	(3)	(2)
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	(19)	(23)	(23)
Éléments d'ajustement pris en compte dans le bénéfice net comptable après impôts	(21)	(26)	(25)
Incidence sur le BPA (\$)	(0,03)	(0,04)	(0,04)
Résultats ajustés			
Revenus	6 975	5 986	6 747
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	(601)	-	(716)
Revenus, déduction faite des SCVPI	6 374	5 986	6 031
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	(156)	(432)	(349)
Charges autres que d'intérêts	(3 585)	(3 515)	(3 637)
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 633	2 039	2 045
Charge d'impôts sur le résultat	(595)	(429)	(428)
Bénéfice net	2 038	1 610	1 617
BPA (\$)	3,06	2,41	2,41

1) Les éléments d'ajustement sont, en règle générale, imputés aux Services d'entreprise, sauf dans le cas de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et de certains coûts d'intégration des acquisitions qui, eux, sont imputés aux groupes d'exploitation.

2) Ces montants sont imputés aux groupes d'exploitation en tant que charges autres que d'intérêts. Les montants avant et après impôts imputés à chacun des groupes d'exploitation sont présentés ci-dessous.

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Sommaire des résultats comptables et ajustés par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens après impôts)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T1-2021							
Bénéfice (perte) net comptable	737	582	1 319	358	483	(143)	2 017
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	-	-	-	2	-	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	-	7	7	8	4	-	19
Bénéfice (perte) net ajusté	737	589	1 326	366	489	(143)	2 038
T4-2020							
Bénéfice (perte) net comptable	647	324	971	320	379	(86)	1 584
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	-	-	-	3	-	3
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	1	9	10	8	5	-	23
Bénéfice (perte) net ajusté	648	333	981	328	387	(86)	1 610
T1-2020							
Bénéfice (perte) net comptable	699	351	1 050	291	356	(105)	1 592
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	-	-	-	-	2	-	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	-	10	10	9	4	-	23
Bénéfice (perte) net ajusté	699	361	1 060	300	362	(105)	1 617

1) Les coûts d'intégration des acquisitions de KGS Alpha et de Clearpool avant impôts de 3 millions dollars pour le premier trimestre de 2021, le quatrième trimestre de 2020 et le premier trimestre de 2020 sont pris en compte dans les charges autres que d'intérêts.

2) L'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avant impôts est imputé aux charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation : montants de néant au premier trimestre de 2021, de 1 million de dollars au quatrième trimestre de 2020 et de néant au premier trimestre de 2020 pour PE Canada; montants de 9 millions au premier trimestre de 2021 et de 13 millions à la fois pour le quatrième trimestre de 2020 et le premier trimestre de 2020 pour PE États-Unis; montants de 10 millions à la fois pour le premier trimestre de 2021 et le quatrième trimestre de 2020 et de 11 millions pour le premier trimestre de 2020 pour BMO Gestion du patrimoine; montants de 6 millions à la fois pour le premier trimestre de 2021 et le quatrième trimestre de 2020 et de 5 millions pour le premier trimestre de 2020 pour BMO Marchés des capitaux.

Les résultats ajustés que renferme ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR.

Change

L'équivalent en dollars canadiens des résultats sectoriels de BMO aux États-Unis libellés en dollars américains a diminué comparativement à celui du quatrième trimestre de 2020 et du premier trimestre de 2020 en raison des fluctuations du cours de change du dollar américain. Le tableau ci-dessous fait état des cours de change moyens des dollars canadien et américain ainsi que de l'incidence de leurs fluctuations sur les résultats sectoriels de BMO aux États-Unis. Dans le présent document, toute mention de l'incidence du dollar américain ne rend pas compte des montants libellés dans cette monnaie et constatés par des unités de BMO qui ne mènent pas d'activités aux États-Unis.

Les fluctuations des cours de change influenceront sur les résultats futurs établis en dollars canadiens, et l'incidence sur ces résultats est fonction de la période au cours de laquelle les revenus, les charges, les dotations à la provision pour (recouvrements de) pertes sur créances et les impôts sur le résultat sont comptabilisés.

Nos flux de revenus en dollars américains ne bénéficiaient pas d'une couverture économique contre les fluctuations des cours de change au cours de l'exercice considéré et de l'exercice précédent. Nous déterminons régulièrement s'il lui faut ou non conclure des opérations de couverture afin d'atténuer l'incidence des fluctuations des cours de change sur le bénéfice net.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital à la page 63 du Rapport annuel de BMO pour 2020 pour obtenir une analyse de l'incidence que peuvent avoir les fluctuations des cours de change sur notre capital. Les fluctuations des cours de change ont aussi des répercussions sur le cumul des autres éléments du résultat global, du fait essentiellement de la conversion de notre investissement dans des établissements à l'étranger et de la valeur comptable des actifs et passifs inscrits au bilan.

La présente section qui traite du change renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Incidence des fluctuations des cours de change sur les résultats comptables et les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis de BMO

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2021	
	c. T1-2020	c. T4-2020
Cours de change entre les dollars canadien et américain (moyenne)		
Période à l'étude	1,2841	1,2841
Période antérieure	1,3161	1,3217
Incidence sur les résultats comptables sectoriels aux États-Unis		
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	(33)	(40)
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	(19)	(21)
Augmentation (diminution) des revenus	(52)	(61)
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	5	7
Diminution (augmentation) des charges	34	38
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	2	3
Augmentation (diminution) du bénéfice net comptable	(11)	(13)
Incidence sur le bénéfice par action (\$)	(0,02)	(0,02)
Incidence sur les résultats ajustés sectoriels aux États-Unis		
Augmentation (diminution) des revenus nets d'intérêts	(33)	(40)
Augmentation (diminution) des revenus autres que d'intérêts	(19)	(21)
Augmentation (diminution) des revenus	(52)	(61)
Diminution (augmentation) de la dotation à la provision pour pertes sur créances	5	7
Diminution (augmentation) des charges	33	37
Diminution (augmentation) des impôts sur le résultat	3	4
Augmentation (diminution) du bénéfice net ajusté	(11)	(13)
Incidence sur le bénéfice ajusté par action (\$)	(0,02)	(0,02)

Les résultats ajustés que renferme le présent tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Incidence de la COVID-19

Le PIB réel au Canada et aux États-Unis a recouvré une grande partie de ses pertes imputables à la pandémie de COVID-19; les taux de chômage demeurent toutefois élevés et la croissance économique a ralenti du fait des nouvelles restrictions imposées au chapitre des activités sociales et commerciales. Alors que la distribution du vaccin devrait entraîner une croissance plus soutenue au cours de l'année, l'écllosion de variants du virus vient souligner combien l'évolution de la pandémie est encore très imprévisible. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Survol et perspectives économiques.

La sécurité des employés et des clients de la Banque demeure sa priorité absolue. Nous continuons d'être guidés par les autorités de santé publique pertinentes afin de suivre de près l'évolution de la situation entourant la propagation du virus. Nous continuons de soutenir nos clients en cette période éprouvante, travaillant en étroite collaboration avec les administrations publiques et les organismes gouvernementaux relativement à des programmes et des facilités de prêt visant à atténuer les difficultés financières causées par la COVID-19, et à aider les particuliers et les entreprises à traverser la crise et à se rétablir sur le plan financier. La plupart des programmes de reports de paiements offerts aux clients au début du deuxième trimestre de 2020 ont pris fin, et la grande majorité des clients ont recommencé à effectuer leur paiement après s'être retirés du programme de reports.

Au 31 janvier 2021, nos soldes aux termes des programmes de reports de paiements au Canada et aux États-Unis s'établissaient respectivement à environ 0,64 milliard de dollars (3,81 milliards au 31 octobre 2020) et à 0,35 milliard de dollars américains (0,69 milliard de dollars américains au 31 octobre 2020).

BMO collabore encore dans le cadre de programmes gouvernementaux offerts tant au Canada qu'aux États-Unis. Au Canada, il s'agit du programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC), du programme de la Banque de développement du Canada (BDC) et du programme de soutien d'Exportation et développement Canada (EDC); la Banque a accès au Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT) qui a été lancé en février 2021 avec le concours de la BDC. Aux États-Unis, nous avons participé au *Main Street Lending Program* et continuons de soutenir les clients dans le cadre du programme *Paycheck Protection Program* de la *Small Business Administration*.

La mesure dans laquelle la pandémie de COVID-19 aura une incidence sur les activités de BMO, ses résultats d'exploitation, sa réputation, ses résultats financiers et sa situation financière, ce qui inclut ses ratios de fonds propres réglementaires et de liquidité de même que les notations de crédit, ainsi que l'incidence sur nos clients, nos concurrents et notre exposition aux activités de négociation et le potentiel de pertes lié à une augmentation des pertes sur créances, des pertes liées à des contreparties et des pertes évaluées à la valeur de marché accrues, dépendra de l'évolution de la situation, qui est extrêmement incertaine et ne peut être prévue, notamment l'ampleur, la sévérité et la durée de la pandémie, et des mesures prises par les gouvernements et les instances gouvernementales et réglementaires, lesquelles pourraient varier selon les pays et régions, et par d'autres tierces parties en réponse à la pandémie. La pandémie de COVID-19 pourrait également avoir une incidence sur notre capacité à atteindre certains buts, objectifs et cibles précédemment annoncés ou sur le calendrier pour atteindre ces derniers. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de consulter la section Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs à la page 32 du présent document.

La présente section qui traite de l'incidence de la COVID-19 renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Bénéfice net

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable s'est établi à 2 017 millions de dollars, en hausse de 425 millions, ou de 27 %, comparativement à l'exercice précédent, et le bénéfice net ajusté s'est situé à 2 038 millions, en hausse de 421 millions, ou de 26 %. Le bénéfice net ajusté ne tient pas compte de l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et des coûts d'intégration des acquisitions enregistrés pour les deux périodes. Le BPA comptable s'est établi à 3,03 \$, soit 0,66 \$ ou 28 % de plus, comparativement à un an plus tôt, et le BPA ajusté s'est établi à 3,06 \$, en hausse de 0,65 \$, ou de 27 %.

Les résultats ajustés reflètent une hausse des revenus, une réduction des charges et l'incidence de la baisse des dotations à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net a progressé pour tous les groupes d'exploitation eu égard à l'exercice précédent comme en témoignent une forte croissance enregistrée plus particulièrement dans PE États-Unis, BMO Marchés des capitaux et BMO Gestion de patrimoine et une bonne augmentation du côté de PE Canada, ce qui a été compensé en partie par l'alourdissement de la perte nette des Services d'entreprise.

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 2 017 millions de dollars, en hausse de 433 millions, ou de 27 %, par rapport à celui du trimestre précédent et le bénéfice net ajusté s'est élevé à 2 038 millions, soit une hausse de 428 millions, ou de 27 %. Le BPA comptable a augmenté de 0,66 \$, ou de 28 %, alors que le BPA ajusté a progressé de 0,65 \$, ou de 27 %, par rapport au trimestre précédent.

Les résultats ajustés reflètent une hausse des revenus, en partie compensée par des charges plus élevées et l'incidence d'une diminution des dotations à la provision pour pertes sur créances. Le bénéfice net a progressé dans l'ensemble des groupes d'exploitation et cette augmentation a été en partie contrée par une hausse de la perte nette des Services d'entreprise.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite du bénéfice net sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Revenus

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Le total des revenus s'est établi à 6 975 millions de dollars, en hausse de 228 millions, ou de 3 %, par rapport à l'exercice précédent. Après avoir retranché des revenus d'assurance les sinistres, les commissions et les variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) (ce qui correspond aux revenus nets), les revenus ont augmenté de 343 millions, ou de 6 % par rapport à 6 031 millions à l'exercice précédent.

Les revenus enregistrés par BMO Marchés des capitaux ont augmenté, du fait de la hausse des revenus de négociation attribuable à l'activité accrue des clients, la hausse des revenus tirés de nos Services bancaires PE ont augmenté, en raison surtout de la hausse des revenus nets d'intérêts et les revenus inscrits par BMO Gestion de patrimoine reflètent essentiellement le raffermissement des marchés mondiaux et la croissance des revenus de courtage en ligne, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des revenus d'assurance. Les revenus des Services d'entreprise sont demeurés inchangés. Les revenus ont aussi été touchés par l'affaiblissement du dollar américain.

Les revenus nets d'intérêts se sont établis à 3 578 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 190 millions, ou de 6 %. Déduction faite des revenus de négociation, les revenus nets d'intérêts se sont chiffrés à 3 100 millions, en hausse de 69 millions, ou de 2 %, en raison essentiellement de la progression des revenus nets d'intérêts des Services bancaires PE, en partie compensée par l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

L'actif productif moyen s'est établi à 893,9 milliards de dollars, en hausse de 88,5 milliards, ou de 11 %, ce qui s'explique par l'augmentation des valeurs mobilières, la hausse de la trésorerie à court terme, y compris les titres pris en pension ou empruntés, et la croissance des prêts, facteurs compensés en partie par l'affaiblissement du dollar américain. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est resserrée de 8 points de base en regard de l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'augmentation des liquidités, en partie compensée par une progression des revenus nets d'intérêts liés aux activités de négociation et par les marges plus élevées dégagées par PE États-Unis. Exclusion faite des revenus de négociation, la marge nette d'intérêts s'est resserrée de 12 points de base.

Les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 2 796 millions de dollars, en hausse de 153 millions, ou de 6 %. Exclusion faite des revenus de négociation, les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 2 584 millions, en hausse de 82 millions, ou de 3 %, par rapport à l'exercice précédent, ces revenus s'étant accrus dans la plupart des catégories.

Le montant brut des revenus d'assurance a reculé de 136 millions de dollars en regard de l'exercice précédent, en raison surtout des variations de la juste valeur des placements, en grande partie contrebalancée par les variations des passifs au titre des indemnités, dont l'incidence est prise en compte dans les SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 13. Nous analysons généralement les revenus, déduction faite des SCVPI, compte tenu de la mesure dans laquelle les revenus d'assurance peuvent varier et puisque cette variabilité est grandement atténuée par les SCVPI.

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

Le total des revenus s'est chiffré à 6 975 millions de dollars, en hausse de 989 millions, ou de 17 %, par rapport à ceux du trimestre précédent. Les revenus, déduction faite des SCVPI, se sont établis à 6 374 millions, en hausse de 388 millions, ou de 6 %, par rapport à ceux du trimestre précédent.

L'augmentation des revenus enregistrés par BMO Marchés des capitaux s'explique principalement par la hausse des revenus de négociation, la hausse des revenus inscrits par les Services bancaires PE s'explique en grande partie par la progression des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts et la hausse des revenus inscrits par BMO Gestion de patrimoine est essentiellement attribuable au regain des marchés mondiaux et à la croissance des revenus de courtage en ligne, facteurs contrebalancés en partie par la baisse des revenus des Services d'entreprise. Les revenus ont également été touchés par l'affaiblissement du dollar américain.

Les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 48 millions de dollars, ou de 1 %. En excluant les revenus de négociation, les revenus nets d'intérêts ont augmenté de 82 millions, ou de 3 %, du fait essentiellement de l'augmentation des revenus nets d'intérêts, surtout ceux des Services bancaires PE ainsi que de BMO Marchés des capitaux et de BMO Gestion du patrimoine, en partie compensée par le recul des revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise et l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

L'actif productif moyen a progressé de 17,6 milliards de dollars, ou de 2 %, en raison surtout de la hausse des valeurs mobilières, de l'augmentation de la trésorerie à court terme et de la croissance des prêts, ce qui a été contré en partie par l'affaiblissement du dollar américain. La marge nette d'intérêts globale de BMO s'est resserrée de 1 point de base, par rapport au trimestre précédent, situation qui s'explique essentiellement par l'augmentation des actifs de négociation et le recul des revenus nets d'intérêts des Services d'entreprise, facteurs en partie compensés par l'élargissement des marges des Services bancaires PE. En excluant les revenus de négociation, la marge nette d'intérêts s'est accrue de 4 points de base en regard du trimestre précédent du fait surtout de l'élargissement de la marge des Services bancaires PE qui a été compensé en partie par des revenus nets d'intérêts moins élevés générés par les Services d'entreprise.

Les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, se sont chiffrés à 2 796 millions de dollars, en hausse de 340 millions, ou de 14 %, par rapport au trimestre précédent. Exclusion faite des revenus de négociation, les revenus autres que d'intérêts, déduction faite des SCVPI, ont augmenté de 151 millions, ou de 6 %. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'augmentation des profits sur titres autres que de négociation, des commissions et droits sur titres, des revenus tirés de fonds d'investissement, des revenus tirés des prêts et des revenus tirés des frais de gestion de placement et de garde de titres.

Le montant brut des revenus d'assurance a augmenté de 601 millions de dollars en regard du trimestre précédent, en raison des variations de la juste valeur des placements. L'augmentation des revenus d'assurance a été en grande partie contrebalancée par les variations des SCVPI, tel qu'il est indiqué à la page 13.

Les revenus nets d'intérêts et les revenus autres que d'intérêts sont expliqués en détail dans les états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances, établi à 156 millions de dollars, a diminué de 193 millions par rapport à l'exercice précédent. Le ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 14 points de base, comparativement à 31 points de base pour l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux, établie à 215 millions, a diminué de 109 millions par rapport à 324 millions l'an dernier, en raison, pour l'essentiel, de la baisse des dotations à la provision liée aux prêts pour entreprises enregistrées dans PE États-Unis. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 19 points de base, contre 29 points de base un an plus tôt. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 59 millions a été enregistré au cours du trimestre à l'étude en regard de la dotation à la provision de 25 millions enregistrée à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 25 millions inscrite à l'exercice précédent est imputable à la migration du crédit et à la croissance du portefeuille, alors que le recouvrement de 59 millions pour le trimestre à l'étude reflète une amélioration des perspectives économiques et une migration favorable du crédit, ce qui a été compensé en grande partie par l'incidence de la conjoncture incertaine sur les conditions du crédit, incluant une augmentation de la pondération des scénarios défavorables.

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 156 millions de dollars, en baisse de 276 millions par rapport au trimestre précédent. Le ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 14 points de base, comparativement à 37 points de base pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a reculé de 124 millions du fait principalement de la diminution des dotations à la provision liée aux prêts pour entreprises des Services bancaires PE et des dotations de BMO Marchés des capitaux. Le ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établi à 19 points de base, contre 29 points de base pour le trimestre précédent. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 59 millions a été enregistré au cours du trimestre à l'étude, comparativement à la dotation de 93 millions pour le trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 93 millions pour le trimestre précédent reflète un scénario défavorable plus marqué, en partie contrée par l'amélioration des perspectives économiques et la diminution des soldes alors que le recouvrement de 59 millions pour le trimestre à l'étude tient compte d'une amélioration des perspectives économiques et d'une migration favorable du crédit, ce qui a été compensé en grande partie par l'incidence de la conjoncture incertaine sur les conditions du crédit, dont un nombre plus élevé de scénarios défavorables.

Dotation à la provision pour pertes sur créances par groupe d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)	PE Canada	PE États-Unis	Total PE	BMO Gestion de patrimoine	BMO Marchés des capitaux	Services d'entreprise	Total de la Banque
T1-2021							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	149	20	169	2	45	(1)	215
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(2)	(51)	(53)	(4)	(2)	-	(59)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	147	(31)	116	(2)	43	(1)	156
T4-2020							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	180	53	233	-	105	1	339
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	11	126	137	5	(41)	(8)	93
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	191	179	370	5	64	(7)	432
T1-2020							
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	138	132	270	-	53	1	324
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	14	17	31	3	(3)	(6)	25
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	152	149	301	3	50	(5)	349

Ratios de rendement des dotations à la provision pour pertes sur créances

	T1-2021	T4-2020	T1-2020
Ratio du total des dotations à la provision pour pertes sur créances au solde moyen net des prêts (annualisé) (%)	0,14	0,37	0,31
Ratio de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux au solde moyen net des prêts et acceptations (annualisé) (%)	0,19	0,29	0,29

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Prêts douteux

Le solde brut des prêts douteux (SBPD) s'est élevé à 3 442 millions de dollars, comparativement à 2 822 millions pour l'exercice précédent, la plus forte hausse des prêts douteux étant attribuable au secteur du commerce de détail. Le SBPD a diminué de 196 millions par rapport à 3 638 millions pour le trimestre précédent.

Les facteurs ayant contribué à la variation du SBPD sont indiqués dans le tableau ci-après. Les prêts qui ont été classés dans les prêts douteux au cours du trimestre ont totalisé 665 millions de dollars, comparativement à 831 millions un an plus tôt et à 662 millions pour le trimestre précédent.

Variations du solde brut des prêts douteux (SBPD) ¹⁾ et acceptations douteuses

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2021	T4-2020	T1-2020
SBPD à l'ouverture de la période	3 638	4 413	2 629
Prêts classés dans les prêts douteux durant la période	665	662	831
Prêts reclassés dans les prêts en règle durant la période	(182)	(295)	(201)
Remboursements, montant net	(402)	(723)	(319)
Montants sortis du bilan	(179)	(274)	(127)
Recouvrements de prêts et d'avances déjà sortis du bilan	-	-	-
Cessions de prêts	(14)	(130)	-
Fluctuations des cours de change et autres variations	(84)	(15)	9
SBPD à la clôture de la période	3 442	3 638	2 822
Ratio du SBPD au solde brut des prêts et acceptations (%)	0,74	0,78	0,62

1) Le SBPD ne tient pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités

Les sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI) se sont établis à 601 millions de dollars en 2021, en baisse de 115 millions par rapport à l'exercice précédent. Les résultats ont reculé, en raison essentiellement de l'augmentation des variations de la juste valeur des passifs au titre des indemnités.

Les SCVPI ont augmenté de 601 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, du fait d'une augmentation de la juste valeur des passifs au titre des indemnités. Les variations ont été contrebalancées en grande partie par les revenus.

Charges autres que d'intérêts

Les charges autres que d'intérêts comptables se sont établies à 3 613 millions de dollars, en baisse de 56 millions, ou de 2 %, par rapport à l'exercice précédent et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont chiffrées à 3 585 millions, en baisse de 52 millions, ou de 1 %. Cette baisse est en grande partie attribuable à la diminution des frais de déplacement et d'expansion des affaires et des frais liés aux communications, ce qui a été contré en partie par l'accroissement des coûts liés au matériel informatique et au matériel. Les charges autres que d'intérêts ont aussi été touchées par la dépréciation du dollar américain.

Les charges autres que d'intérêts comptables ont été de 3 613 millions de dollars, en hausse de 65 millions, ou de 2 %, par rapport au trimestre précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont établies à 3 585 millions, en hausse de 70 millions, ou de 2 %. Cette hausse s'explique par l'augmentation des frais liés au personnel, y compris l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice et le caractère saisonnier des avantages, contrée en partie par le recul des coûts liés au matériel informatique et au matériel et la diminution des horaires et des frais de déplacement et d'expansion des affaires. Les charges autres que d'intérêts ont été également touchées par l'affaiblissement du dollar américain.

Sur la base des revenus nets, le levier d'exploitation comptable a été de +7,2 %, comparativement à +7,1 % pour le levier d'exploitation ajusté.

Le ratio d'efficacité comptable s'est établi à 51,8 %, comparativement à 54,4 % pour l'exercice précédent, et, sur la base des revenus nets, il s'est situé à 56,7 %, contre 60,8 % l'an dernier. Le ratio d'efficacité ajusté, sur la base des revenus nets, s'est établi à 56,3 %, comparativement à 60,3 % un an plus tôt.

Les états financiers consolidés résumés non audités donnent plus de détails sur les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des charges autres que d'intérêts sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat s'est établie à 588 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 167 millions par rapport au premier trimestre de 2020 et une hausse de 166 millions par rapport au quatrième trimestre de 2020. Le taux d'impôt effectif a été de 22,6 % pour le trimestre à l'étude, comparativement à 20,9 % pour le premier trimestre de 2020 et à 21,1 % pour le quatrième trimestre de 2020.

Après ajustement, la charge d'impôts sur le résultat s'est chiffrée à 595 millions de dollars, ce qui représente une hausse de 167 millions par rapport au premier trimestre de 2020 et une hausse de 166 millions comparativement au quatrième trimestre de 2020. Le taux d'impôt effectif ajusté a été de 22,6 % pour le trimestre à l'étude, contre 21,0 % pour le premier trimestre de 2020 et 21,1 % au quatrième trimestre de 2020. La variation plus importante du taux d'impôt effectif ajusté et du taux d'impôt effectif comptable pour le trimestre à l'étude en regard de ceux du premier trimestre de 2020 et du quatrième trimestre de 2020 est principalement attribuable à la composition des résultats, dont l'incidence du bénéfice avant impôts au cours du trimestre à l'étude.

Les résultats ajustés que renferme la présente section qui traite des impôts sur le résultat sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Bilan

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2021	Au 31 octobre 2020
Actifs		
Trésorerie et dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	81 467	66 443
Valeurs mobilières	233 190	234 260
Titres pris en pension ou empruntés	121 573	111 878
Solde net des prêts et acceptations	463 734	460 913
Instruments dérivés	34 054	36 815
Autres actifs	39 193	38 952
Total des actifs	973 211	949 261
Passifs et capitaux propres		
Dépôts	672 500	659 034
Instruments dérivés	29 430	30 375
Titres mis en pension ou prêtés	99 892	88 658
Autres passifs	107 965	106 185
Dette subordonnée	7 276	8 416
Capitaux propres	56 148	56 593
Total des passifs et des capitaux propres	973 211	949 261

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Au 31 janvier 2021, le total des actifs atteignait 973,2 milliards de dollars, ayant augmenté de 24,0 milliards en regard du 31 octobre 2020. La dépréciation du dollar américain a conduit à une diminution des actifs de 16,8 milliards, compte non tenu de son incidence sur les actifs financiers dérivés.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie ainsi que les dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques ont progressé de 15,0 milliards de dollars, en raison de la hausse des soldes détenus auprès des banques centrales, contrée en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les titres ont diminué de 1,1 milliard de dollars, du fait que l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux et les activités de gestion de trésorerie des Services d'entreprise ont été plus que compensées par l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Les titres pris en pension ou empruntés ont augmenté de 9,7 milliards de dollars, grâce à l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux, ce qui a été compensé en partie par les activités de gestion de trésorerie des Services d'entreprise et l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Le solde net des prêts et acceptations a progressé de 2,8 milliards de dollars. Les prêts et acceptations aux entreprises et aux administrations publiques ont augmenté de 1,9 milliard, du fait surtout de la croissance des activités de PE États-Unis, contrebalancée en grande partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain et par la baisse des soldes détenus de BMO Marchés des capitaux en raison des taux d'utilisation des prêts

plus faibles. Les prêts hypothécaires à l'habitation ont augmenté de 1,1 milliard du fait de la croissance enregistrée par PE Canada, compensée en partie par des soldes moins élevés de PE États-Unis, y compris l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les actifs financiers dérivés ont reculé de 2,8 milliards de dollars, ce qui est attribuable à la baisse de la valeur des instruments dérivés de négociation des clients de BMO Marchés des capitaux, la juste valeur des contrats sur titres de participation et sur taux d'intérêt ayant diminué, ce qui a été en partie contré par l'augmentation de la juste valeur des contrats de change.

Les autres actifs sont demeurés pratiquement inchangés par rapport à la période précédente.

Les passifs se sont alourdis de 24,4 milliards de dollars depuis le 31 octobre 2020. L'affaiblissement du dollar américain a contribué à la baisse des passifs de l'ordre de 15,6 milliards, compte non tenu de son incidence sur les passifs financiers dérivés.

Les dépôts ont progressé de 13,5 milliards de dollars, affichant une croissance dans l'ensemble des groupes d'exploitation, ce qui a été en partie compensé par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les passifs financiers dérivés ont reculé de 0,9 milliard de dollars, ce qui est en partie imputable à la baisse de la valeur des instruments dérivés de négociation des clients de BMO Marchés des capitaux, la juste valeur des contrats sur taux d'intérêt et des contrats sur produits de base ayant reculé pour être compensée en partie par les contrats de change.

Les titres mis en pension ou prêtés ont augmenté de 11,2 milliards de dollars, en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux, ce qui a été contré en partie par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les autres passifs ont augmenté de 1,8 milliard de dollars du fait que le nombre plus élevé de titres vendus à découvert, en raison de l'intensification des activités menées pour les clients de BMO Marchés des capitaux, a été en partie compensé par une baisse des acceptations et celle du financement garanti ainsi que par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

La dette subordonnée a reculé de 1,1 milliard de dollars en raison essentiellement de l'arrivée à échéance au cours du trimestre considéré.

Les capitaux propres ont diminué de 0,4 milliard de dollars depuis le 31 octobre 2020, étant donné que les résultats non distribués à la hausse ont été plus que neutralisés par une baisse du cumul des autres éléments du résultat global et par le recul des actions privilégiées et des autres instruments de capitaux propres. Les résultats non distribués ont progressé de 1,3 milliard du fait du bénéfice net gagné pendant le trimestre à l'étude, ce qui a été atténué en partie par les dividendes et les distributions sur les autres instruments de capitaux propres. Le cumul des autres éléments du résultat global a diminué de 1,0 milliard, en raison principalement de l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain sur la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger ainsi que du rétrécissement de nos propres écarts de taux sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, ce qui a été neutralisé en partie par une hausse de la valeur des actifs des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel. Les actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres ont diminué de 0,8 milliard de dollars, en raison des rachats qui ont été effectués au cours du trimestre.

Les obligations contractuelles par année d'échéance sont décrites à la page 40 du présent document.

Se reporter aux sections Incidence de la COVID-19 et Gestion des risques.

Gestion du capital

BMO continue de gérer son capital conformément au cadre décrit à la page 63 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

Analyse des fonds propres réglementaires du premier trimestre de 2021

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de BMO s'établissait à 12,4 % au 31 janvier 2021, en hausse par rapport aux 11,9 % enregistrés à la fin du quatrième trimestre de l'exercice 2020, en raison de solides capitaux autogénérés, d'autres variations positives nettes et de la baisse des actifs pondérés en fonction des risques et exprimés en monnaie d'origine.

Les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires se situaient à 40,9 milliards de dollars au 31 janvier 2021, en hausse par rapport à 40,1 milliards au 31 octobre 2020, en raison principalement de la croissance des résultats non distribués, de l'effet des prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel et de la baisse des déductions nettes, ces facteurs ayant été neutralisés en partie par le recul du cumul des autres éléments du résultat global découlant des fluctuations de change et par une diminution des ajustements réglementaires du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) au titre du provisionnement des pertes sur créances attendues du fait du nombre moins élevé de mesures transitoires prises en compte dans le facteur scalaire applicable.

Les actifs pondérés en fonction des risques se chiffraient à 328,8 milliards de dollars au 31 janvier 2021, en baisse par rapport à 336,6 milliards au 31 octobre 2020, du fait des changements apportés à la qualité des actifs, des fluctuations de change ainsi que des changements apportés aux modèles, ce qui a été contré en partie par l'augmentation de la taille des actifs.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres se situaient respectivement à 14,2 % et 16,6 % au 31 janvier 2021, comparativement à 13,6 % et à 16,2 % au 31 octobre 2020. Le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio du total des fonds propres ont augmenté par rapport à ceux du trimestre précédent, en raison surtout des facteurs ayant eu une incidence sur les fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires. Le ratio du total des fonds propres a également été touché par le remboursement au titre de la dette subordonnée.

L'incidence des fluctuations de change sur les ratios de fonds propres a été essentiellement contrebalancée. Les investissements de BMO dans ses établissements à l'étranger sont essentiellement libellés en dollars américains et l'incidence de la conversion des actifs pondérés en fonction des risques et des déductions des fonds propres libellés en dollars américains peut faire varier les ratios des fonds propres de la Banque. Nous pourrions gérer l'incidence qu'ont les variations des cours de change sur nos ratios de fonds propres, et c'est ce que nous avons fait au cours du trimestre à l'étude. De telles activités pourraient également se répercuter sur notre valeur comptable et sur notre rendement des capitaux propres.

Le ratio de levier de BMO se situait à 4,8 % au 31 janvier 2021, ce qui cadre avec le quatrième trimestre de l'exercice 2020, étant donné que le ratio des fonds propres de catégorie 1 a été contrebalancé par l'accroissement de l'exposition aux fins du ratio de levier.

Évolution des exigences en matière de fonds propres réglementaires

Le 27 janvier 2021, le BSIF a avisé les institutions de dépôt (ID) réglementées par le gouvernement fédéral que les prêts consentis aux entreprises dans le cadre du Programme de crédit pour les secteurs très touchés (PCSTT) du gouvernement du Canada peuvent être traités comme un risque pour le gouvernement. Les ID doivent inclure le montant intégral du prêt dans le calcul de leur ratio de levier.

Le 11 janvier 2021, le BSIF a annoncé son intention d'organiser une période de consultation sur le déploiement de la vague de réformes de Bâle III au Canada en mars 2021.

Le 14 décembre 2020, le BSIF a annoncé que, bien que les restrictions d'augmenter les dividendes réguliers soient maintenues, il peut y avoir des exceptions extraordinaires au versement non récurrent de dividendes supplémentaires ou irréguliers, les distributions de capital à un groupe restreint étant inappropriées.

Le 8 décembre 2020, le BSIF a annoncé que la réserve pour stabilité intérieure sera maintenue à 1,0 %, soit le même taux qu'il avait établi le 13 mars 2020.

Le 5 novembre 2020, le BSIF a annoncé qu'il prolonge de huit mois les dispositions permettant aux ID d'exclure temporairement du ratio de levier des expositions liées aux réserves des banques centrales et aux titres émis par des emprunteurs souverains; ces mesures seront maintenues jusqu'au 31 décembre 2021.

Il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital, aux pages 63 à 70 du Rapport annuel de BMO pour 2020 pour obtenir un sommaire des modifications apportées aux exigences en matière de fonds propres que le BSIF a annoncées en 2020 visant à faire face à la perturbation des marchés causée par la COVID-19. En ce qui concerne les ajustements de nature temporaire, le BSIF continuera de surveiller étroitement les perspectives économiques et financières et de fournir des lignes directrices concernant l'allègement des modifications.

Fonds propres réglementaires

Les exigences en matière de fonds propres réglementaires pour BMO sont déterminées selon la ligne directrice Normes de fonds propres (NFP) établie par le BSIF, en fonction des normes de fonds propres établies par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire. Pour des renseignements plus détaillés à ce sujet, il y a lieu de se reporter à la section Gestion globale du capital, aux pages 63 à 70 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

Les exigences du BSIF en matière de fonds propres sont résumées dans le tableau ci-après.

(en pourcentage de l'actif moyen pondéré en fonction des risques ou de l'exposition aux fins du ratio de levier)	Exigences de fonds propres minimales	Réserve de fonds propres au titre du premier pilier 1)	Réserve pour stabilité intérieure 2)	Exigences du BSIF en matière de fonds propres, y compris les réserves de fonds propres	Ratio de fonds propres et ratio de levier de BMO au 31 janvier 2021
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	4,5 %	3,5 %	1,0 %	9,0 %	12,4 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	6,0 %	3,5 %	1,0 %	10,5 %	14,2 %
Ratio du total des fonds propres	8,0 %	3,5 %	1,0 %	12,5 %	16,6 %
Ratio de levier	3,0 %	s. o.	s. o.	3,0 %	4,8 %

1) Le ratio minimal des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, qui est de 4,5 %, s'accroît des réserves de fonds propres au titre du premier pilier, qui sont de 3,5 % et qui peuvent absorber les pertes en situation de crise. Les réserves de fonds propres au titre du premier pilier comprennent une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %, un supplément de fonds propres sous forme d'actions ordinaires applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BIS) de 1,0 % et la réserve contracyclique telle qu'elle est stipulée par le BSIF (dont l'importance a été négligeable au premier trimestre de 2021). Si les ratios des fonds propres d'une banque tombent dans les limites de cette réserve combinée, des restrictions lui seront imposées à l'égard de ses distributions discrétionnaires à même le résultat (aux fins notamment des dividendes, des rachats d'actions et de la rémunération discrétionnaire), l'ampleur de ces restrictions variant alors selon la position des ratios de la Banque à l'intérieur des limites de la réserve.

2) Le BSIF exige des BIS qu'elles constituent une réserve pour stabilité intérieure au titre des risques associés aux vulnérabilités systémiques dont il est question dans le deuxième pilier. Cette réserve, qui peut varier de 0 % à 2,5 % du total des actifs pondérés en fonction des risques, s'établissait à 1,0 % au 31 janvier 2021. Une banque qui manque à ses obligations relatives à la réserve pour stabilité intérieure ne se voit pas automatiquement assujettie à des limites de distribution de fonds propres.

s. o. – sans objet

Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques du Canada, les titres d'emprunt de premier rang admissibles émis le 23 septembre 2018 ou après cette date sont assujettis aux exigences sur la conversion aux fins de recapitalisation interne. La Société d'assurance-dépôts du Canada a le pouvoir de convertir des créances admissibles à la recapitalisation interne en actions ordinaires. Cette exigence prévue par la loi s'étend aux titres de fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), qui doivent être intégralement convertis avant la conversion des créances admissibles à la recapitalisation interne. Les exigences minimales prospectives relatives à la capacité totale d'absorption des pertes (TLAC) étaient les suivantes : ratio TLAC fondé sur les risques de 22,5 % des actifs pondérés en fonction des risques, comprenant une réserve pour stabilité intérieure de 1,0 %, et ratio de levier TLAC de 6,75 %. La Banque prévoit être en mesure de satisfaire ces exigences lorsqu'elles entreront en vigueur le 1^{er} novembre 2021. Au 31 janvier 2021, le ratio de TLAC était de 24,6 % et le ratio de levier TLAC de 8,4 %.

Fonds propres réglementaires

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2021	T4-2020	T1-2020
Montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires 1)	50 300	49 995	46 828
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres sous forme d'actions ordinaires	(9 365)	(9 918)	(9 684)
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	40 935	40 077	37 144
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles 2)	5 848	5 848	5 348
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 1	(83)	(85)	(214)
Fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	5 765	5 763	5 134
Fonds propres de catégorie 1 (fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires et fonds propres de catégorie 1 supplémentaires)	46 700	45 840	42 278
Fonds propres de catégorie 2 admissibles 3)	7 963	8 874	7 216
Ajustements réglementaires appliqués aux fonds propres de catégorie 2	(79)	(53)	(56)
Fonds propres de catégorie 2	7 884	8 821	7 160
Total des fonds propres (fonds propres de catégorie 1 et 2)	54 584	54 661	49 438
Actifs pondérés en fonction des risques 4)	328 822	336 607	325 647
Exposition aux fins du ratio de levier	966 509	953 640	985 382
Ratios des fonds propres (%)			
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	12,4	11,9	11,4
Ratio des fonds propres de catégorie 1	14,2	13,6	13,0
Ratio du total des fonds propres	16,6	16,2	15,2
Ratio de levier	4,8	4,8	4,3

1) Le montant brut des fonds propres sous forme d'actions ordinaires comprend les actions ordinaires admissibles qui ont été émises, les résultats non distribués, le cumul des autres éléments du résultat global et les actions ordinaires admissibles émises par les filiales.

2) Les fonds propres de catégorie 1 supplémentaires admissibles comprennent les instruments de catégorie 1 supplémentaires admissibles émis directement ou indirectement.

3) Les fonds propres de catégorie 2 admissibles comprennent les débentures subordonnées et peuvent comprendre une partie des dotations à la provision pour pertes sur créances attendues.

4) Les institutions qui utilisent les approches de mesures avancées pour le risque de crédit ou le risque opérationnel sont assujetties à un plancher de fonds propres, tel que le prescrit la ligne directrice NFP du BSIF.

Actions en circulation et titres convertibles en actions ordinaires ¹⁾

Au 31 janvier 2021	Nombre d'actions ou montant en dollars (en millions)
Actions ordinaires ²⁾	646,9
Actions privilégiées de catégorie B	
Série 25	236 \$
Série 26	54 \$
Série 27*	500 \$
Série 29*	400 \$
Série 31*	300 \$
Série 33*	200 \$
Série 38*	600 \$
Série 40*	500 \$
Série 42*	400 \$
Série 44*	400 \$
Série 46*	350 \$
Autres instruments de capitaux propres*	
Billets subordonnés à 4,8 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires	500 \$ US
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,3 %	1 250 \$
Billets à moyen terme*	
Série I – tranche 1	1 250 \$
Série I – tranche 2	850 \$
Billets subordonnés à 3,803 % échéant en 2032	1 250 \$ US
Billets subordonnés à 4,338 % échéant en 2028	850 \$ US
Série J – tranche 1	1 000 \$
Série J – tranche 2	1 250 \$
Options sur actions	
Droits acquis	3,8
Droits non acquis	3,2

*Convertible en actions ordinaires. Les billets avec remboursement de capital à recours limité sont convertibles en actions ordinaires en vertu du recours aux actions privilégiées, série 48, d'un montant de 1 250 millions de dollars.

- Des détails sur les billets à moyen terme sont présentés à la note 15 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 183 du Rapport annuel de BMO pour 2020. La note 5 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités et la note 16 afférente aux états financiers consolidés annuels audités, à la page 184 du Rapport annuel de BMO pour 2020, traitent en détail du capital social et des autres instruments de capitaux propres.
- Le nombre d'actions ordinaires est présenté déduction faite des 79 320 actions propres.

Autres faits nouveaux touchant le capital

Au cours du trimestre à l'étude, 407 360 actions ordinaires ont été émises aux termes de l'exercice d'options sur actions.

Le 8 décembre 2020, nous avons racheté la totalité de nos débentures subordonnées en circulation pour un montant de 1 000 millions de dollars, nos billets à moyen terme – série H, tranche 2, à la valeur nominale en tenant compte des intérêts courus et impayés jusqu'à leur date de remboursement, mais exclusion faite de celle-ci.

Le 25 novembre 2020, nous avons racheté la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif – série 35 (FPUNV) émises et en circulation pour un montant total de 156 millions de dollars de même que l'intégralité de nos 600 000 actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif – série 36 (FPUNV) pour un montant total de 600 millions.

Advenant le cas où se produirait un événement déclencheur de FPUNV, nos instruments compris dans les FPUNV seraient convertis en actions ordinaires de BMO selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires à la date de l'événement déclencheur (calculé selon un prix moyen pondéré sur 10 jours). Selon un prix plancher de 5,00 \$, ces instruments de capital compris dans les FPUNV seraient convertis en environ 3,2 milliards d'actions ordinaires de BMO, dans l'hypothèse où il n'y aurait ni intérêts courus ni dividendes déclarés et impayés.

Dividendes

Le 23 février 2021, BMO a annoncé que le Conseil d'administration avait déclaré un dividende trimestriel sur les actions ordinaires de 1,06 \$ par action, soit le même montant que pour le trimestre précédent et l'exercice précédent. Le dividende doit être versé le 26 mai 2021 aux actionnaires inscrits le 3 mai 2021. En mars 2020, le BSIF a indiqué s'attendre à ce que les institutions financières réglementées par le gouvernement fédéral interrompent le processus d'augmentation des dividendes et cette mesure est maintenue jusqu'à nouvel ordre. Les détenteurs d'actions ordinaires pourront choisir de réinvestir leurs dividendes en trésorerie dans des actions ordinaires de BMO, conformément au régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires. Jusqu'à avis contraire, les actions ordinaires additionnelles seront achetées sur le marché libre.

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et de toute autre loi provinciale ou territoriale similaire, et à moins d'indication contraire, BMO désigne tous les dividendes versés ou jugés comme ayant été versés sur ses actions ordinaires et privilégiées comme étant des « dividendes admissibles ».

Mise en garde

La section précédente qui traite de la gestion du capital renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Analyse des résultats des groupes d'exploitation

Mode de présentation des résultats des groupes d'exploitation

Les sections ci-après présentent une analyse des résultats financiers de chacun des groupes d'exploitation pour le premier trimestre de 2021. Se reporter également à la section Incidence de la COVID-19 à la page 10 et à la section Gestion des risques à la page 32 du présent document ainsi qu'à la section Gestion globale des risques débutant à la page 73 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

De temps à autre, il arrive que certains secteurs d'activité et certaines unités sous-jacentes soient transférés d'un groupe client à un groupe de soutien des Services d'entreprise ou l'inverse afin d'harmoniser plus étroitement la structure organisationnelle de BMO et ses priorités stratégiques. De plus, les ventilations des revenus, des dotations à la provision pour pertes sur créances et des charges sont actualisées afin de mieux refléter les circonstances.

À l'instar des membres de notre groupe de référence, BMO analyse ses revenus consolidés à partir des revenus calculés selon les PCGR figurant dans ses états financiers consolidés plutôt que sur une base d'imposition comparable (bic). Comme plusieurs autres banques, BMO analyse les revenus de ses groupes d'exploitation sur une bic. Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2021	T4-2020	T1-2020
Revenus nets d'intérêts (bic)	2 699	2 602	2 608
Revenus autres que d'intérêts	810	761	830
Total des revenus (bic)	3 509	3 363	3 438
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	169	233	270
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(53)	137	31
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	116	370	301
Charges autres que d'intérêts	1 639	1 713	1 748
Bénéfice avant impôts sur le résultat	1 754	1 280	1 389
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	435	309	339
Bénéfice net comptable	1 319	971	1 050
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	7	10	10
Bénéfice net ajusté	1 326	981	1 060
Croissance du bénéfice net (%)	25,6	(11,9)	(3,8)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	25,0	(11,9)	(3,9)
Croissance des revenus (%)	2,0	(2,2)	4,6
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(6,2)	(3,0)	1,5
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(6,0)	(2,9)	1,5
Rendement des capitaux propres (%)	20,5	14,7	16,2
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	20,6	14,8	16,4
Levier d'exploitation (bic) (%)	8,2	0,8	3,1
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	8,0	0,7	3,1
Ratio d'efficacité (bic) (%)	46,7	50,9	50,8
Ratio d'efficacité ajusté (bic) (%)	46,4	50,5	50,4
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	2,95	2,86	2,91
Actif productif moyen	363 188	362 442	356 467
Solde moyen brut des prêts et acceptations	371 073	370 537	366 696
Solde moyen net des prêts et acceptations	368 430	367 857	364 948
Solde moyen des dépôts	358 772	357 974	306 155

1) Les montants globaux avant impôts des Services bancaires PE de 9 millions de dollars pour le premier trimestre de 2021, de 14 millions pour le quatrième trimestre de 2020 et de 13 millions pour le premier trimestre de 2020 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les Services bancaires Particuliers et entreprises (Services bancaires PE) englobent nos deux unités d'exploitation de services bancaires aux particuliers et aux entreprises : Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis). Le bénéfice net comptable des Services bancaires PE s'est élevé à 1 319 millions de dollars, en hausse de 26 % par rapport à l'exercice précédent. Le bénéfice net ajusté s'est quant à lui établi à 1 326 millions, en hausse de 25 % par rapport à l'exercice précédent. Ces unités d'exploitation sont passées en revue séparément dans les sections ci-après.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services bancaires PE sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada)

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2021	T4-2020	T1-2020
Revenus nets d'intérêts	1 608	1 544	1 557
Revenus autres que d'intérêts	491	487	525
Total des revenus	2 099	2 031	2 082
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	149	180	138
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(2)	11	14
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	147	191	152
Charges autres que d'intérêts	954	968	987
Bénéfice avant impôts sur le résultat	998	872	943
Charge d'impôts sur le résultat	261	225	244
Bénéfice net comptable	737	647	699
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	-	1	-
Bénéfice net ajusté	737	648	699
Revenus des services bancaires aux particuliers	1 292	1 253	1 292
Revenus des services bancaires aux entreprises	807	778	790
Croissance du bénéfice net (%)	5,3	(8,8)	7,9
Croissance des revenus (%)	0,7	(2,2)	6,9
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(3,3)	(0,8)	3,3
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(3,3)	(0,8)	3,3
Rendement des capitaux propres (%)	25,9	22,7	26,0
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	25,9	22,7	26,0
Levier d'exploitation (%)	4,0	(1,4)	3,6
Levier d'exploitation ajusté (%)	4,0	(1,4)	3,6
Ratio d'efficience (%)	45,4	47,6	47,4
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (%)	2,66	2,60	2,68
Actif productif moyen	239 777	236 550	231 286
Solde moyen brut des prêts et acceptations	253 771	251 042	247 421
Solde moyen net des prêts et acceptations	252 258	249 500	246 457
Solde moyen des dépôts	219 952	217 927	191 462

1) Les montants avant impôts de néant pour le premier trimestre de 2021, de 1 million de dollars pour le quatrième trimestre de 2020 et de néant pour le premier trimestre de 2020 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable et le bénéfice net ajusté de PE Canada se sont tous deux élevés à 737 millions de dollars, en hausse de 38 millions, ou de 5 %, par rapport à il y a un an.

Le total des revenus s'est établi à 2 099 millions de dollars, en hausse de 17 millions, ou de 1 %, par rapport à l'an dernier. Les revenus nets d'intérêts ont progressé en raison surtout de l'accroissement des soldes qui a été atténué par la compression des marges. Les revenus autres que d'intérêts ont reculé en raison surtout du repli des revenus tirés des frais de service de cartes de crédit. La marge nette d'intérêts, qui s'est située à 2,66 %, a diminué de 2 points de base, reflet de la baisse des taux d'intérêt.

Les revenus des services bancaires aux particuliers sont demeurés au même niveau que ceux de l'exercice précédent, car les revenus nets d'intérêts plus élevés ont été compensés par des revenus autres que d'intérêts moindres. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont progressé de 17 millions de dollars, ou de 2 %, en raison de la hausse des revenus nets d'intérêts, contrée en partie par une baisse des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances a diminué de 5 millions de dollars par rapport à l'an dernier pour s'établir à 147 millions. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est chiffrée à 149 millions, en hausse de 11 millions, ce qui s'explique par une hausse des dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises compensée en partie par une baisse des dotations aux provisions liées aux prêts aux particuliers. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs s'est chiffré à 2 millions au cours du trimestre considéré, contre une dotation à la provision de 14 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts, qui se sont établies à 954 millions de dollars, ont diminué de 33 millions, ou de 3 %, par rapport à l'an dernier, en raison de la baisse des frais liés au personnel et des autres coûts d'exploitation.

Le total du solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 6,3 milliards de dollars, ou de 3 %, par rapport à l'an dernier, et s'est chiffré à 253,8 milliards. Les soldes de prêts aux particuliers ont augmenté de 4 % et les soldes de prêts aux entreprises se sont accrus de 1 % tandis que les soldes de cartes de crédit ont reculé de 13 %. Le total du solde moyen des dépôts a progressé de 28,5 milliards, ou de 15 %, et s'est chiffré à 220,0 milliards. Les dépôts des particuliers ont progressé de 7 % tandis que les dépôts des entreprises ont bondi de 28 %, ce qui traduit les liquidités plus élevées détenues par les clients en raison des répercussions de la COVID-19.

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 737 millions de dollars, en hausse de 90 millions, ou de 14 % en comparaison avec celui du trimestre précédent et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 737 millions, en hausse de 89 millions, ou de 14 %.

Le total des revenus s'est établi à 2 099 millions de dollars, en hausse de 68 millions, ou de 3 %, par rapport au trimestre précédent. Les revenus nets d'intérêts ont augmenté du fait essentiellement de l'élargissement des marges et de la hausse des soldes. Les revenus autres que d'intérêts ont légèrement progressé. La marge nette d'intérêts a monté de 6 points de base par rapport au trimestre précédent pour s'établir à 2,66 %, en raison surtout de l'élargissement des marges sur les prêts et d'une combinaison des produits favorable.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 39 millions de dollars, ou de 3 %, en raison de l'accroissement des revenus nets d'intérêts, ce qui a été contrebalancé en partie par la baisse des revenus autres que d'intérêts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 29 millions, ou de 4 %, en raison d'une hausse des revenus nets d'intérêts et de celle des revenus autres que d'intérêts.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances, qui s'est élevé à 147 millions de dollars, a diminué de 44 millions par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a reculé de 31 millions, à cause en grande partie du repli des dotations aux provisions liées aux prêts aux entreprises. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 2 millions a été comptabilisé pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision de 11 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 954 millions de dollars, en baisse de 14 millions, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent.

Le total du solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 2,7 milliards de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent. Les prêts aux particuliers se sont accrus de 2 % et les soldes de prêts aux entreprises sont demeurés pratiquement inchangés alors que les soldes de cartes de crédit ont diminué de 2 %. Le total des dépôts moyens a progressé de 2,0 milliards, ou de 1 %, et les soldes de dépôts des entreprises ayant progressé de 3 %, ce qui a été contré en partie par le recul de 1 % des soldes de dépôts des particuliers.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE Canada sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis)

(en millions de dollars américains, sauf indication contraire)

	T1-2021	T4-2020	T1-2020
Revenus nets d'intérêts (bic)	850	800	798
Revenus autres que d'intérêts	249	207	232
Total des revenus (bic)	1 099	1 007	1 030
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	15	40	100
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(40)	95	13
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(25)	135	113
Charges autres que d'intérêts	533	564	578
Bénéfice avant impôts sur le résultat	591	308	339
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	137	62	72
Bénéfice net comptable	454	246	267
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	5	8	8
Bénéfice net ajusté	459	254	275
Revenus des services bancaires aux particuliers	333	320	328
Revenus des services bancaires aux entreprises	766	687	702
Croissance du bénéfice net (%)	70,2	(17,3)	(19,7)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	67,4	(17,1)	(19,4)
Croissance des revenus (%)	6,7	(2,0)	2,8
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(7,8)	(5,6)	0,6
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(7,3)	(5,5)	0,7
Rendement des capitaux propres (%)	16,3	8,6	9,2
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	16,4	8,8	9,5
Levier d'exploitation (bic) (%)	14,5	3,6	2,2
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	14,0	3,5	2,1
Ratio d'efficience (bic) (%)	48,5	56,0	56,1
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	47,9	55,0	55,2
Marge nette d'intérêts sur l'actif productif moyen (bic) (%)	3,51	3,34	3,34
Actif productif moyen	96 121	95 255	95 114
Solde moyen brut des prêts et acceptations	91 364	90 415	90 626
Solde moyen net des prêts et acceptations	90 484	89 554	90 030
Solde moyen des dépôts	108 115	105 964	87 155

(équivalents en millions de dollars canadiens)

Revenus nets d'intérêts (bic)	1 091	1 058	1 051
Revenus autres que d'intérêts	319	274	305
Total des revenus (bic)	1 410	1 332	1 356
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	20	53	132
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(51)	126	17
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(31)	179	149
Charges autres que d'intérêts	685	745	761
Bénéfice avant impôts sur le résultat	756	408	446
Charge d'impôts sur le résultat (bic)	174	84	95
Bénéfice net comptable	582	324	351
Bénéfice net ajusté	589	333	361
Croissance du bénéfice net (%)	66,1	(17,5)	(21,0)
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	63,3	(17,3)	(20,7)
Croissance des revenus (%)	4,1	(2,2)	1,3
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(10,0)	(5,7)	(0,8)
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(9,6)	(5,6)	(0,7)
Actif productif moyen	123 411	125 892	125 181
Solde moyen brut des prêts et acceptations	117 302	119 495	119 275
Solde moyen net des prêts et acceptations	116 172	118 357	118 491
Solde moyen des dépôts	138 820	140 047	114 693

1) Les montants avant impôts de 7 millions de dollars américains pour le premier trimestre de 2021, de 10 millions de dollars américains à la fois pour le quatrième trimestre de 2020 et le premier trimestre de 2020 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable de PE États-Unis s'est établi à 582 millions de dollars, en hausse de 231 millions, ou de 66 %, par rapport à il y a un an et, après ajustement, il a atteint 589 millions, en hausse de 228 millions, ou de 63 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est établi à 454 millions de dollars, un bond de 187 millions, ou de 70 %, comparativement à l'an dernier et, après ajustement, il a atteint 459 millions, en hausse de 184 millions, ou de 67 %.

Le total des revenus a augmenté de 69 millions de dollars, ou de 7 %, par rapport à l'exercice précédent, pour se fixer à 1 099 millions. Les revenus nets d'intérêts ont progressé du fait de l'élargissement des marges sur les prêts et de la croissance des soldes des dépôts, contrebalancés en partie par l'amenuisement des marges sur les dépôts. Les revenus autres que d'intérêts ont augmenté, ce qui comprend les commissions de consultation et les revenus tirés des dépôts. La marge nette d'intérêts a monté de 17 points de base, pour s'établir à 3,51 %, principalement du fait de l'accroissement des marges sur les prêts, des revenus de commissions tirés du programme accéléré *Paycheck Protection Program* ayant trait à la dispense du remboursement des prêts ainsi que de la hausse des soldes des dépôts, contrebalancés en partie par le rétrécissement des marges sur les dépôts découlant de l'incidence du contexte de faiblesse des taux d'intérêt.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 5 millions de dollars, ou de 2 %, ce qui s'explique par la hausse des revenus autres que d'intérêts, contrée en partie par les revenus nets d'intérêts moins élevés. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 64 millions, ou de 9 %, en raison de l'augmentation des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts.

Le total du recouvrement de pertes sur créances s'est établi à 25 millions de dollars, comparativement à une dotation à la provision pour pertes sur créances de 113 millions par rapport à l'an dernier. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 15 millions, un repli de 85 millions, en raison essentiellement des dotations à la provision liée aux prêts aux entreprises moins élevées. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 40 millions a été comptabilisé pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision de 13 millions pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les charges autres que d'intérêts, établies à 533 millions de dollars, ont diminué de 45 millions, ou de 8 %, par rapport à l'an dernier, et les charges autres que d'intérêts ajustées, de 526 millions ont diminué de 42 millions, ou de 7 %, du fait surtout de la baisse des frais liés à la technologie et au personnel de même que de celle des coûts d'exploitation.

Le total du solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 0,7 milliard de dollars, ou de 1 %, sur un an, pour s'établir à 91,4 milliards, stimulé par la croissance observée dans les programmes de prêts gouvernementaux en raison de l'incidence de la COVID-19, ce qui a été neutralisé en partie par un taux d'utilisation des prêts plus faible dans le portefeuille de prêts aux entreprises. Les soldes de prêts aux entreprises ont progressé de 2 % tandis que les soldes de prêts aux particuliers ont reculé de 6 %. Le total des dépôts moyens a augmenté de 20,9 milliards, ou de 24 %, pour se fixer à 108,1 milliards, les soldes des dépôts des entreprises s'étant bonifiés de 51 % et les soldes des dépôts des particuliers, pour leur part, de 1 %, ce qui traduit les liquidités plus importantes détenues par les clients en raison des répercussions de la COVID-19.

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable s'est établi à 582 millions de dollars, un bond de 258 millions, ou de 80 %, eu égard au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté s'est chiffré à 589 millions, en hausse de 256 millions ou de 76 %. Tous les montants indiqués dans le reste de cette section sont en dollars américains.

Le bénéfice net comptable s'est chiffré à 454 millions de dollars, en hausse de 208 millions, ou de 85 %, et le bénéfice net ajusté s'est élevé à 459 millions, en progression de 205 millions, ou de 82 %.

Le total des revenus s'est fixé à 1 099 millions de dollars, en hausse de 92 millions, ou de 9 %, par rapport au trimestre précédent. L'augmentation des revenus nets d'intérêts est attribuable à l'élargissement des marges et à la hausse des soldes. Les revenus autres que d'intérêts ont affiché une augmentation dans un certain nombre des catégories. La marge nette d'intérêts a atteint 3,51 %, en hausse de 17 points de base, principalement du fait de l'amélioration des marges sur les prêts et de l'augmentation des revenus de commissions afférents au programme accéléré PPP ayant trait à la dispense du remboursement des prêts.

Les revenus des services bancaires aux particuliers ont augmenté de 13 millions de dollars, ou de 4 %, ce qui est attribuable à l'accroissement des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts. Les revenus des services bancaires aux entreprises ont augmenté de 79 millions, ou de 12 %, ce qui s'explique par la progression des revenus nets d'intérêts et des revenus autres que d'intérêts.

Le total du recouvrement de pertes sur créances s'est fixé à 25 millions de dollars, comparativement au total des dotations à la provision pour pertes sur créances de 135 millions au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a été de 15 millions, soit 25 millions de moins par rapport au trimestre précédent, ce qui s'explique par une baisse des dotations à la provision liées aux prêts aux entreprises, contrée en partie par la hausse des dotations à la provision liées aux prêts aux particuliers. Un recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs de 40 millions a été comptabilisé pour le trimestre considéré, comparativement à une dotation à la provision de 95 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont chiffrées à 533 millions de dollars, en baisse de 31 millions, ou de 5 %, par rapport au trimestre précédent, et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont établies à 526 millions, en baisse de 28 millions, ou de 5 %, la diminution des frais liés à la technologie et des frais de bureau ayant été en partie compensée par la hausse des frais liés au personnel.

Le total du solde moyen brut des prêts et acceptations a augmenté de 0,9 milliard de dollars, ou de 1 %, par rapport au trimestre précédent. Les prêts aux entreprises ont augmenté de 2 % tandis que les prêts aux particuliers ont diminué de 3 %. Le total du solde moyen des dépôts a progressé de 2,1 milliards, ou de 2 %, les dépôts des entreprises ayant progressé de 6 % et les dépôts des particuliers ayant reculé de 3 %.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de PE États-Unis sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

BMO Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2021	T4-2020	T1-2020
Revenus nets d'intérêts	239	228	231
Revenus autres que d'intérêts	1 738	1 081	1 794
Total des revenus	1 977	1 309	2 025
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	601	-	716
Revenus, déduction faite des SCVPI	1 376	1 309	1 309
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	2	-	-
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(4)	5	3
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(2)	5	3
Charges autres que d'intérêts	906	882	912
Bénéfice avant impôts sur le résultat	472	422	394
Charge d'impôts sur le résultat	114	102	103
Bénéfice net comptable	358	320	291
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 1)	8	8	9
Bénéfice net ajusté	366	328	300
Bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	286	253	209
Bénéfice net ajusté des activités traditionnelles de gestion de patrimoine	294	261	218
Bénéfice net (perte nette) comptable des activités d'assurance	72	67	82
Bénéfice net (perte nette) ajusté des activités d'assurance	72	67	82
Croissance du bénéfice net (%)	23,1	20,0	22,2
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	22,1	9,3	20,9
Croissance des revenus (%)	(2,3)	(16,4)	(5,3)
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI (%)	5,2	6,3	7,9
SCVPI ajustés	601	-	716
Croissance des revenus, déduction faite des SCVPI ajustés (%)	5,2	4,2	7,9
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	(0,7)	2,5	1,8
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	(0,5)	2,6	2,0
Rendement des capitaux propres (%)	22,4	20,1	18,4
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	22,9	20,6	19,0
Levier d'exploitation, déduction faite des SCVPI (%)	5,9	3,8	6,1
Levier d'exploitation ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	5,7	1,6	5,9
Ratio d'efficacité comptable (%)	45,8	67,3	45,0
Ratio d'efficacité comptable, déduction faite des SCVPI (%)	65,8	67,3	69,7
Ratio d'efficacité ajusté (%)	45,3	66,5	44,5
Ratio d'efficacité ajusté, déduction faite des SCVPI (%)	65,1	66,5	68,8
Actifs sous gestion	518 726	482 554	482 268
Actifs sous administration 2)	448 786	411 959	410 544
Actif moyen	47 535	46 583	44 219
Solde moyen brut des prêts et acceptations	27 785	27 339	25 433
Solde moyen net des prêts et acceptations	27 740	27 296	25 402
Solde moyen des dépôts	49 341	46 858	39 413

1) Les montants avant impôts de 10 millions de dollars à la fois pour le premier trimestre de 2021 et le quatrième trimestre de 2020 et de 11 millions pour le premier trimestre de 2020 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) Certains actifs sous gestion qui sont aussi administrés par la Banque sont inclus dans les actifs sous administration.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable de BMO Gestion de patrimoine s'est chiffré à 358 millions de dollars, en hausse de 67 millions, ou de 23 %, comparativement à l'exercice précédent, et, après ajustement, il a atteint 366 millions, en hausse de 66 millions, ou de 22 %. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine s'est élevé à 286 millions, en hausse de 77 millions, ou de 37 %, et, après ajustement, il a atteint 294 millions, en hausse de 76 millions, ou de 35 %. Le bénéfice net des activités d'assurance s'est fixé à 72 millions, comparativement à 82 millions au trimestre précédent.

Le total des revenus s'est établi à 1 977 millions de dollars, comparativement à 2 025 millions au trimestre précédent. Déduction faite des SCVPI, les revenus se sont chiffrés à 1 376 millions, en hausse de 67 millions, ou de 5 %. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine ont atteint 1 245 millions, ayant augmenté de 84 millions, ou de 7 %, ce qui s'explique par le raffermissement des marchés mondiaux, la croissance des revenus de courtage en ligne tirés des volumes accrus de transactions et l'augmentation des revenus nets d'intérêts du fait de la forte croissance des dépôts et des prêts, facteurs contrebalancés en partie par le rétrécissement des marges. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, ont diminué de 17 millions étant donné que l'exercice précédent comportait des avantages découlant des modifications apportées aux placements afin d'améliorer la gestion des actifs et des passifs et des variations plus favorables des marchés par rapport au trimestre à l'étude.

Les charges autres que d'intérêts de 906 millions de dollars ont diminué de 6 millions, ou de 1 %, et, après ajustement, elles ont totalisé 896 millions, présentant ainsi une baisse de 5 millions, ou de 1 %, les coûts d'exploitation ayant reculé, ce qui a été neutralisé en grande partie par des charges liées aux revenus plus élevées découlant de la performance sous-jacente des secteurs.

Les actifs sous gestion ont augmenté de 36,5 milliards de dollars, ou de 8 %, du fait surtout du raffermissement des marchés boursiers mondiaux et de l'accroissement des actifs des clients. Les actifs sous administration ont augmenté de 38,2 milliards, ou de 9 %, en raison principalement du raffermissement des marchés boursiers mondiaux et de l'accroissement des actifs des clients, contrés en partie par des fluctuations des cours de change. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont augmenté respectivement de 9 % et de 25 %.

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 358 millions de dollars, en hausse de 38 millions, ou de 12 %, par rapport au trimestre précédent, et le bénéfice net ajusté a atteint 366 millions, en hausse de 38 millions, ou de 11 %. Le bénéfice net comptable des activités traditionnelles de gestion de patrimoine a été de 286 millions et, après ajustement, il s'est fixé à 294 millions, dans les deux cas en hausse de 33 millions, ou de 13 %, eu égard au trimestre précédent. Le bénéfice net des activités d'assurance se chiffrant à 72 millions est demeuré pratiquement inchangé par rapport au trimestre précédent.

Déduction faite des SCVPI, le total des revenus s'est chiffré à 1 376 millions de dollars, en hausse de 67 millions, ou de 5 %. Les revenus tirés des activités traditionnelles de gestion de patrimoine se sont établis à 1 245 millions, en hausse de 63 millions, ou de 5 %, reflet du regain des marchés à l'échelle mondiale et de la forte croissance des revenus de courtage en ligne tirés des volumes plus importants de transactions. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, qui se sont fixés à 131 millions, sont demeurés essentiellement inchangés par rapport au trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts ont augmenté de 24 millions de dollars, ou de 3 %, à cause des frais liés au personnel plus élevés, y compris l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice.

Les actifs sous gestion ont progressé de 36,2 milliards de dollars, ou de 7 %, par rapport au trimestre précédent et les actifs sous administration ont augmenté de 36,8 milliards, ou de 9 %, en raison principalement du raffermissement des marchés boursiers mondiaux et de l'accroissement des actifs des clients, contrebalancés en partie par des fluctuations du cours de change. Le solde moyen brut des prêts et le solde moyen des dépôts ont progressé de 2 % et de 5 %, respectivement.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Gestion de patrimoine sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

BMO Marchés des capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2021	T4-2020	T1-2020
Revenus nets d'intérêts (bic)	803	817	696
Revenus autres que d'intérêts	771	561	673
Total des revenus (bic)	1 574	1 378	1 369
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	45	105	53
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(2)	(41)	(3)
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	43	64	50
Charges autres que d'intérêts	879	801	852
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	652	513	467
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	169	134	111
Bénéfice net comptable	483	379	356
Coûts d'intégration des acquisitions 1)	2	3	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	4	5	4
Bénéfice net ajusté	489	387	362
Revenus du secteur Marchés mondiaux	1 031	854	823
Revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés	543	524	546
Croissance du bénéfice net (%)	35,8	40,2	39,1
Croissance du bénéfice net ajusté (%)	35,5	37,8	37,6
Croissance des revenus (%)	15,0	16,9	20,4
Croissance des charges autres que d'intérêts (%)	3,2	1,1	7,0
Croissance des charges autres que d'intérêts ajustées (%)	3,1	1,5	7,3
Rendement des capitaux propres (%)	16,6	12,9	12,9
Rendement des capitaux propres ajusté (%)	16,8	13,1	13,1
Levier d'exploitation (bic) (%)	11,8	15,8	13,4
Levier d'exploitation ajusté (bic) (%)	11,9	15,4	13,1
Ratio d'efficience (bic) (%)	55,9	58,1	62,3
Ratio d'efficience ajusté (bic) (%)	55,3	57,4	61,7
Actif moyen	384 759	367 001	351 330
Solde moyen brut des prêts et acceptations	62 685	66 371	63 237
Solde moyen net des prêts et acceptations	62 116	65 787	63 077

1) Les coûts d'intégration de l'acquisition de KGS-Alpha et de Clearpool avant impôts de 3 millions de dollars à la fois pour le premier trimestre de 2021, le quatrième trimestre de 2020 et le premier trimestre de 2020 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

2) Les montants avant impôts de 6 millions de dollars à la fois pour le premier trimestre de 2021 et le quatrième trimestre de 2020 et de 5 millions pour le premier trimestre de 2020 ont été inclus dans les charges autres que d'intérêts.

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable de BMO Marchés des capitaux s'est situé à 483 millions de dollars, en hausse de 127 millions, ou de 36 %, par rapport à l'an dernier, et, après ajustement, il s'est fixé à 489 millions, en hausse de 127 millions, ou 35 %.

Le total des revenus s'est établi à 1 574 millions de dollars, en hausse de 205 millions, ou de 15 %, en regard de l'exercice précédent. Les revenus des Marchés mondiaux ont augmenté, du fait de l'intensification des activités menées pour les clients dans les activités de négociation de contrats de taux d'intérêt, de contrats sur titres de participation et de contrats sur produits de base, en partie contrebalancée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés sont demeurés pratiquement inchangés en raison de la hausse des revenus liés aux services bancaires aux sociétés et des profits nets sur les titres, qui a été contrebalancée par la baisse des revenus liés aux activités de consultation et à l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est chiffré à 43 millions de dollars, une baisse de 7 millions par rapport à l'exercice précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux s'est établie à 45 millions, en baisse de 8 millions. Un recouvrement de pertes sur créances liée aux prêts productifs s'est élevé à 2 millions pour le trimestre à l'étude, comparativement à un recouvrement de 3 millions inscrit un an plus tôt.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 879 millions de dollars, soit une hausse de 27 millions, ou de 3 % par rapport à l'an dernier et, après ajustement, elles se sont chiffrées à 870 millions, soit une hausse de 26 millions, ou de 3 %. Cette hausse découle de l'augmentation des frais liés au personnel découlant de la performance sous-jacente des secteurs, en partie compensée par la baisse des frais liés aux déplacements et à l'expansion des affaires et des autres coûts d'exploitation ainsi que par l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Le total du solde moyen brut des prêts et acceptations s'est établi à 62,7 milliards de dollars, un recul de 0,6 milliard, ou de 1 %, résultat imputable à l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain, par rapport à il y a un an.

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

Le bénéfice net comptable s'est fixé à 483 millions de dollars, en hausse de 104 millions, ou de 27 %, par rapport au trimestre précédent et le bénéfice net ajusté a été de 489 millions, en hausse de 102 millions, ou de 27 %.

Le total des revenus s'est établi à 1 574 millions de dollars, en hausse de 196 millions, ou de 14 %. Les revenus des Marchés mondiaux ont progressé, sous l'effet d'une augmentation des revenus tirés des activités de négociation de contrats de taux d'intérêt, de contrats sur titres de participation et de contrats de change, ce qui a été contrebalancé par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. Les revenus du secteur Banque d'affaires et services bancaires aux sociétés ont augmenté, ce qui s'explique principalement par l'accroissement des commissions de prise ferme et de consultation et des profits nets sur titres compensé en partie par la diminution des revenus du secteur Banque d'affaires et l'incidence de la dépréciation du dollar américain.

Le total des dotations à la provision pour pertes sur créances s'est établi à 43 millions de dollars, en baisse de 21 millions par rapport au trimestre précédent. La dotation à la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux a diminué de 60 millions. Le recouvrement de pertes sur créances lié aux prêts productifs s'est chiffré à 2 millions, comparativement à un recouvrement de 41 millions pour le trimestre précédent.

Les charges autres que d'intérêts se sont établies à 879 millions de dollars, en hausse de 78 millions, ou de 10 %, eu égard au trimestre précédent et les charges autres que d'intérêts ajustées se sont élevées à 870 millions, en hausse de 78 millions, ou de 10 %. Cette hausse est imputable à l'augmentation des frais liés au personnel découlant de la performance sous-jacente des secteurs et à l'incidence de la rémunération fondée sur des actions du personnel admissible à la retraite qui est toujours passée en charges au premier trimestre de chaque exercice, ce qui a été en partie compensé par des coûts d'exploitation moins élevés et par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Le total du solde moyen brut des prêts et acceptations a reculé de 3,7 milliards de dollars, ou de 6 %, par rapport au trimestre précédent, ce qui reflète les taux d'utilisation des prêts plus faibles et l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite de BMO Marchés des capitaux sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Services d'entreprise

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	T1-2021	T4-2020	T1-2020
Revenus nets d'intérêts avant compensation sur une bic des groupes	(86)	(39)	(69)
Compensation sur une bic des groupes	(77)	(78)	(78)
Revenus nets d'intérêts (bic)	(163)	(117)	(147)
Revenus autres que d'intérêts	78	53	62
Total des revenus (bic)	(85)	(64)	(85)
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	(1)	1	1
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	-	(8)	(6)
Total des dotations à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(1)	(7)	(5)
Charges autres que d'intérêts	189	152	157
Bénéfice (perte) avant impôts sur le résultat	(273)	(209)	(237)
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat (bic)	(130)	(123)	(132)
Perte nette comptable	(143)	(86)	(105)
Perte nette ajustée	(143)	(86)	(105)
Charges autres que d'intérêts ajustées	189	152	157

Les résultats ajustés figurant dans le tableau ci-dessus sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les Services d'entreprise comprennent les unités fonctionnelles et l'unité Technologie et opérations (T&O). Les unités fonctionnelles offrent à l'échelle de l'entreprise une expertise et des services de soutien et de gouvernance dans plusieurs domaines, dont la planification stratégique, la gestion des risques, les finances, la conformité aux exigences juridiques et réglementaires, les ressources humaines, les communications, la commercialisation, les opérations immobilières, l'approvisionnement, ainsi que les données et les analyses. T&O assure la conception, la surveillance, la gestion et le maintien de la gouvernance en matière de technologie de l'information, ainsi que la prestation de services de cybersécurité et de services opérationnels.

Les coûts associés aux services fournis par les unités fonctionnelles et T&O sont en grande partie transférés aux trois groupes d'exploitation (Services bancaires Particuliers et entreprises, BMO Gestion de patrimoine et BMO Marchés des capitaux), les montants restants étant pris en compte dans les résultats des Services d'entreprise. Ainsi, les résultats des Services d'entreprise reflètent en grande partie l'incidence des autres activités de gestion de la trésorerie, l'élimination des ajustements sur une base d'imposition comparable et les dépenses résiduelles non attribuées.

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du premier trimestre de 2020

La perte nette comptable et ajustée des Services d'entreprise pour le trimestre à l'étude s'est située à 143 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 105 millions à l'exercice précédent. Les résultats ont reculé, du fait surtout de l'accroissement des charges et de l'incidence d'un taux d'impôt favorable au cours de l'exercice précédent.

Comparaison du premier trimestre de 2021 et du quatrième trimestre de 2020

La perte nette comptable et ajustée pour le trimestre à l'étude s'est chiffrée à 143 millions de dollars, en comparaison d'une perte nette de 86 millions pour le trimestre précédent. Les résultats ont diminué, en raison surtout de la hausse des charges, de la baisse des revenus et de l'incidence d'un taux d'impôt favorable pour le trimestre précédent.

Les résultats ajustés figurant dans la présente section qui traite des Services d'entreprise sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	T1-2021	T4-2020	T3-2020	T2-2020	T1-2020	T4-2019	T3-2019	T2-2019
Revenus 1)	6 975	5 986	7 189	5 264	6 747	6 087	6 666	6 213
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités (SCVPI)	601	-	1 189	(197)	716	335	887	561
Revenus, déduction faite des SCVPI 1)	6 374	5 986	6 000	5 461	6 031	5 752	5 779	5 652
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts douteux	215	339	446	413	324	231	243	150
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liée aux prêts productifs	(59)	93	608	705	25	22	63	26
Total des dotations à la provision pour pertes sur créances	156	432	1 054	1 118	349	253	306	176
Charges autres que d'intérêts 1)	3 613	3 548	3 444	3 516	3 669	3 987	3 491	3 595
Bénéfice avant impôts sur le résultat	2 605	2 006	1 502	827	2 013	1 512	1 982	1 881
Charge d'impôts sur le résultat	588	422	270	138	421	318	425	384
Bénéfice net comptable (voir ci-dessous)	2 017	1 584	1 232	689	1 592	1 194	1 557	1 497
Coûts d'intégration des acquisitions 2)	2	3	4	2	2	2	2	2
Amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions 2)	19	23	23	24	23	29	23	23
Coûts de restructuration 3)	-	-	-	-	-	357	-	-
Ajustement lié à la réassurance 4)	-	-	-	-	-	25	-	-
Bénéfice net ajusté (voir ci-dessous)	2 038	1 610	1 259	715	1 617	1 607	1 582	1 522
Bénéfice de base par action (\$)	3,03	2,37	1,81	1,00	2,38	1,79	2,34	2,27
Bénéfice dilué par action (\$)	3,03	2,37	1,81	1,00	2,37	1,78	2,34	2,26
Bénéfice dilué par action, après ajustement (\$)	3,06	2,41	1,85	1,04	2,41	2,43	2,38	2,30

1) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2020, la Banque a adopté l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables en 2020, à la page 118 et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés audités, aux pages 151 et 152 de notre Rapport annuel pour 2020.

2) Les coûts d'intégration des acquisitions avant impôts et l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions avant impôts ont été inscrits dans les charges autres que d'intérêts des groupes d'exploitation.

3) La charge de restructuration s'est élevée à 357 millions de dollars après impôts pour le quatrième trimestre de 2019 (484 millions avant impôts). Les coûts de restructuration sont compris dans les charges autres que d'intérêts des Services d'entreprise.

4) Le bénéfice net comptable du quatrième trimestre de 2019 inclut un ajustement lié à la réassurance de 25 millions de dollars (avant et après impôts) figurant dans les SCVPI et visant à tenir compte de l'incidence nette d'importants sinistres liés à la réassurance causés par les typhons japonais qui sont survenus après notre décision de ralentir progressivement nos activités dans le secteur de la réassurance. L'ajustement lié à la réassurance figure dans les SCVPI de BMO Gestion de patrimoine.

Les résultats ajustés qui sont présentés dans ce tableau sont des montants ou mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR.

Les tendances trimestrielles relatives au bénéfice de BMO sont examinées en détail aux pages 54 et 55 de son Rapport annuel pour 2020. Nous invitons les lecteurs à se reporter à cette analyse pour obtenir des explications plus complètes de ces tendances et des facteurs qui ont influé sur les résultats trimestriels passés, dont la légère influence des variations saisonnières sur les résultats. La conversion des monnaies étrangères influe également sur le bénéfice trimestriel. Le tableau précédent présente un sommaire des résultats obtenus entre le deuxième trimestre de l'exercice 2019 et le premier trimestre de l'exercice 2021.

Tendances relatives au bénéfice

Le bénéfice ajusté a, en général, affiché des tendances à la hausse au cours des huit derniers trimestres. Toutefois, depuis le deuxième trimestre de 2020, la pandémie de COVID-19, qui a eu un impact négatif important sur l'économie mondiale, a également eu une incidence négative correspondante sur nos résultats financiers, ce qui se traduit par une augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, une diminution de la croissance des prêts, une forte croissance des dépôts, un effet défavorable sur les revenus du fait de la baisse des taux d'intérêt et des dépenses de consommation, un effet positif sur les revenus de négociation du fait de l'activité des clients et un recul de la croissance des charges.

Une charge de restructuration et un ajustement lié à la réassurance, tous deux comptabilisés au quatrième trimestre de 2019, ainsi que l'amortissement des immobilisations incorporelles liées aux acquisitions et les coûts d'intégration ont eu des répercussions sur les résultats comptables pour l'ensemble des périodes.

Le total des revenus au premier trimestre de 2021 témoigne du bon rendement dégagé par l'ensemble des groupes d'exploitation et plus particulièrement de la solide croissance de nos activités aux États-Unis. Avant la pandémie, la progression des revenus a bénéficié de la forte

croissance des prêts et dépôts de nos Services bancaires PE. La COVID-19, le contexte de faiblesse des taux d'intérêt et la baisse des revenus autres que d'intérêts ont nu à la croissance des revenus des Services bancaires PE au cours des derniers trimestres, ce qui reflète des changements dans l'activité des clients. Le rendement au chapitre des revenus de nos activités sensibles au marché, qui a subi l'incidence négative de la volatilité des conditions du marché au deuxième trimestre de 2020, s'est toutefois amélioré au cours de la deuxième moitié de l'année et cette bonne croissance s'est maintenue au premier trimestre de 2021. Les revenus dégagés par BMO Gestion du patrimoine au cours des derniers trimestres tiennent compte du regain des marchés boursiers à l'échelle mondiale et des volumes élevés de transactions de courtage en ligne, tandis que ceux du deuxième trimestre de 2020 tiennent compte de l'incidence du repli des marchés boursiers et d'une provision pour frais juridiques. Les revenus d'assurance, déduction faite des SCVPI, fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt, des marchés boursiers et des sinistres liés à la réassurance. Au cours de sept des huit derniers trimestres, BMO Marchés des capitaux a réalisé une croissance des revenus sur un an, par suite d'une solide contribution aux États-Unis, alors que les résultats du deuxième trimestre de 2020 ont subi les contrecoups de la conjoncture des marchés volatils touchée par la pandémie de COVID-19.

En 2020, nous avons comptabilisé une augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances dans l'ensemble des secteurs d'activité, en raison surtout de l'incidence de la pandémie, dont des dotations plus élevées à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts productifs. Au cours du premier trimestre de 2021, les dotations à la provision pour pertes sur créances, déduction faite des recouvrements, ont diminué.

Les charges autres que d'intérêts reflètent l'accent que nous avons mis sur la gestion des charges et l'amélioration de l'efficacité, dont l'effet de la charge de restructuration prise en compte au quatrième trimestre de 2019, en raison essentiellement des coûts liés aux indemnités de départ, ce qui a été en partie compensé par la hausse des coûts liés à la technologie. Les charges engagées en 2020 ont subi l'incidence de la pandémie de COVID-19, y compris la diminution des frais de déplacement et d'expansion des affaires qui a été contrée en partie par les coûts liés à la pandémie. Les charges du deuxième trimestre de 2019 englobent une charge liée aux indemnités de départ afférents à BMO Marchés des capitaux.

Le taux d'impôt effectif a varié à la suite de modifications législatives et des changements apportés à la politique fiscale, y compris leur interprétation par les autorités fiscales et les tribunaux, de la composition des résultats, y compris la proportion relative du bénéfice réalisé dans chaque territoire où nous exerçons nos activités, du niveau du bénéfice comptable avant impôts et du montant du bénéfice tiré des titres et exonéré d'impôts.

Les résultats de la Banque reflètent l'incidence de l'IFRS 16, *Contrats de location* (IFRS 16), qu'elle a adopté au premier trimestre de 2020, qui prévoit la comptabilisation de l'effet cumulatif de l'adoption dans le solde d'ouverture des résultats non distribués, sans retraitement des chiffres des périodes antérieures. Conformément à l'IFRS 16, la Banque, en tant que preneur, est tenue de comptabiliser un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative correspondante pour la plupart des contrats de location. Pour de plus amples détails, il y a lieu de se reporter à la section Modifications de méthodes comptables en 2020, à la page 118 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

Les résultats ajustés que renferme le présent sommaire des tendances trimestrielles relatives au bénéfice sont des montants et mesures non conformes aux PCGR. Il y a lieu de se reporter à la section Mesures non conformes aux PCGR. Se reporter également aux sections Incidence de la COVID-19 et Gestion des risques.

Transactions avec des parties liées

Dans le cadre normal de nos activités, nous fournissons des services bancaires à notre personnel de direction clé selon les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients privilégiés. Le personnel de direction clé s'entend des personnes qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, d'orienter et de contrôler les activités d'une entité, soit les administrateurs et les plus hauts dirigeants de la Banque. Nous fournissons des services bancaires à nos coentreprises et à nos entités détenues comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence suivant les mêmes modalités que celles que nous offrons à nos clients pour ces services. Nous offrons également aux employés une subvention à l'égard des frais annuels de cartes de crédit.

Les politiques et procédures qu'applique la Banque à l'égard des transactions avec des parties liées n'ont pas changé de manière significative en regard de celles du 31 octobre 2020 et correspondent à celles décrites à la note 27 afférente aux états financiers consolidés audités, à la page 211 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre normal de nos activités, nous concluons un certain nombre d'arrangements hors bilan, dont les plus importants sont les entités structurées, les instruments de crédit et les garanties. Ces arrangements sont décrits à la page 71 du Rapport annuel de BMO pour 2020. Nous consolidons nos propres entités de titrisation, l'entité de titrisation américaine des clients ainsi que certaines entités de capital et de financement. Nous ne consolidons pas les entités de titrisation canadiennes des clients, certaines entités de capital, ni divers fonds d'investissement gérés par BMO, ni diverses autres entités structurées dans lesquelles des placements sont détenus. Il ne s'est produit aucun changement important aux arrangements hors bilan de la Banque depuis le 31 octobre 2020.

Méthodes comptables et principales estimations comptables

Notre Rapport annuel pour 2020 de même que les notes afférentes aux états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 octobre 2020 ainsi que la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités renferment la description de nos principales méthodes comptables ainsi que des explications sur certaines estimations comptables qui sont considérées comme particulièrement importantes puisqu'elles exigent que la direction pose des jugements importants, dont certains portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Nous invitons les lecteurs à

prendre connaissance de ces explications aux pages 114 à 119 et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés audités aux pages 150 à 155 du Rapport annuel de BMO pour 2020 ainsi que dans les mises à jour fournies à la note 1 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux, qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et des provisions liées aux prêts productifs, qui constituent la meilleure estimation de la Banque en ce qui concerne la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux. Les pertes sur créances attendues sont calculées d'après des pondérations probabilistes en fonction des scénarios économiques décrits ci-dessous, et sont calculées pour chaque exposition dans le portefeuille en fonction de la probabilité de défaut (PD), de l'exposition en cas de défaut (ECD) et de la perte en cas de défaut (PCD), ainsi que du moment de la perte. Lorsqu'il y a eu une augmentation significative du risque de crédit, une perte sur créances attendue pour la durée de vie est comptabilisée; sinon, une perte sur créances attendue sur 12 mois est généralement comptabilisée. L'augmentation importante du risque de crédit tient compte de nombreux facteurs et variera en fonction des catégories de produits et de risques. Les principaux facteurs à prendre en compte pour effectuer cette détermination sont les variations relatives de la probabilité de défaut depuis l'octroi et certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Dans le cas des emprunteurs ayant choisi de participer aux programmes de report de versements qu'offre la Banque en raison de la pandémie de COVID-19, les versements reportés ne sont pas considérés comme étant en souffrance et n'exposent pas la Banque à un risque de crédit accru, conformément aux lignes directrices du Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF). Nous pouvons appliquer un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les modèles de pertes sur créances attendues, selon ce que nous jugeons nécessaire. Nous avons exercé un jugement de crédit expérimenté pour tenir compte de l'incidence du contexte extraordinaire et très incertain sur les conditions de crédit et l'économie du fait de la pandémie de COVID-19. Pour de plus amples renseignements, se reporter aux pages 114 et 116 et à la note 4 afférente à nos états financiers consolidés annuels audités, aux pages 159 à 164 du Rapport annuel de BMO pour 2020 et à la note 3 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non audités, à la page 55.

Au 31 janvier 2021, le total des provisions pour pertes sur créances se chiffrait à 3 678 millions de dollars (3 814 millions au 31 octobre 2020), et il se composait d'une provision liée aux prêts productifs de 2 972 millions et d'une provision liée aux prêts douteux de 706 millions (3 075 millions et 739 millions, respectivement, au 31 octobre 2020). La provision liée aux prêts productifs a diminué de 103 millions par rapport au quatrième trimestre de 2020, du fait principalement de l'amélioration des perspectives économiques, de la migration positive du crédit et des fluctuations des taux de change, facteurs essentiellement compensés par l'incidence de la conjoncture incertaine sur les conditions du crédit, y compris l'augmentation de la pondération des scénarios défavorables.

Pour établir notre provision liée aux prêts productifs, nous appliquons des pondérations probabilistes à trois scénarios économiques, lesquels reflètent notre point de vue quant à la conjoncture économique et aux conditions des marchés anticipées, soit un scénario de référence qui, à notre avis, représente le résultat le plus probable, ainsi que des scénarios favorables et défavorables, tous élaborés par notre groupe Études économiques.

Au 31 janvier 2021, selon notre scénario de référence, il est prévu que l'économie canadienne se redressera. La croissance du PIB réel au cours de l'année civile 2020 devait chuter de 5,7 % en raison des bouleversements causés par la COVID-19 avant de rebondir de 5,0 % en 2021, grâce à d'importantes mesures de relance budgétaire, à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie lorsque les vaccins seront distribués à plus grande échelle, et à la demande de services refoulée. Le PIB réel annuel devrait se situer en moyenne à 4,5 % en 2022 et à 2,8 % en 2023, à mesure que la reprise économique se poursuivra et que les dépenses reviendront à des niveaux plus normaux. Selon les prévisions, le taux de chômage au Canada devrait reculer de manière constante, mais demeurer élevé, pour s'établir en moyenne à 7,5 % en 2021 et à 6,5 % en 2022. Quant à l'économie américaine, elle suivra une trajectoire similaire; le PIB réel dans ce pays, selon les prévisions, devrait reculer de 3,5 % en 2020 avant de croître de 4,5 % en 2021 et de 3,5 % en 2022. Le taux de chômage aux États-Unis devrait reculer à 5,9 %, en moyenne, en 2021 et à 4,7 % en 2022, selon les prévisions. Bien que les perspectives à court terme se soient assombries depuis le 31 octobre 2020 compte tenu du nombre plus élevé de cas et des mesures de restrictions qui ont été de nouveau imposées aux entreprises, les perspectives à moyen terme se sont améliorées par rapport à ce que nous avons envisagé au 31 octobre 2020. Selon notre scénario de référence publié au 31 octobre 2020, nous avons prévu que le Canada et les États-Unis connaîtraient une croissance économique plus modérée au cours de la période à moyen terme visée par les prévisions. En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 2 375 millions de dollars au 31 janvier 2021 (2 375 millions au 31 octobre 2020), contre 2 972 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (3 075 millions au 31 octobre 2020).

Au 31 janvier 2021, notre scénario économique défavorable fait état d'une contraction de l'économie au Canada, le PIB réel devant reculer de 3,2 % au cours des quatre premiers trimestres de la période visée par les prévisions avant d'enregistrer une remontée. Selon notre scénario défavorable, l'incidence présumée de la COVID-19 est plus importante que ce que nous avons envisagé dans notre scénario de référence et les restrictions sévères visant un large éventail d'activités ont entraîné une baisse soutenue de la confiance des consommateurs et des entreprises et, par le fait même, des dépenses. Le taux de chômage au Canada se situera en moyenne à 11,2 % en 2021 et à 11,4 % en 2022. Le PIB réel aux États-Unis reculera de 3,0 % au cours des quatre premiers trimestres de la période visée par les prévisions. Le taux de chômage aux États-Unis se situera en moyenne à 10,2 % en 2021 et à 10,5 % en 2022. Le scénario défavorable suit la même trajectoire que le scénario défavorable utilisé au 31 octobre 2020. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de

crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 4 475 millions de dollars au 31 janvier 2021 (4 875 millions au 31 octobre 2020), contre 2 972 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (3 075 millions au 31 octobre 2020).

Lorsque des variations de la performance économique sont mesurées dans nos prévisions, nous nous appuyons sur le PIB réel, qui est le principal moteur des variations de bon nombre des autres variables économiques et du marché, y compris l'indice de volatilité (VIX), les écarts de taux de sociétés BBB, les taux de chômage, les indices des prix des habitations et le crédit à la consommation. Bon nombre de ces variables présentent un degré élevé d'interdépendance et, par conséquent, il n'y a pas qu'un facteur unique auquel l'ensemble des provisions liées aux prêts douteux sont sensibles. Le tableau suivant présente certaines des principales variables économiques utilisées pour estimer la provision liée aux prêts productifs au cours de la période visée par les prévisions. D'ordinaire, ce tableau est publié une fois par année. Toutefois, en raison du degré d'incertitude afférent à l'information prospective du fait de l'incidence de la COVID-19, les informations fournies constituent une mise à jour de l'information contenue dans le Rapport annuel de BMO pour 2020. Les valeurs indiquées représentent les valeurs moyennes nationales de l'année civile 2021 et de l'année civile 2022 pour tous les scénarios. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons des variables régionales dans nos modèles sous-jacents, le cas échéant.

Tous les chiffres sont des valeurs annuelles moyennes	Au 31 janvier 2021						Au 31 octobre 2020					
	Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable		Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
PIB réel 1)												
Canada	7,8 %	5,6 %	5,0 %	4,5 %	(1,5)%	0,8 %	9,0 %	4,0 %	6,0 %	3,0 %	(2,1)%	0,8 %
États-Unis	7,2 %	4,3 %	4,5 %	3,5 %	(1,3)%	0,8 %	7,0 %	3,7 %	4,0 %	3,0 %	(2,9)%	0,8 %
Écart de rendement des obligations de sociétés à 10 ans, cotées BBB												
Canada	1,7 %	1,9 %	2,2 %	2,2 %	4,2 %	4,2 %	1,8 %	2,0 %	2,2 %	2,2 %	4,5 %	4,0 %
États-Unis	1,3 %	1,5 %	1,7 %	1,8 %	4,2 %	3,9 %	1,6 %	1,8 %	2,0 %	2,1 %	4,4 %	3,7 %
Taux de chômage												
Canada	6,4 %	5,6 %	7,5 %	6,5 %	11,2 %	11,4 %	6,4 %	5,9 %	8,0 %	7,1 %	13,8 %	13,9 %
États-Unis	4,6 %	3,9 %	5,9 %	4,7 %	10,2 %	10,5 %	5,2 %	4,6 %	6,8 %	5,6 %	12,6 %	12,7 %
Prix des habitations 1)												
Canada 2)	10,8 %	6,4 %	6,4 %	2,5 %	(9,9)%	(6,4)%	9,6 %	5,4 %	4,5 %	2,5 %	(9,1)%	(4,6)%
États-Unis 3)	8,3 %	5,2 %	5,2 %	3,3 %	(5,8)%	(4,1)%	4,7 %	4,2 %	1,4 %	2,7 %	(7,3)%	(2,2)%

1) Le produit intérieur brut réel et l'indice des prix des logements sont des taux de croissance annuel.

2) Au Canada, nous utilisons l'indice composé des prix des habitations HPI.

3) Aux États-Unis, nous utilisons l'indice national des prix des habitations Case-Shiller.

Le tableau suivant illustre l'évolution des prévisions du taux de croissance sur un an du PIB réel pour le scénario de référence au Canada et aux États-Unis par trimestre civil. En outre, le tableau montre le niveau du PIB réel exprimé en pourcentage par rapport au quatrième trimestre de l'année civile 2019, qui fait état du sommet, par trimestre, qu'a atteint le PIB réel avant la pandémie, soit au début du premier trimestre de l'année civile 2020.

Trimestres civils clos les	31 mars 2021	30 juin 2021	30 septembre 2021	31 décembre 2021	31 mars 2022	30 juin 2022	30 septembre 2022	31 décembre 2022
Taux de croissance annuel du PIB réel								
Canada	(2,7)%	12,4 %	5,1 %	6,0 %	6,7 %	5,0 %	3,7 %	2,8 %
États-Unis	(0,8)%	10,9 %	4,5 %	4,1 %	4,7 %	3,7 %	3,0 %	2,7 %
Évolution du PIB réel par rapport au quatrième trimestre de l'année civile 2019								
Canada	95,5 %	97,8 %	99,6 %	101,0 %	101,9 %	102,6 %	103,3 %	103,9 %
États-Unis	98,0 %	99,6 %	100,9 %	101,7 %	102,6 %	103,3 %	103,9 %	104,5 %

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité et compte tenu du profil de risque actuel de nos prêts, si la totalité de nos prêts productifs se situait à l'étape 1, notre provision liée aux prêts productifs se situerait à environ 2 150 millions de dollars (2 300 millions au 31 octobre 2020), comparativement à une provision comptable liée aux prêts productifs de 2 972 millions (3 075 millions au 31 octobre 2020).

Des renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 se trouvent à la page 12 du présent document.

La présente section qui traite de la provision pour pertes sur créances comprend des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives. Se reporter également aux sections Incidence de la COVID-19 et Gestion des risques.

Mise en garde

La section Méthodes comptables et principales estimations comptables renferme des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Modifications de méthodes comptables

Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)

Nous avons adopté de manière anticipée, le 1^{er} novembre 2020, la phase 2 des modifications de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39), de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir*, de l'IFRS 4, *Contrats d'assurance* ainsi que de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Ces modifications traitent des questions qui découlent de la mise en œuvre de la réforme des TIO, dans le cadre de laquelle ces derniers sont remplacés par des taux de référence alternatifs.

Dans le cas des instruments financiers évalués au coût amorti, les modifications prévoient une mesure de simplification selon laquelle si un changement dans les flux de trésorerie contractuels résulte de la réforme des TIO et se produit sur une base économiquement équivalente, ce changement sera comptabilisé en actualisant le taux d'intérêt effectif sans qu'aucun profit ni perte immédiat ne soit constaté. Les modifications prévoient également un allègement temporaire supplémentaire en ce qui concerne l'application de dispositions spécifiques relatives à la comptabilité de couverture de l'IAS 39 qui s'appliquent aux relations de couverture touchées par la réforme des TIO. Par exemple, une exception à l'exigence de mettre fin à la comptabilité de couverture en raison de changements dans la documentation de couverture exigée uniquement par la réforme des TIO a été prévue. Les modifications exigent également que soient fournies des informations supplémentaires qui permettent aux utilisateurs de comprendre l'incidence de la réforme des TIO sur les instruments financiers et la stratégie de gestion des risques de la Banque.

Il y a lieu de se reporter à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires non audités figurant à la page 56.

Cadre conceptuel

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2020, BMO a adopté le cadre conceptuel révisé (cadre) qui définit les concepts fondamentaux aux fins de la présentation de l'information financière pour assurer que les décisions futures relativement à la normalisation soient prises de façon uniforme et que des transactions similaires soient traitées de manière similaire et ainsi fournir des renseignements utiles aux utilisateurs des états financiers. Le cadre n'a eu aucune incidence sur nos méthodes comptables.

Modifications futures de méthodes comptables

Nous surveillons les éventuels changements proposés par l'International Accounting Standards Board (IASB) et analysons l'incidence que les changements de normes pourraient avoir sur la présentation de l'information financière et les méthodes comptables de BMO. Des renseignements sur les nouvelles normes et les modifications apportées aux normes existantes, qui entreront en vigueur pour la Banque dans l'avenir, se trouvent à la page 119 du Rapport annuel de BMO pour 2020 et à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels audités figurant à la page 155 de ce même rapport.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique intérieure (BISI)

En tant que BISI, le BSIF exige que nous présentions annuellement les 12 indicateurs utilisés dans la méthode d'évaluation des banques d'importance systémique mondiale. Ces indicateurs évaluent l'incidence que la faillite d'une banque aurait sur le système financier et l'économie à l'échelle mondiale. Ces indicateurs reflètent la taille des banques, leur interdépendance, l'absence d'une infrastructure de rechange pour ce qui est des services qu'elles fournissent, leurs activités sur la scène internationale et leur complexité. La méthode préconisée est décrite dans le document intitulé *Banques d'importance systémique mondiale : méthodologie révisée d'évaluation et exigence additionnelle de capacité d'absorption des pertes* que le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) a publié en juillet 2013. Conformément à cette méthode, les indicateurs sont calculés en fonction des directives spécifiques du CBCB. Par conséquent, les mesures utilisées pourraient ne pas être fondées sur la plus récente version de Bâle III. Ainsi, les valeurs pourraient ne pas correspondre à d'autres mesures figurant dans le présent document.

Les valeurs des indicateurs sont présentées selon les exigences réglementaires concernant la consolidation, et c'est pourquoi l'information sur les activités d'assurance et autres activités non bancaires n'est incluse que dans la mesure où elle l'est également aux fins de consolidation du groupe qu'exige la réglementation. Ce niveau de consolidation diffère de celui utilisé aux fins d'établissement des états financiers consolidés. Par conséquent, les résultats pourraient ne pas être comparables aux autres informations figurant aux présentes.

Les fluctuations des valeurs des indicateurs subies d'un exercice à l'autre traduisent les variations qui surviennent dans le cours normal des activités commerciales.

Obligations redditionnelles des banques d'importance systémique intérieure

(en millions de dollars canadiens)	Indicateurs	Au 31 octobre	
		2020	2019
A. Activité transfrontière	1. Créances transfrontières	466 155	420 719
	2. Engagements transfrontières	440 706	404 510
B. Taille	3. Expositions totales telles qu'elles ont été définies pour le calcul du ratio de levier de Bâle III	1 074 284	966 938
C. Interdépendance	4. Actifs dans le système financier	130 962	111 245
	5. Passifs dans le système financier	75 753	58 643
	6. Encours de titres	243 825	271 817
D. Substituabilité / Infrastructure de l'institution financière	7. Activités de paiement 1)	31 313 872	26 955 299
	8. Actifs sous conservation	241 360	238 617
	9. Prises fermes sur les marchés obligataires et boursiers	106 130	75 503
E. Complexité	10. Montant notionnel des instruments dérivés négociés de gré à gré	6 297 265	6 211 130
	11. Titres détenus à des fins de négociation, titres à la juste valeur par le biais du résultat net et titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	37 706	35 188
	12. Actifs de niveau 3	4 738	4 347

1) Comprend les transactions intragroupe dont la compensation est réalisée par l'entremise d'un correspondant bancaire. Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Autres faits nouveaux en matière de réglementation

Nous continuons de surveiller l'évolution de la réglementation, y compris celle dont il est fait mention ailleurs dans le présent document, et de nous y préparer.

Pour une analyse plus poussée de l'évolution de la réglementation, il y a lieu de se reporter aux sections Gestion globale du capital, Risques pouvant influencer sur les résultats futurs, Risque de liquidité et de financement et Risque juridique et réglementaire qui débutent respectivement aux pages 63, 73, 97 et 110 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

La présente section qui traite d'autres faits nouveaux en matière de réglementation contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Gestion des risques

Les politiques en matière de gestion des risques de BMO et les procédés qu'il emploie pour détecter, évaluer, gérer, surveiller, atténuer et signaler ses risques de crédit et de contrepartie, de marché, d'assurance, de liquidité et de financement, le risque opérationnel, y compris le risque lié aux technologies et le cyber-risque, le risque juridique et réglementaire, le risque de stratégie, le risque environnemental et social et le risque de réputation sont décrits dans la section Gestion globale des risques aux pages 73 à 113 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

Principaux risques et risques émergents pouvant influencer sur les résultats futurs

Les principaux risques, les risques émergents et les autres risques de BMO qui pourraient influencer sur les résultats futurs sont décrits aux pages 73 à 77 du Rapport annuel de BMO pour 2020. Ce qui suit constitue une mise à jour du Rapport annuel pour 2020.

Situation économique générale et risques liés à la pandémie de COVID-19

Les perspectives économiques se sont améliorées pour 2021 du fait de la disponibilité d'un certain nombre de vaccins contre la COVID-19. Toutefois, l'efficacité et la distribution du vaccin, de même que l'émergence de nouvelles souches du virus, créent un climat d'incertitude économique et ils sont susceptibles d'influer sur la vitesse et l'ampleur de la reprise économique. La disponibilité à grande échelle des vaccins est un facteur crucial en matière de réouverture de l'économie et de la relance des secteurs durement touchés par la COVID-19. Les enjeux en matière de distribution et d'administration des vaccins survenus plus tôt mettent en évidence le fait que cela peut nuire à l'efficacité de certaines de ces entreprises et à la vitesse à laquelle elles peuvent rouvrir en toute sécurité. Les fermetures prolongées pèseront encore plus lourd sur les secteurs de l'économie déjà minés par la pandémie. Qui plus est, les nouvelles souches du virus exposent la Banque à un risque advenant le cas où l'on devrait réimposer des mesures de confinement plus sévères et prolongées partout en Amérique du Nord. Cette situation pourrait nuire à nos partenaires et clients de la Banque, surtout ceux qui ont déjà été touchés par les mesures de confinement en 2020.

Il y a lieu de se reporter à la section Incidence de la COVID-19 pour une analyse plus détaillée sur la pandémie.

Risque de marché

Les méthodes de gestion du risque de marché de BMO et les principales mesures de ce risque sont décrites aux pages 92 à 96 de son Rapport annuel pour 2020.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

Le tableau ci-dessous présente les éléments de notre bilan consolidé qui sont exposés au risque de marché, à savoir les soldes qui résultent de techniques de mesure du risque associé à des éléments qui sont négociés ou à des éléments qui ne le sont pas.

Liens entre des éléments du bilan et les informations sur le risque de marché

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2021				Au 31 octobre 2020				Principaux facteurs de risque des soldes d'éléments non négociés
	Exposés au risque de marché		Non exposés		Exposés au risque de marché		Non exposés		
	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non au risque de marché	2)	Bilan consolidé	Éléments négociés 1)	Éléments non au risque de marché	2)	
Actifs exposés au risque de marché									
Trésorerie et équivalents de trésorerie	73 091	-	73 091	-	57 408	-	57 408	-	Taux d'intérêt
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	8 376	261	8 115	-	9 035	217	8 818	-	Taux d'intérêt
Valeurs mobilières	233 190	98 898	134 292	-	234 260	97 723	136 537	-	Taux d'intérêt, écart de taux, titres de participation
Titres pris en pension ou empruntés	121 573	-	121 573	-	111 878	-	111 878	-	Taux d'intérêt
Prêts (déduction faite de la provision pour pertes sur créances)	451 856	3 162	448 694	-	447 420	2 416	445 004	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	34 054	29 739	4 315	-	36 815	32 457	4 358	-	Taux d'intérêt, change
Engagements des clients aux termes d'acceptations	11 878	-	11 878	-	13 493	-	13 493	-	Taux d'intérêt
Actifs divers	39 193	4 471	17 286	17 436	38 952	5 328	16 223	17 401	Taux d'intérêt
Total des actifs	973 211	136 531	819 244	17 436	949 261	138 141	793 719	17 401	
Passifs exposés au risque de marché									
Dépôts	672 500	20 297	652 203	-	659 034	18 074	640 960	-	Taux d'intérêt, change
Instruments dérivés	29 430	26 871	2 559	-	30 375	26 355	4 020	-	Taux d'intérêt, change
Acceptations	11 878	-	11 878	-	13 493	-	13 493	-	Taux d'intérêt
Titres vendus à découvert	34 164	34 164	-	-	29 376	29 376	-	-	
Titres mis en pension ou prêtés	99 892	-	99 892	-	88 658	-	88 658	-	Taux d'intérêt
Passifs divers	61 923	-	61 572	351	63 316	-	63 082	234	Taux d'intérêt
Dette subordonnée	7 276	-	7 276	-	8 416	-	8 416	-	Taux d'intérêt
Total des passifs	917 063	81 332	835 380	351	892 668	73 805	818 629	234	

1) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque lié aux activités de négociation et à la prise ferme, et qui sont évalués à la juste valeur par le biais du résultat net.

2) Comprend essentiellement des éléments du bilan qui sont assujettis au cadre de gestion du risque structurel de marché et du risque d'assurance ainsi qu'à des transactions de financement garanties.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période en cours.

Mesures du risque de marché lié aux activités de négociation

La moyenne du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la VaR liée aux activités de négociation en période de tension ont augmenté d'un trimestre à l'autre, du fait de leur exposition à des risques de taux d'intérêt accrus suivant la conclusion de transactions pour le compte de clients et du faible degré de diversification. La VaR et la VaR en période de tension reflètent tous deux la volatilité accrue du marché depuis le deuxième trimestre de 2020 attribuable à la pandémie de COVID-19.

Sommaire du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation et du total de la valeur à risque (VaR) liée aux activités de négociation en période de tension 1) 2)

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021				31 octobre 2020	31 janvier 2020
	À la clôture du trimestre	Moyenne	Haut	Bas	Moyenne	Moyenne
VaR liée aux produits de base	4,6	4,6	6,2	3,4	4,4	0,9
VaR liée aux actions	17,1	19,2	24,9	14,3	20,1	5,6
VaR liée au change	2,0	4,2	6,4	1,9	4,1	1,9
VaR liée aux taux d'intérêt 3)	51,5	47,1	56,9	38,4	39,5	7,9
Risque propre à la dette	4,8	4,3	5,4	3,3	4,3	2,5
Diversification	(31,4)	(33,5)	n. s.	n. s.	(36,4)	(8,1)
Total de la VaR - Négociation	48,6	45,9	53,5	36,1	36,0	10,7
Total de la VaR en période de tension - Négociation	48,6	46,2	53,5	38,8	36,4	49,8

1) Mesure quotidienne selon un niveau de confiance de 99 %. Les profits sont indiqués par des montants entre parenthèses et les pertes, par des montants positifs.

2) La VaR en période de tension est établie sur une base hebdomadaire et à la fin du mois.

3) La VaR liée aux taux d'intérêt comprend le risque d'écart de crédit général.

n. s. - non significatif

Risque structurel de marché (lié aux activités autres que de négociation)

L'exposition de la valeur économique structurelle à une hausse des taux d'intérêt et l'avantage d'une baisse des taux d'intérêt sont demeurés relativement inchangés en regard du 31 octobre 2020. L'avantage, pour le résultat structurel, d'une hausse des taux d'intérêt et la sensibilité à une baisse des taux d'intérêt sont également demeurés inchangés par rapport au 31 octobre 2020.

Sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, au risque structurel de fluctuations des taux d'intérêt ^{1) 2) 3)}

(équivalent en millions de dollars canadiens avant impôts)	Sensibilité de la valeur économique					Sensibilité du résultat au cours des 12 prochains mois				
	31 janvier 2021			31 octobre 2020	31 janvier 2020	31 janvier 2021			31 octobre 2020	31 janvier 2020
	Canada 4) 5)	États-Unis	Total	Total 5)	Total	Canada 4) 5)	États-Unis	Total	Total 5)	Total 5)
Hausse de 100 points de base	(647,3)	(397,1)	(1 044,4)	(1 085,1)	(911,1)	41,6	258,4	300,0	285,8	39,2
Baisse de 25/100 points de base	140,1	(42,4)	97,7	100,0	89,7	(40,2)	(69,6)	(109,8)	(98,2)	(133,4)

1) Les pertes sont indiquées par des montants entre parenthèses et les profits, par des montants positifs.

2) Du fait du contexte de faiblesse des taux d'intérêt, à partir du 30 avril 2020, la sensibilité de la valeur économique et la sensibilité du résultat aux baisses de taux d'intérêt sont évaluées en fonction d'une baisse de 25 points de base, comparativement à une baisse de 100 points de base pour les périodes précédentes.

3) Le risque de marché lié à l'assurance englobe le risque de taux d'intérêt et le risque lié au marché boursier découlant des activités d'assurance de BMO. Une hausse de 100 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2021 donnerait lieu à une augmentation de 41 millions de dollars du résultat avant impôts (39 millions au 31 octobre 2020). Une baisse de 25 points de base des taux d'intérêt au 31 janvier 2021 donnerait lieu à une diminution de 10 millions du résultat avant impôts (9 millions au 31 octobre 2020). Une hausse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 janvier 2021 entraînerait une augmentation du résultat avant impôts de 38 millions (51 millions au 31 octobre 2020). Une baisse de 10 % de la valeur du marché boursier au 31 janvier 2021 entraînerait une diminution du résultat avant impôts de 39 millions (53 millions au 31 octobre 2020). BMO peut conclure des arrangements de couverture pour compenser l'incidence des variations des valeurs du marché boursier sur ses résultats, ce qu'il a fait au cours des exercices 2021 et 2020. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance sur le résultat est reflétée au poste sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités de l'état consolidé des résultats, une variation correspondante de la juste valeur des passifs au titre des indemnités de la Banque étant comptabilisée au poste autres passifs du bilan consolidé. L'incidence du risque de marché lié à l'assurance n'est pas reflétée dans le tableau.

4) Comprend le dollar canadien et autres monnaies.

5) Les mesures tiennent compte des hypothèses révisées et utilisées dans le cadre du processus de modélisation révisées avec prise d'effet le 31 janvier 2021. Les chiffres des périodes antérieures ont été mis à jour pour refléter l'approche révisée en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Risque de liquidité et de financement

Le risque de liquidité et de financement est géré au moyen d'un cadre de gestion des risques bien défini. Aucun changement important n'a été apporté à ce cadre durant le trimestre.

BMO a continué à maintenir une solide position de liquidité au premier trimestre. Nous avons enregistré une forte croissance de dépôts de clients et des prêts et le financement de gros a augmenté, reflet d'une émission nette réalisée au cours du trimestre. La croissance des prêts, des dépôts de clients et du financement de gros a subi les contrecoups de la dépréciation du dollar américain. Les paramètres de liquidité de BMO, y compris le ratio de liquidité à court terme (RLCT) et le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLT), sont demeurés largement supérieurs aux cibles internes et aux exigences réglementaires.

Les actifs liquides de BMO sont détenus essentiellement par nos secteurs qui mènent des activités de négociation ainsi que dans des portefeuilles d'actifs liquides qui sont conservés aux fins de la gestion du risque de liquidité éventuel et comme des investissements de liquidités structurelles excédentaires. Les actifs liquides comprennent des actifs non grevés de haute qualité qui sont négociables, qui peuvent être cédés en garantie d'emprunts et qui peuvent être convertis en trésorerie à l'intérieur d'un délai qui répond à nos besoins de liquidité et de financement. Le tableau ci-après résume les actifs liquides de BMO.

Dans le cadre normal de ses activités, BMO peut grever d'une charge certains montants de trésorerie ainsi que des valeurs mobilières afin de soutenir ses activités de négociation et sa participation à des systèmes de compensation et de paiement au Canada, aux États-Unis et à l'étranger. En outre, BMO peut obtenir des actifs liquides en guise de nantissement et peut les redonner en garantie en échange d'une somme en trésorerie ou en guise de sûreté dans le but de soutenir ses activités de négociation. Les actifs nets liquides non grevés, soit des actifs figurant à son bilan, telles la trésorerie et les valeurs mobilières détenues par BMO et les titres pris en pension ou empruntés ainsi que d'autres garanties admissibles hors bilan qui ont été obtenues moins celles accordées, totalisaient 311,6 milliards de dollars au 31 janvier 2021, comparativement à 306,1 milliards au 31 octobre 2020. La hausse des actifs liquides non grevés est essentiellement attribuable à l'augmentation des soldes de trésorerie détenus auprès des banques centrales, atténuée par la diminution des soldes de valeurs mobilières, laquelle découle des activités des clients du secteur Marchés mondiaux et de l'affaiblissement du dollar américain. Les actifs nets liquides non grevés sont essentiellement détenus par la banque mère, par notre entité juridique américaine, BMO Harris Bank, et par nos activités de courtage. Outre ses actifs liquides, BMO a accès aux programmes d'aide de la Banque du Canada, au guichet d'escompte de la Federal Reserve Bank aux États-Unis et à des facilités de trésorerie de soutien de la Banque centrale européenne.

Outre la trésorerie et les valeurs mobilières qu'il détient, BMO peut également donner en nantissement d'autres actifs, dont des prêts hypothécaires et d'autres prêts, afin de mobiliser du financement garanti à long terme. Le total des actifs grevés et des actifs liquides non grevés de BMO est présenté dans le tableau qui porte sur les actifs grevés, à la page 35.

Actifs liquides

	Au 31 janvier 2021					Au 31 octobre 2020
	Actifs appartenant à la Banque	Autres éléments de trésorerie et valeurs mobilières reçus	Total des actifs bruts 1)	Actifs grevés	Actifs nets non grevés 2)	Actifs nets non grevés 2)
(en millions de dollars canadiens)						
Trésorerie et équivalents de trésorerie	73 091	-	73 091	112	72 979	57 297
Dépôts à d'autres banques	8 376	-	8 376	-	8 376	9 035
Valeurs mobilières et titres pris en pension ou empruntés						
États souverains, banques centrales ou banques multilatérales de développement	104 891	108 968	213 859	120 253	93 606	105 295
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires émis par des agences américaines et titres garantis par des créances hypothécaires	52 732	6 901	59 633	20 553	39 080	36 844
Titres de créance d'entreprises et autres	22 619	19 232	41 851	7 620	34 231	33 985
Titres de participation d'entreprises	52 948	55 573	108 521	61 363	47 158	47 465
Total des valeurs mobilières et des titres pris en pension ou empruntés	233 190	190 674	423 864	209 789	214 075	223 589
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti) 3)	20 287	-	20 287	4 111	16 176	16 199
Total des actifs liquides	334 944	190 674	525 618	214 012	311 606	306 120

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs nets liquides non grevés désignent le total des actifs bruts, moins les actifs grevés.

3) Aux termes des IFRS, les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH) qui comprennent les prêts hypothécaires détenus par BMO à titre de sûretés sous-jacentes sont classés dans les prêts. Les titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH non grevés sont liquides et inclus à titre d'actifs liquides conformément au cadre de gestion du risque de liquidité et de financement de BMO. Ce montant est présenté comme un poste distinct appelé Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH.

Actifs grevés

	Actifs grevés 2)			Actifs nets non grevés	
	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
(en millions de dollars canadiens)					
Au 31 janvier 2021					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	81 467	-	112	-	81 355
Valeurs mobilières 5)	444 151	175 475	38 425	13 190	217 061
Prêts	431 569	60 549	793	234 046	136 181
Autres actifs					
Instruments dérivés	34 054	-	-	34 054	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 878	-	-	11 878	-
Bureaux et matériel	4 202	-	-	4 202	-
Écart d'acquisition	6 365	-	-	6 365	-
Immobilisations incorporelles	2 388	-	-	2 388	-
Actifs d'impôt exigible	1 434	-	-	1 434	-
Actifs d'impôt différé	1 339	-	-	1 339	-
Actifs divers	23 465	6 966	-	16 499	-
Total des autres actifs	85 125	6 966	-	78 159	-
Total des actifs	1 042 312	242 990	39 330	325 395	434 597

	Actifs grevés 2)			Actifs nets non grevés	
	Total des actifs bruts 1)	Donnés en garantie	Autres actifs grevés	Autres actifs non grevés 3)	Actifs pouvant être donnés en garantie 4)
(en millions de dollars canadiens)					
Au 31 octobre 2020					
Trésorerie et dépôts à d'autres banques	66 443	-	111	-	66 332
Valeurs mobilières 5)	425 777	149 955	36 034	12 766	227 022
Prêts	425 100	58 168	806	227 830	138 296
Autres actifs					
Instruments dérivés	36 815	-	-	36 815	-
Engagements de clients aux termes d'acceptations	13 493	-	-	13 493	-
Bureaux et matériel	4 183	-	-	4 183	-
Écart d'acquisition	6 535	-	-	6 535	-
Immobilisations incorporelles	2 442	-	-	2 442	-
Actifs d'impôt exigible	1 260	-	-	1 260	-
Actifs d'impôt différé	1 473	-	-	1 473	-
Actifs divers	23 059	6 344	-	16 715	-
Total des autres actifs	89 260	6 344	-	82 916	-
Total des actifs	1 006 580	214 467	36 951	323 512	431 650

1) Les actifs bruts comprennent les actifs appartenant à la Banque ainsi que les éléments de trésorerie et les valeurs mobilières reçus de tiers.

2) Les actifs donnés en garantie renvoient à la partie des actifs de BMO figurant à son bilan ainsi qu'à la trésorerie et aux valeurs mobilières qui sont données en garantie par voie de mises en pension de titres, de prêts de titres, de contrats dérivés, de dépôts minimaux requis auprès de banques centrales ainsi qu'aux termes des exigences associées à la participation à des chambres de compensation et des systèmes de paiement. Les autres actifs grevés comprennent les actifs qui font l'objet de restrictions de nature juridique ou autre, tels que la trésorerie soumise à des restrictions et les actifs liés à des ventes à découvert.

3) Les autres actifs non grevés comprennent certains actifs liquides qui, de l'avis de la direction, ne sont pas rapidement disponibles pour répondre aux besoins de BMO en matière de liquidité. Ces actifs se composaient de trésorerie et de valeurs mobilières d'un montant de 13,2 milliards de dollars au 31 janvier 2021, y compris les titres détenus par la filiale d'assurance de BMO, de même que d'importants placements en titres de capitaux propres et certains investissements détenus par son unité de banque d'affaires. Les autres actifs non grevés comprennent également des prêts hypothécaires et d'autres prêts pouvant être titrisés afin d'obtenir du financement garanti.

4) Les prêts indiqués comme pouvant être donnés en garantie représentent des prêts qui sont actuellement détenus dans des banques centrales et qui pourraient éventuellement servir à obtenir du financement auprès de celles-ci. Les prêts pouvant être donnés en garantie ne tiennent pas compte d'autres sources de liquidité supplémentaires pouvant être utilisées et associées au portefeuille de prêts de la Banque, notamment d'autres titrisations, des émissions d'obligations couvertes et des avances des FHLB.

5) Comprend des valeurs mobilières, des titres pris en pension ou empruntés et des titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH (présentés comme des prêts au coût amorti).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Stratégie de financement

Selon nos principes de financement, le financement de gros garanti et non garanti qui sert à financer les prêts et des actifs moins liquides doit être d'une durée (généralement de deux à dix ans) pouvant étayer la durée à courir réelle de ces actifs. Le financement de gros garanti et non garanti des actifs de négociation liquides est d'une durée nettement plus courte (d'un terme de un an ou moins), reflète la liquidité des actifs ainsi financés et est assujéti à des limites à l'égard de l'ensemble des échéances autorisées durant diverses périodes. Les lots d'actifs liquides supplémentaires sont essentiellement financés au moyen de sources de financement de gros à terme.

BMO a une masse de dépôts de clients, à la fois vaste et stable qui, de concert avec un important capital, constitue une assise solide, favorise le maintien d'une saine position de liquidité et réduit sa dépendance envers le financement de gros. Les dépôts de clients totalisaient 472,0 milliards de dollars au 31 janvier 2021, en hausse par rapport à 468,0 milliards au 31 octobre 2020. La croissance sous-jacente des dépôts des particuliers et ceux des entreprises a été en partie contrée par l'incidence de l'affaiblissement du dollar américain. En outre, BMO reçoit des dépôts non négociables provenant de clients qui sont des sociétés ou des clients institutionnels en guise de soutien de certaines activités de négociation. Au 31 janvier 2021, ces dépôts se chiffraient à 25,6 milliards, en hausse par rapport à 22,8 milliards au 31 octobre 2020.

Au 31 janvier 2021, l'encours du financement de gros, composé en grande partie de titres négociables, totalisait 195,3 milliards de dollars et, de ce montant, une tranche de 54,9 milliards était sous forme de financement garanti et une autre de 140,4 milliards, de financement non garanti. L'encours du financement de gros a augmenté en regard de celui de 191,1 milliards au 31 octobre 2020 en raison principalement des émissions nettes du financement de gros au cours du trimestre. La composition et les échéances du financement de gros à terme sont présentées dans le tableau ci-après. D'autres renseignements à ce sujet figurent à la page 40. BMO maintient un vaste portefeuille d'actifs liquides non grevés qui totalisaient 311,6 milliards au 31 janvier 2021 et qui, tel qu'il est décrit à la page 34, pourraient être monétisés afin de combler des besoins de financement éventuels.

Le règlement final sur le régime de recapitalisation interne des banques au Canada (le régime de recapitalisation interne) publié par le gouvernement du Canada est entré en vigueur le 23 septembre 2018. Les créances admissibles aux fins de recapitalisation interne comprennent la dette de premier rang non garantie émise directement par la Banque le 23 septembre 2018 ou après cette date, dont l'échéance initiale est supérieure à 400 jours et qui est négociable, sous réserve de certaines exceptions. BMO est tenu de respecter les exigences minimales relatives au ratio TLAC d'ici le 1^{er} novembre 2021. Nous continuons d'être en bonne position pour respecter les exigences relatives à la TLAC lorsqu'elles entreront en vigueur. Pour de plus amples renseignements, il y a lieu de se reporter à la section Ratios de fonds propres réglementaires et de la capacité totale d'absorption des pertes, à la page 64 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

La diversification de nos sources de financement de gros constitue un volet important de notre stratégie globale de gestion de la liquidité. Les activités de financement de gros sont bien diversifiées, soit par territoire, monnaie, type d'investisseurs, instrument et profil d'échéances. BMO s'assure d'avoir constamment accès à du financement de gros à long terme au moyen de divers programmes d'emprunt, notamment un programme d'émission de billets européens, des programmes de billets à moyen terme canadiens, australiens et américains, la titrisation de créances hypothécaires canadiennes et américaines, la titrisation de créances de cartes de crédit canadiennes, de prêts automobiles canadiens, et de marges de crédit sur valeur domiciliaire canadiennes, des prêts au financement de matériel de transport aux États-Unis, des obligations couvertes et des dépôts de premier rang non garantis canadiens et américains.

Grâce à son plan de financement de gros, BMO vise à maintenir une capacité de financement qui lui permet de mettre de l'avant ses stratégies commerciales. Ce plan tient compte des échéances projetées et de la croissance des actifs et des passifs de ses secteurs d'activité dans le cadre de processus de prévision et de planification, et évalue les besoins en financement à la lumière des sources disponibles. Le plan de financement est examiné une fois l'an par le Comité de gestion du capital et du bilan et le Comité de gestion des risques, et approuvé par le Comité d'évaluation des risques, et est régulièrement mis à jour afin que les résultats réels y soient reflétés et les plus récentes informations prévisionnelles, intégrées.

Au 31 janvier 2021

Au 31 octobre
2020

(en millions de dollars canadiens)	Total partiel –								Total
	Moins de 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Moins de 1 an	De 1 an à 2 ans	Plus de 2 ans	Total	
Dépôts d'autres banques	4 222	619	73	29	4 943	–	–	4 943	6 760
Certificats de dépôt et papier commercial	14 252	14 767	14 947	15 377	59 343	2 911	–	62 254	59 298
Billets de dépôt au porteur	1 462	1 392	113	–	2 967	–	–	2 967	2 502
Papier commercial adossé à des actifs	815	1 661	2 327	37	4 840	–	–	4 840	3 167
Billets à moyen terme non garantis de premier rang	–	6 173	120	11 069	17 362	12 891	28 005	58 258	56 480
Billets structurés non garantis de premier rang 2)	192	182	25	–	399	2	4 345	4 746	3 221
Obligations couvertes et titrisations									
Titrisations de créances hypothécaires et de marges de crédit sur valeur domiciliaire	–	243	2 046	797	3 086	4 025	13 370	20 481	20 394
Obligations couvertes	–	2 330	1 920	2 240	6 490	4 570	13 419	24 479	24 632
Autres titrisations adossées à des actifs 3)	–	–	14	1 444	1 458	1 851	1 764	5 073	6 255
Dette subordonnée	–	–	–	–	–	–	7 276	7 276	8 416
Total	20 943	27 367	21 585	30 993	100 888	26 250	68 179	195 317	191 125
Composé de ce qui suit :									
Financement garanti	815	4 234	6 307	4 518	15 874	10 446	28 553	54 873	54 448
Financement non garanti	20 128	23 133	15 278	26 475	85 014	15 804	39 626	140 444	136 677
Total 4)	20 943	27 367	21 585	30 993	100 888	26 250	68 179	195 317	191 125

1) Le financement de gros non garanti englobe essentiellement celui obtenu par l'émission de titres négociables. Le financement de gros ne tient pas compte des dépôts et des obligations couvertes émises pour accéder aux programmes de la banque centrale, des opérations de mise en pension de titres ni des acceptations bancaires, lesquelles sont présentées dans le tableau des échéances contractuelles figurant à la page 40, et exclut également le papier commercial adossé à des actifs qu'émettent certains fonds multicédants et qui n'est pas consolidé aux fins de la présentation de l'information financière.

2) Émis essentiellement à des investisseurs institutionnels.

3) Comprennent les titrisations de créances de cartes de crédit, de prêts automobiles et de prêts au financement de matériel de transport.

4) Le total du financement de gros était constitué de 51,9 milliards de dollars de fonds libellés en dollars canadiens et de 143,4 milliards de fonds libellés en dollars américains et en d'autres monnaies au 31 janvier 2021.

Cotes de crédit

Les cotes de crédit que des agences de notation externes attribuent aux titres d'emprunt à court terme et à long terme de premier rang de BMO jouent un rôle important dans la capacité à se procurer du capital et à obtenir le financement que requiert le soutien de nos activités commerciales. Le fait de maintenir d'excellentes cotes de crédit nous permet d'avoir accès aux marchés du financement de gros à des taux attrayants. Si nos cotes se détérioraient, il est probable que le coût de ses fonds augmenterait et qu'il lui serait plus difficile d'obtenir du financement et du capital sur les marchés du financement de gros. Un abaissement majeur de ses cotes pourrait également avoir d'autres conséquences, dont celles décrites à la note 8 débutant à la page 168 du Rapport annuel de BMO pour 2020.

Les cotes de crédit octroyées aux titres d'emprunt de premier rang de BMO par des agences de notation sont celles d'émissions de premier ordre et de grande qualité. Moody's, Standard & Poor's (S&P) et DBRS ont attribué une perspective stable à BMO, tandis que Fitch a attribué une perspective négative.

Au 31 janvier 2021

Agence de notation	Dette à court terme	Dette de premier rang 1)	Dépôts à long terme/ ancienne dette de premier rang 2)	Dette subordonnée – (FPUNV)	Perspective
Moody's	P-1	A2	Aa2	Baa1 (hybr.)	Stable
S&P	A-1	A-	A+	BBB+	Stable
Fitch	F1+	AA-	AA	A	Négative
DBRS	R-1 (élevée)	AA (faible)	AA	A (faible)	Stable

1) Sous réserve de la conversion aux termes du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

2) Les dépôts à long terme/l'ancienne dette de premier rang comprennent la dette de premier rang émise avant le 23 septembre 2018 et la dette de premier rang émise depuis le 23 septembre 2018 inclusivement, laquelle est exclue du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne).

BMO est tenu de fournir des garanties à certaines contreparties si ses cotes de crédit sont abaissées. Les garanties supplémentaires requises sont fondées sur les risques associés à la valeur de marché, la valeur des garanties et les ententes prévoyant un seuil de garantie, le cas échéant.

Au 31 janvier 2021, si nos cotes étaient abaissées de un cran, de deux crans et de trois crans, nous devrions fournir à des contreparties des garanties supplémentaires totalisant 113 millions de dollars, 306 millions et 768 millions, respectivement.

Ratio de liquidité à court terme

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021, le ratio de liquidité à court terme (RLCT) moyen quotidien a été de 130 %, demeurant inchangé par rapport à celui du trimestre précédent. Ce ratio est calculé quotidiennement et correspond au ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties nettes de trésorerie en période de tension dans les 30 jours civils suivants. Le RLCT moyen a reculé par rapport à celui de 131 % affiché au dernier trimestre. L'incidence de la hausse des actifs liquides de haute qualité a été neutralisée par une augmentation des sorties nettes de trésorerie. Bien que les banques soient tenues de maintenir un RLCT de plus de 100 % dans des circonstances normales, on s'attend à ce qu'elles puissent utiliser leurs actifs liquides de haute qualité en période de tension, ce qui peut ramener leur RLCT à moins de 100 % au cours de la période visée. Les actifs liquides de haute qualité de BMO sont essentiellement composés de sa trésorerie, de titres de créance jouissant d'une bonne cote de crédit et émis ou garantis par des administrations publiques, d'obligations couvertes ayant une excellente cote de crédit ainsi que de titres de créance et d'actions inscrits à un important indice boursier et émis par des entreprises qui n'œuvrent pas dans le secteur financier. Les flux de trésorerie nets tiennent compte des sorties de trésorerie associées aux dépôts, au financement de gros garanti ou non garanti, aux engagements et aux sûretés qui pourraient être exigées, ce qui est compensé par les entrées de trésorerie autorisées provenant des prêts, des activités de prêt de titres ainsi que d'autres titres de créance qui ne sont pas considérés comme des actifs liquides de haute qualité et qui échoient sur une période de 30 jours. Les pondérations prescrites par le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) sont appliquées aux flux de trésorerie et aux actifs liquides de haute qualité aux fins du calcul des valeurs pondérées et du RLCT. Le RLCT ne tient pas compte des liquidités excédentaires au-delà de 100 % dans BMO Financial Corp. en raison des restrictions quant au transfert de liquidités entre BMO Financial Corp. et la banque mère. Ce ratio n'est que l'une des mesures de la position de liquidité d'une banque et ne rend pas compte de tous ses actifs liquides ni des modes de financement de rechange auxquels elle pourrait recourir au cours d'une période de tension. Tous les actifs liquides de BMO sont indiqués dans le tableau intitulé Actifs liquides à la page 35.

D'autres renseignements sur la gestion du risque de liquidité et de financement sont donnés à la page 97 du Rapport annuel de BMO pour 2020. Il y a également lieu de se reporter aux sections Incidence de la COVID-19 et Gestion des risques.

	Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021	
	Total de la valeur non pondérée (moyenne) 1) 2)	Total de la valeur pondérée (moyenne) 2) 3)
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)		
Actifs liquides de haute qualité		
Total des actifs liquides de haute qualité	*	200,5
Sorties de trésorerie		
Dépôts de détail et dépôts de petites entreprises, dont :	222,7	15,4
Dépôts stables	109,2	3,3
Dépôts moins stables	113,5	12,1
Financement de gros non garanti, dont :	236,3	115,6
Dépôts opérationnels (toutes les contreparties) et dépôts dans les réseaux de banques coopératives	110,7	27,7
Dépôts non opérationnels (toutes les contreparties)	100,5	62,8
Dettes non garanties	25,1	25,1
Financement de gros garanti	*	26,5
Exigences supplémentaires, dont :	169,9	32,6
Sorties associées aux expositions sur dérivés et autres sûretés exigées	13,3	4,4
Sorties associées à une perte de financement sur produits de dette	2,0	2,0
Facilités de crédit et de liquidité	154,6	26,2
Autres obligations de financement contractuelles	1,2	-
Autres obligations de financement conditionnelles	420,6	8,0
Total des sorties de trésorerie	*	198,1
Entrées de trésorerie		
Prêts garantis (p. ex., prises en pension)	149,8	31,8
Entrées liées aux expositions parfaitement productives	8,8	4,7
Autres entrées de trésorerie	7,4	7,4
Total des entrées de trésorerie	166,0	43,9
		Total de la valeur ajustée 4)
Total des actifs liquides de haute qualité		200,5
Total des sorties nettes de trésorerie		154,2
Ratio de liquidité à court terme (%) 2)		130
Trimestre clos le 31 octobre 2020		
Total des actifs liquides de haute qualité		197,5
Total des sorties nettes de trésorerie		150,7
Ratio de liquidité à court terme (%)		131

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RLCT.

- 1) Les valeurs non pondérées sont calculées à la valeur de marché (dans le cas des actifs liquides de haute qualité) ou selon les soldes en cours échéant ou exigibles dans les 30 jours suivants (dans le cas des entrées et sorties de trésorerie).
- 2) Les valeurs sont calculées en fonction de la moyenne simple du RLCT quotidien sur 61 jours ouvrables au premier trimestre de 2021.
- 3) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF eu égard aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.
- 4) Les valeurs ajustées sont calculées en fonction du total des valeurs pondérées après l'application des plafonds définis par la ligne directrice *Normes de liquidité*.

Ratio structurel de liquidité à long terme

Le ratio structurel de liquidité à long terme (RSLLT) est une mesure réglementaire de la liquidité qui évalue la stabilité du profil de financement d'une banque par rapport à la liquidité de ses actifs. Le RSLLT s'entend du montant du financement stable disponible (FSD) par rapport à celui du financement stable requis (FSR). Le montant du financement stable disponible désigne la part des fonds propres et des passifs censée être fiable à l'horizon temporel, à savoir jusqu'à un an (ce qui comprend les dépôts de clients et le financement de gros à long terme). Par conséquent, contrairement au RLCT qui est de nature à court terme, le RSLLT calcule la résilience à moyen et à long terme d'une banque. Les exigences relatives au financement stable pour chacune des institutions sont fondées sur la liquidité et les caractéristiques inhérentes à la durée de ses actifs inscrits au bilan et des autres éléments hors bilan. Les pondérations prescrites par le BSIF s'appliquent aux soldes nominaux des actifs et passifs, afin de calculer le FSD, le FSR et le RSLLT. Les banques d'importance systémique (BISI) au Canada, y compris BMO, sont tenues de maintenir un RSLLT minimal de 100 % avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2020 et de rendre public leur RSLLT avec prise d'effet pour le trimestre clos le 31 janvier 2021. Le RSLLT de BMO de 118 % excédait le seuil réglementaire minimal au 31 janvier 2021.

Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021					
(en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Valeur non pondérée par échéance résiduelle				Valeur pondérée 2)
	Sans échéance 1)	Moins de 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 1 an	
Élément de financement stable disponible (FSD)					
Fonds propres :	-	-	-	63,0	63,0
Fonds propres réglementaires	-	-	-	62,6	62,6
Autres instruments de fonds propres	-	-	-	0,4	0,4
Dépôts des particuliers et dépôts des petites entreprises :	197,0	34,8	17,3	28,3	258,1
Dépôts stables	98,0	15,4	8,5	6,8	122,6
Dépôts moins stables	99,0	19,4	8,8	21,5	135,5
Financement de gros :	214,7	187,9	36,8	76,0	192,1
Dépôts opérationnels	111,9	-	-	-	56,0
Autres financements de gros	102,8	187,9	36,8	76,0	136,1
Passifs et leurs actifs interdépendants correspondants	-	1,5	0,8	14,8	-
Autres passifs :	0,4	*	*	51,6	4,6
Passifs d'instruments dérivés du RSLLT	*	*	*	7,5	*
Tous les autres passifs ou fonds propres non couverts par les catégories ci-dessus	0,4	39,3	0,2	4,6	4,6
FSD total	*	*	*	*	517,8
Élément de financement stable requis (FSR)					
Total des actifs liquides de haute qualité du RSLLT	*	*	*	*	20,5
Dépôts détenus auprès d'autres institutions financières à des fins opérationnelles	-	-	-	-	-
Prêts et titres productifs :	144,8	139,8	43,7	238,6	361,4
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité de niveau 1	-	51,9	2,1	0,3	4,0
Prêts productifs à des institutions financières garantis par des actifs liquides de haute qualité autres que de niveau 1 et prêts productifs à des institutions non garantis	25,2	57,0	7,4	11,2	46,4
Prêts productifs à des entreprises non financières, prêts aux particuliers et aux petites entreprises, et prêts à des entités souveraines, des banques centrales et des organismes publics, dont :	82,5	22,7	26,3	114,6	188,7
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	-	-	-	-	-
Crédits hypothécaires au logement productifs, dont :	12,7	7,3	7,6	100,6	90,6
Prêts présentant un risque pondéré inférieur ou égal à 35 % dans l'approche standard de Bâle II pour le risque de crédit	12,7	6,9	7,3	95,6	85,8
Titres qui ne sont pas en défaut et qui ne remplissent pas les critères définissant les HQLA, y compris les actions négociées sur les marchés organisés	24,4	0,9	0,3	11,9	31,7
Actifs et leurs passifs interdépendants correspondants	-	1,5	0,8	14,8	-
Autres actifs :	18,0	*	*	31,8	40,5
Produits de base physiques, y compris l'or	4,4	*	*	*	3,8
Actifs versés en tant que marge initiale dans le cadre de contrats dérivés et contributions à des fonds de garantie de contrepartie centrale	*	*	*	7,8	6,6
Actifs d'instruments dérivés du RSLLT	*	*	*	8,4	0,9
Passifs d'instruments dérivés du RSLLT avant déduction de la marge de variation versée	*	*	*	0,7	0,7
Tous les autres actifs non couverts par les catégories ci-dessus	13,6	2,9	0,1	11,9	28,5
Éléments hors bilan	*	-	446,8	-	15,4
FSR total	*	*	*	*	437,8
Ratio structurel de liquidité à long terme (%)	*	*	*	*	118

* Valeur non exigée par la norme régissant les informations à fournir sur le RSLLT.

- 1) Les éléments devant être classés dans la catégorie « Sans échéance » ne sont assortis d'aucune échéance stipulée. Ces éléments peuvent inclure notamment des dépôts sans échéance, des positions vendeurs, des positions à échéance ouverte, des titres autres que des actifs liquides de haute qualité, des produits de base physiques et des prêts à vue.
- 2) Les valeurs pondérées sont calculées après l'application des pondérations prescrites par la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF eu égard au FSR et au RSLLT.

Échéances contractuelles des actifs et des passifs et engagements hors bilan

Les tableaux ci-après présentent les échéances contractuelles résiduelles des actifs et des passifs inscrits au bilan et des engagements non inscrits au bilan. L'échéance contractuelle des actifs et des passifs financiers entre en jeu dans la gestion du risque de liquidité et de financement, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'échéance attendue des actifs et des passifs servant à cette gestion. Afin de gérer le risque de liquidité et de financement, BMO établit des prévisions des entrées et des sorties de trésorerie liées aux actifs et aux passifs compte tenu de conditions normales du marché et de divers scénarios de crise. Les scénarios de crise font intervenir des hypothèses relatives aux remboursements de prêts, aux retraits de dépôts et aux baisses des engagements de crédit et des facilités de trésorerie par type de contrepartie et de produit. Les scénarios de crise tiennent également compte de l'horizon temporel sur lequel les actifs liquides peuvent être monétisés, et pour quel montant, de même que les exigences en matière de sûretés éventuelles pouvant être imposées par suite de la volatilité du marché et des baisses des cotes de crédit, entre autres hypothèses.

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2021									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	72 107	-	-	-	-	-	-	-	984	73 091
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 584	1 637	1 411	986	758	-	-	-	-	8 376
Valeurs mobilières	3 945	5 341	6 810	3 067	5 113	14 095	53 162	90 955	50 702	233 190
Titres pris en pension ou empruntés	87 520	25 108	5 658	1 589	736	962	-	-	-	121 573
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	1 681	2 135	5 123	4 501	3 218	19 479	84 942	7 091	-	128 170
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	1 080	633	991	871	940	4 660	28 177	11 438	21 990	70 780
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 342	7 342
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	25 721	9 138	9 498	9 784	7 940	32 868	77 247	15,909	60 647	248 752
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 188)	(3 188)
Total des prêts, déduction faite de la provision	28 482	11 906	15 612	15 156	12 098	57 007	190 366	34 438	86 791	451 856
Autres actifs										
Instruments dérivés	1 704	2 792	1 838	1 345	3 185	3 845	10 145	9 200	-	34 054
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 284	2 467	127	-	-	-	-	-	-	11 878
Divers	1 939	367	277	22	12	14	3	4 455	32 104	39 193
Total des autres actifs	12 927	5 626	2 242	1 367	3 197	3 859	10 148	13 655	32 104	85 125
Total des actifs	208 565	49 618	31 733	22 165	21 902	75 923	253 676	139 048	170 581	973 211

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2021									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1) 2)										
Banques	9 101	17 283	782	548	360	6	-	27	6 539	34 646
Entreprises et administrations publiques	26 317	32 510	24 150	19 629	14 112	24 253	40 989	13 258	225 043	420 261
Particuliers	3 630	9 822	10 702	9 973	9 626	7 852	11 973	2 475	151 540	217 593
Total des dépôts	39 048	59 615	35 634	30 150	24 098	32 111	52 962	15 760	383 122	672 500
Autres passifs										
Instruments dérivés	2 233	2 729	1 997	1 269	2 168	3 622	8 021	7 391	-	29 430
Acceptations	9 284	2 467	127	-	-	-	-	-	-	11 878
Titres vendus à découvert 3)	34 164	-	-	-	-	-	-	-	-	34 164
Titres mis en pension ou prêtés 3)	71 184	19 173	6 140	2 795	149	451	-	-	-	99 892
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	30	353	2 933	588	2 261	5 601	10 535	3 309	-	25 610
Divers	9 309	276	113	120	646	712	1 220	3 455	20 462	36 313
Total des autres passifs	126 204	24 998	11 310	4 772	5 224	10 386	19 776	14 155	20 462	237 287
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	25	7 251	-	7 276
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	56 148	56 148
Total des passifs et des capitaux propres	165 252	84 613	46 944	34 922	29 322	42 497	72 763	37 166	459 732	973 211

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

2) Des dépôts de 24 810 millions de dollars au 31 janvier 2021 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée. BMO ne prévoit pas qu'un montant important fera l'objet d'un remboursement avant l'échéance.

3) Montants présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée

(en millions de dollars canadiens)

	31 janvier 2021									
	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 547	6 536	12 362	9 071	12 066	35 162	94 456	3 138	-	174 338
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	5 375	-	-	-	5 375
Contrats de location	-	-	-	-	4	30	122	610	-	766
Prêt de titres	4 267	-	-	-	-	-	-	-	-	4 267
Obligations d'achat	15	30	46	57	44	172	175	54	-	593

1) Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles, des cartes de crédit ni des autres instruments de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2020

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Instruments financiers inscrits au bilan										
Actifs										
Trésorerie et équivalents de trésorerie	56 434	-	-	-	-	-	-	-	974	57 408
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	3 901	1 673	1 266	1 204	991	-	-	-	-	9 035
Valeurs mobilières	4 838	5 804	7 817	6 263	4 678	15 730	54 846	85 949	48 335	234 260
Titres pris en pension ou empruntés	79 354	17 030	12 111	2 172	708	503	-	-	-	111 878
Prêts										
Prêts hypothécaires à l'habitation	2 077	2 110	4 627	5 795	4 928	19 551	80 480	7 456	-	127 024
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	677	690	1 229	1 223	1 217	5 229	25 243	12 135	22 505	70 148
Prêts sur cartes de crédit	-	-	-	-	-	-	-	-	7 889	7 889
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	23 806	6 056	7 847	7 259	6 852	27 816	77 936	35 824	52 266	245 662
Provision pour pertes sur créances	-	-	-	-	-	-	-	-	(3 303)	(3 303)
Total des prêts, déduction faite de la provision	26 560	8 856	13 703	14 277	12 997	52 596	183 659	55 415	79 357	447 420
Autres actifs										
Instruments dérivés	3 400	5 472	2 111	1 140	915	4 369	9 393	10 015	-	36 815
Engagements de clients aux termes d'acceptations	9 609	3 633	251	-	-	-	-	-	-	13 493
Divers	1 873	580	188	20	13	16	4	4 530	31 728	38 952
Total des autres actifs	14 882	9 685	2 550	1 160	928	4 385	9 397	14 545	31 728	89 260
Total des actifs	185 969	43 048	37 447	25 076	20 302	73 214	247 902	155 909	160 394	949 261

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2020

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Passifs et capitaux propres										
Dépôts 1) 2)										
Banques	13 499	3 982	13 106	455	463	7	-	28	7 285	38 825
Entreprises et administrations publiques	24 056	21 813	33 713	13 862	17 567	20 070	45 287	11 129	213 182	400 679
Particuliers	4 295	11 509	13 019	11 086	10 192	7 778	12 709	2 007	146 935	219 530
Total des dépôts	41 850	37 304	59 838	25 403	28 222	27 855	57 996	13 164	367 402	659 034
Autres passifs										
Instruments dérivés	1 374	4 499	1 684	1 171	1 088	3 911	8 588	8 060	-	30 375
Acceptations	9 609	3 633	251	-	-	-	-	-	-	13 493
Titres vendus à découvert 3)	29 376	-	-	-	-	-	-	-	-	29 376
Titres mis en pension ou prêtés 3)	69 142	10 747	7 439	878	-	452	-	-	-	88 658
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	30	1 656	334	2 810	1 169	4 946	12 577	3 367	-	26 889
Divers	10 301	804	102	109	181	798	1 326	3 706	19 100	36 427
Total des autres passifs	119 832	21 339	9 810	4 968	2 438	10 107	22 491	15 133	19 100	225 218
Dette subordonnée	-	-	-	-	-	-	-	8 416	-	8 416
Total des capitaux propres	-	-	-	-	-	-	-	-	56 593	56 593
Total des passifs et des capitaux propres	161 682	58 643	69 648	30 371	30 660	37 962	80 487	36 713	443 095	949 261

1) Les dépôts à vue et à préavis sont inclus dans la colonne Sans échéance.

2) Des dépôts de 27 353 millions de dollars au 31 octobre 2020 ont une date d'échéance fixe, mais ils peuvent toutefois faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Ils sont classés comme étant exigibles à une date fixe en raison de leur date d'échéance contractuelle déclarée. BMO ne prévoit pas qu'un montant important fera l'objet d'un remboursement avant l'échéance.

3) Montants présentés selon leur date d'échéance la plus rapprochée

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période en cours.

(en millions de dollars canadiens)

31 octobre 2020

	De 0 à 1 mois	De 1 à 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 9 mois	De 9 à 12 mois	De 1 an à 2 ans	De 2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans échéance	Total
Engagements hors bilan										
Crédits fermes 1)	1 789	5 617	11 163	12 287	14 289	31 607	95 881	6 595	-	179 228
Concours de trésorerie	-	-	-	-	-	-	5 601	-	-	5 601
Contrats de location	-	-	3	3	3	38	158	786	-	991
Prêt de titres	4 349	-	-	-	-	-	-	-	-	4 349
Obligations d'achat	14	27	38	38	56	162	179	62	-	576

1) Les crédits fermes ne tiennent pas compte des marges de crédit personnelles, des cartes de crédit ni des autres instruments de crédit que BMO peut annuler sans condition à son entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période en cours.

Expositions en Europe

Les expositions de BMO en Europe sont présentées et analysées aux pages 90 et 91 de son Rapport annuel pour 2020. Nos expositions dans les pays européens au 31 janvier 2021 sont présentées dans les tableaux ci-après. Les tableaux ci-dessous indiquent les montants nets des expositions associées aux tranches financées des prêts, aux titres (dont des swaps sur défaillance), aux opérations de type mise en pension et aux dérivés.

Expositions en Europe par pays et par contrepartie ¹⁾

(en millions de dollars canadiens)		Tranche financée		Titres 3) 4)			Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total
Au 31 janvier 2021		des prêts 2)									Montant net
Pays	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total		
Pays GIIPE											
Grèce	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	485	-	-	7	7	-	113	-	113	605	
Italie	17	-	-	-	-	-	-	-	-	17	
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Espagne	94	51	1	15	67	-	-	-	-	161	
Total – pays GIIPE	596	51	1	22	74	-	113	-	113	783	
Zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)											
France	235	11	-	466	477	43	30	2	75	787	
Allemagne	472	487	45	623	1 155	99	4	1	104	1 731	
Pays-Bas	328	527	-	-	527	11	259	-	270	1 125	
Autres 8)	361	-	2	197	199	2	13	3	18	578	
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 396	1 025	47	1 286	2 358	155	306	6	467	4 221	
Reste de l'Europe											
Danemark	13	166	-	142	308	9	-	-	9	330	
Norvège	613	301	-	-	301	1	8	58	67	981	
Suède	16	263	-	292	555	2	-	-	2	573	
Suisse	271	-	-	-	-	30	15	-	45	316	
Royaume-Uni	2 105	65	169	6 739	6 973	488	412	81	981	10 059	
Autres 8)	50	-	-	-	-	-	-	4	4	54	
Total – reste de l'Europe	3 068	795	169	7 173	8 137	530	435	143	1 108	12 313	
Total – Europe 9)	5 060	1 871	217	8 481	10 569	685	854	149	1 688	17 317	

Tranche financée		Titres 3)		Opérations de type mise en pension et dérivés 5) 6)				Total
Au 31 octobre 2020		des prêts 2)						Montant net
Pays	Total	Banques	Sociétés	États souverains	Total	Banques	Sociétés	États souverains
Total – pays GIIPE	611	53	1	-	54	8	225	3
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIIPE)	1 329	944	77	1 038	2 059	111	306	10
Total – reste de l'Europe	3 185	622	710	7 212	8 544	779	593	58
Total – Europe 9)	5 125	1 619	788	8 250	10 657	898	1 124	71

Se reporter aux notes du tableau ci-après.

Expositions aux prêts en Europe par pays et par contrepartie ¹⁾

(en millions de dollars canadiens) Pays	Prêts ²⁾						
	Tranche financée au 31 janvier 2021			Au 31 janvier 2021		Au 31 octobre 2020	
	Banques	Sociétés	États souverains	Engagements	Tranche financée	Engagements	Tranche financée
Pays GIPE							
Grèce	-	-	-	-	-	-	-
Irlande 7)	-	485	-	642	485	531	474
Italie	17	-	-	17	17	15	15
Portugal	-	-	-	-	-	-	-
Espagne	94	-	-	174	94	206	122
Total – pays GIPE	111	485	-	833	596	752	611
Zone euro (exclusion faite des pays GIPE)							
France	186	49	-	382	235	386	240
Allemagne	180	292	-	675	472	607	391
Pays-Bas	46	282	-	374	328	397	374
Autres 8)	102	259	-	437	361	403	324
Total – zone euro (exclusion faite des pays GIPE)	514	882	-	1 868	1 396	1 793	1 329
Reste de l'Europe							
Danemark	-	13	-	13	13	-	-
Norvège	36	577	-	1 100	613	1 158	638
Suède	8	8	-	113	16	117	16
Suisse	44	227	-	348	271	602	505
Royaume-Uni	5	2 100	-	3 439	2 105	4 809	1 959
Autres 8)	-	50	-	83	50	100	67
Total – reste de l'Europe	93	2 975	-	5 096	3 068	6 786	3 185
Total – Europe 9)	718	4 342	-	7 797	5 060	9 331	5 125

1) Ce qui suit indique les expositions indirectes de BMO en Europe au 31 janvier 2021 : une sûreté de 1,2 milliard d'euros servant à soutenir les activités de négociation sous forme de valeurs mobilières (100 millions d'euros dans les pays GIPE) et une sûreté en trésorerie payée de 281 millions d'euros; des garanties de 13,5 milliards de dollars (216 millions de dollars dans les pays GIPE).

2) La tranche financée comprend les prêts.

3) Les titres comprennent les produits de trésorerie, les placements d'assurance et les titres de crédit négociables.

4) L'exposition notionnelle nette aux swaps sur défaillance de BMO (incorporés dans les montants présentés dans la section du tableau portant sur l'exposition aux titres) en Europe était de 153 millions de dollars, et aucune exposition nette à de tels swaps d'un titulaire unique⁵⁾ dans les pays GIPE n'était en vigueur au 31 janvier 2021 (*inclut une position nette de 114 millions (position qu'elle a acquise) dans un indice de swaps sur défaillance qui est constitué à 13 % d'entités domiciliées dans les pays GIPE).

5) Les opérations de type mise en pension sont effectuées essentiellement avec des contreparties qui sont des banques à l'égard desquelles BMO détient des garanties (46 milliards de dollars en Europe au 31 janvier 2021).

6) Les dérivés sont évalués à la valeur de marché, ce qui comprend la compensation des transactions lorsque des conventions-cadres de compensation ont été conclues avec des contreparties et les compensations liées aux garanties dans le cas des contreparties à l'égard desquelles une annexe au soutien de crédit est en vigueur.

7) Exclut les réserves de 203 millions de dollars au 31 janvier 2021 que notre filiale irlandaise doit maintenir auprès de la banque centrale d'Irlande.

8) L'exposition dans les autres pays de la zone euro est répartie entre 6 pays dans lesquels l'exposition nette est de moins de 300 millions de dollars. L'exposition dans les autres pays d'Europe est répartie entre 3 pays.

9) Du total de notre exposition directe nette en Europe, une proportion d'environ 95 % avait trait à des contreparties situées dans des pays auxquels au moins l'une des deux agences de notation Moody's ou S&P avait attribué une cote de Aa2 ou AA.

Mise en garde

La présente section qui traite de la gestion des risques contient des déclarations prospectives. Il y a lieu de se reporter à la mise en garde concernant les déclarations prospectives.

Groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements

Le 29 octobre 2012, le groupe de travail sur la divulgation accrue des renseignements (l'« Enhanced Disclosure Task Force », ou EDTF) du Conseil de la stabilité financière a publié son premier rapport, qui porte sur la divulgation accrue des renseignements que les banques doivent fournir sur les risques (en anglais). Nous appuyons les recommandations publiées par l'EDTF en ce qui a trait à la présentation d'informations sur les risques transparentes et de qualité.

Voici une liste détaillée des informations à fournir conformément aux recommandations de l'EDTF, comme il est présenté dans le Rapport annuel pour 2020 et le Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2021, les données financières complémentaires ou les informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires. L'information contenue dans les données financières complémentaires ou les données complémentaires sur les fonds propres réglementaires n'est pas intégrée par renvoi dans notre Rapport aux actionnaires du premier trimestre de 2021 et ne doit pas être considérée comme telle.

Sujet	Informations à fournir conformément à l'EDTF	T1 2021			Rapport annuel (Page)
		Rapport aux actionnaires (Page)	Données financières complémentaires (Page)	Données complémentaires sur les fonds propres réglementaires (Page)	
Généralités					
1	Présenter tous les renseignements sur les risques dans chacun des rapports ainsi qu'une table des matières pour faciliter la consultation.	3	Table des matières	Table des matières	73-113
2	Établir la terminologie du risque et les mesures du risque de la Banque et énumérer les principaux paramètres utilisés.	32	-	-	84-113, 212-213
3	Analyser les principaux risques et les risques émergents de la Banque.	5, 32	-	-	73-75
4	Établir des plans visant le respect des nouveaux principaux ratios réglementaires une fois que les règles applicables auront été finalisées.	17	-	-	64, 67-68, 103
Gouvernance des risques et stratégies de gestion des risques/modèle opérationnel					
5	Résumer l'organisation, les processus et les fonctions clés de la gestion des risques de la Banque.	-	-	-	78-83
6	Décrire la culture de gestion des risques de la Banque et les procédures appliquées pour soutenir cette culture.	-	-	-	79
7	Décrire les principaux risques découlant du modèle opérationnel et des activités de la Banque.	-	-	-	80, 82
8	Décrire l'utilisation de simulations de crise à l'intérieur du cadre de gouvernance des risques et du cadre de gestion du capital de la Banque.	-	-	-	83
Adéquation des fonds propres et actifs pondérés en fonction des risques					
9	Présenter les exigences de fonds propres minimales aux termes du premier pilier.	-	-	3-4, 10	63-66
10	Résumer l'information contenue dans le modèle de déclaration de la composition des fonds propres et rapprochement du bilan comptable avec le bilan réglementaire. <ul style="list-style-type: none">On trouvera un modèle de déclaration des principales caractéristiques sur le site Web de BMO à l'adresse www.bmo.com sous Relations avec les investisseurs et Documents déposés auprès des organismes de réglementation.	17	-	3-5	67

Sujet	Informations à fournir conformément à l'EDTF	T1 2021			Rapport annuel (Page)
		Rapport aux actionnaires (Page)	Données financières complémentaires (Page)	Données complémentaires sur les fonds propres réglementaires (Page)	
11	Présenter un tableau des flux des mouvements des fonds propres réglementaires, y compris les variations des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires et des fonds propres de catégorie 2.	-	-	6	-
12	Traiter de la planification du capital dans le cadre d'un examen plus général de la planification stratégique de la direction.	-	-	-	63
13	Fournir des informations plus détaillées en vue d'expliquer le lien entre les actifs pondérés en fonction des risques et les activités commerciales.	-	-	11	68
14	Présenter un tableau illustrant les exigences de fonds propres pour chacune des méthodes utilisées pour calculer les actifs pondérés en fonction des risques. <ul style="list-style-type: none"> Des informations sur les modèles importants utilisés pour établir les actifs pondérés en fonction des risques sont fournies dans notre Rapport annuel. 	-	-	11, 17, 18, 21-30 et 37-43	68, 85-87
15	Illustrer sous forme de tableau le risque de crédit dans le portefeuille bancaire pour les catégories d'actifs définies dans l'accord de Bâle et portefeuilles importants. <ul style="list-style-type: none"> Des informations sur le risque de crédit afférent aux particuliers et aux services de gros dans le portefeuille bancaire sont fournies. 	-	-	17-30, 37-43	-
16	Présenter un tableau des flux servant à rapprocher les mouvements des actifs pondérés en fonction des risques par risque de crédit et risque de marché. <ul style="list-style-type: none"> Comprend des tableaux des mouvements des actifs pondérés en fonction des risques par risque de crédit et risque de marché selon les facteurs principaux. 	-	-	31, 57	-
17	Décrire le processus de validation et de contrôle ex post de la Banque. <ul style="list-style-type: none"> Les paramètres à l'égard des pertes estimées et réelles sont inclus dans les données complémentaires sur les fonds propres réglementaires. 	-	-	58	109
Liquidité					
18	Décrire la façon dont la Banque gère ses besoins éventuels en matière de liquidité et la réserve de liquidité dont elle dispose pour satisfaire ces besoins.	34-35, 38	-	-	97-103
Financement					
19	Présenter sous forme de tableau les actifs grevés et non grevés en les classant en fonction des catégories du bilan.	35	32	-	100
20	Présenter sous forme de tableau le total des actifs, des passifs et des engagements hors bilan consolidés en fonction des échéances contractuelles restantes.	40-41	-	-	104-105
21	Analyser les sources de financement de la Banque et décrire sa stratégie de financement. <ul style="list-style-type: none"> Un tableau sur la composition et les échéances du financement de gros est fourni. 	36-37, 39	-	-	101-102

Sujet	Informations à fournir conformément à l’EDTF	T1 2021			Rapport annuel (Page)
		Rapport aux actionnaires (Page)	Données financières complémentaires (Page)	Données complémentaires sur les fonds propres réglementaires (Page)	
Risque de marché					
22	Ventiler les postes du bilan selon des mesures du risque de marché lié aux activités de négociation et aux activités autres que de négociation.	32	-	-	96
23	Répartir de façon qualitative et quantitative les mesures importantes de risque de marché lié aux activités de négociation et à des activités autres que de négociation.	33	-	-	92-94, 95-96
24	Décrire les principales méthodes de validation du modèle d’évaluation du risque de marché et le contrôle ex post et la manière dont ils sont utilisés pour affiner les paramètres du modèle.	-	-	-	92, 93, 95, 109
25	Décrire les principales techniques de gestion du risque employées par la Banque pour évaluer et apprécier le risque de perte qui n’est pas pris en considération par les mesures du risque connu. <ul style="list-style-type: none">Des informations sur la simulation de crise, l’analyse de scénarios, la valeur à risque en période de tension, la sensibilité du résultat et de la valeur économique, au bilan, utilisées aux fins de la gestion du risque de marché sont fournies.	34	-	-	92-93
Risque de crédit					
26	Fournir de l’information sur le profil de risque de crédit de la Banque.	12-13, 55-59	18-29	11-56	84-91, 159-164
27	Décrire les politiques de la Banque concernant les prêts douteux et les prêts renégociés.	-	-	-	159, 164
28	Fournir des rapprochements des prêts douteux et de la provision pour pertes sur créances.	12-13, 56	-	-	89, 162
29	Fournir une analyse quantitative et qualitative du risque de contrepartie de la Banque découlant de ses transactions sur instruments dérivés.	-	-	35-48	84-85, 91
30	Fournir une analyse de l’atténuation du risque de crédit. <ul style="list-style-type: none">Des informations sur la gestion du risque de crédit et de contrepartie sont fournies.	-	-	16, 32, 44	84-85, 169, 175, 205-206
Autres risques					
31	Décrire les autres risques et analyser la manière dont chacun des risques est repéré, régi, évalué et géré.	-	-	-	80, 106-113
32	Analyser les événements impliquant des risques communément reconnus liés à d’autres risques, dans le cas où des événements causant une perte importante se sont produits ou pourraient se produire.	-	-	-	106-113

État consolidé des résultats

(non audité) (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
Revenus d'intérêts, de dividendes et de commissions			
Prêts	4 029 \$	4 089 \$	4 963 \$
Valeurs mobilières (note 2)	990	1 009	1 359
Dépôts à d'autres banques	44	47	193
	5 063	5 145	6 515
Charges d'intérêts			
Dépôts	921	1 082	2 127
Dette subordonnée	58	64	70
Autres passifs	506	469	930
	1 485	1 615	3 127
Revenus nets d'intérêts	3 578	3 530	3 388
Revenus autres que d'intérêts			
Commissions et droits sur titres	285	247	252
Frais de service – Dépôts et ordres de paiement	305	305	304
Revenus de négociation	212	23	141
Commissions sur prêts	356	339	325
Frais de services de cartes	81	94	99
Frais de gestion de placements et de garde de titres	482	466	456
Revenus tirés de fonds d'investissement	374	355	366
Commissions de prise ferme et de consultation	258	259	285
Profits sur titres, autres que de négociation	102	40	64
Profits de change, autres que de négociation	24	38	47
Revenus d'assurance	744	143	880
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	56	49	26
Autres	118	98	114
	3 397	2 456	3 359
Total des revenus	6 975	5 986	6 747
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	156	432	349
Sinistres, commissions et variations des passifs au titre des indemnités	601	–	716
Charges autres que d'intérêts			
Rémunération du personnel	2 119	1 950	2 128
Bureaux et matériel	804	854	757
Amortissement des immobilisations incorporelles	156	159	151
Déplacements et expansion des affaires	66	88	121
Communications	64	71	79
Honoraires	136	159	133
Autres	268	267	300
	3 613	3 548	3 669
Bénéfice avant charge d'impôts sur le résultat	2 605	2 006	2 013
Charge d'impôts sur le résultat (note 10)	588	422	421
Bénéfice net	2 017 \$	1 584 \$	1 592 \$
Bénéfice par action (en dollars canadiens) (note 9)			
De base	3,03 \$	2,37 \$	2,38 \$
Dilué	3,03	2,37	2,37
Dividendes par action ordinaire	1,06	1,06	1,06

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé du résultat global

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
Bénéfice net	2 017 \$	1 584 \$	1 592 \$
Autres éléments du résultat global, après impôts			
Éléments qui pourraient ultérieurement être reclassés en résultat net			
Variation nette des profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global			
Profits (pertes) latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période 1)	57	(11)	110
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période 2)	(9)	(7)	(20)
	48	(18)	90
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures de flux de trésorerie			
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période 3)	(131)	(160)	210
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période 4)	(77)	(55)	24
	(208)	(215)	234
Profits (pertes) nets à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger			
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(1 131)	(143)	209
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger 5)	221	49	(47)
	(910)	(94)	162
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net			
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel 6)	275	(11)	(128)
Profits (pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur 7)	(245)	21	(70)
	30	10	(198)
Autres éléments du résultat global (de la perte globale), après impôts	(1 040)	(317)	288
Total du résultat global	977 \$	1 267 \$	1 880 \$

1) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (20) millions de dollars, de 4 millions et de (38) millions pour le trimestre.

2) Après la charge d'impôts sur le résultat de 3 millions de dollars, de 2 millions et de 7 millions pour le trimestre.

3) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 46 millions de dollars, de 59 millions et de (76) millions pour le trimestre.

4) Après la charge (le recouvrement) d'impôts sur le résultat de 28 millions de dollars, de 19 millions et de (9) millions pour le trimestre.

5) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (80) millions de dollars, de (18) millions et de 17 millions pour le trimestre.

6) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de (99) millions de dollars, de 3 millions et de 46 millions pour le trimestre.

7) Après (la charge) le recouvrement d'impôts sur le résultat de 89 millions de dollars, de (8) millions et de 25 millions pour le trimestre.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

	Au		
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2020
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	73 091 \$	57 408 \$	45 742 \$
Dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	8 376	9 035	7 148
Valeurs mobilières (note 2)			
Titres de négociation	98 943	97 834	97 646
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	13 939	13 568	13 790
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	70 574	73 407	68 407
Titres de créance au coût amorti	48 708	48 466	30 739
Participations dans des entreprises associées et des coentreprises	1 026	985	877
	233 190	234 260	211 459
Titres pris en pension ou empruntés	121 573	111 878	105 543
Prêts			
Prêts hypothécaires à l'habitation	128 170	127 024	124 441
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	70 780	70 148	68 629
Prêts sur cartes de crédit	7 342	7 889	8 763
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	248 752	245 662	231 844
	455 044	450 723	433 677
Provision pour pertes sur créances (note 3)	(3 188)	(3 303)	(2 023)
	451 856	447 420	431 654
Autres actifs			
Instruments dérivés	34 054	36 815	22 035
Engagements de clients aux termes d'acceptations	11 878	13 493	24 362
Bureaux et matériel	4 202	4 183	3 957
Écart d'acquisition	6 365	6 535	6 396
Immobilisations incorporelles	2 388	2 442	2 430
Actifs d'impôt exigible	1 434	1 260	1 705
Actifs d'impôt différé	1 339	1 473	1 562
Actifs divers	23 465	23 059	15 727
	85 125	89 260	78 174
Total des actifs	973 211 \$	949 261 \$	879 720 \$
Passifs et capitaux propres			
Dépôts (note 4)	672 500 \$	659 034 \$	582 288 \$
Autres passifs			
Instruments dérivés	29 430	30 375	23 231
Acceptations	11 878	13 493	24 362
Titres vendus à découvert	34 164	29 376	27 562
Titres mis en pension ou prêtés	99 892	88 658	100 008
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	25 610	26 889	27 037
Passifs d'impôt exigible	196	126	96
Passifs d'impôt différé	155	108	61
Passifs divers	35 962	36 193	35 876
	237 287	225 218	238 233
Dettes subordonnées (note 4)	7 276	8 416	7 023
Capitaux propres			
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5)	5 848	6 598	5 348
Actions ordinaires (note 5)	13 501	13 430	12 998
Surplus d'apport	309	302	303
Résultats non distribués	32 012	30 745	29 510
Cumul des autres éléments du résultat global	4 478	5 518	4 017
Total des capitaux propres	56 148	56 593	52 176
Total des passifs et des capitaux propres	973 211 \$	949 261 \$	879 720 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

État consolidé des variations des capitaux propres

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres (note 5)		
Solde à l'ouverture de la période	6 598 \$	5 348 \$
Rachetées au cours de la période	(750)	-
Solde à la clôture de la période	5 848	5 348
Actions ordinaires (note 5)		
Solde à l'ouverture de la période	13 430	12 971
Émises en vertu du régime d'options sur actions	27	27
Actions propres ou rachat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	44	-
Solde à la clôture de la période	13 501	12 998
Surplus d'apport		
Solde à l'ouverture de la période	302	303
Charges liées aux options sur actions, déduction faite des options exercées	5	-
Autres	2	-
Solde à la clôture de la période	309	303
Résultats non distribués		
Solde à l'ouverture de la période	30 745	28 725
Incidence de l'adoption de l'IFRS 16	s. o.	(59)
Bénéfice net	2 017	1 592
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(56)	(70)
Dividendes sur les actions ordinaires	(686)	(678)
Frais d'émission de titres de capitaux propres et prime payée au rachat d'actions privilégiées	(6)	-
Escompte net à la vente d'actions propres	(2)	-
Solde à la clôture de la période	32 012	29 510
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	355	26
Profits latents sur les titres de créance à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global survenus au cours de la période	57	110
Reclassement, dans le résultat, de (profits) au cours de la période	(9)	(20)
Solde à la clôture de la période	403	116
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable aux couvertures de flux de trésorerie, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	1 979	513
Profits (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie survenus au cours de la période	(131)	210
Reclassement, dans le résultat, de (profits) pertes sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie au cours de la période	(77)	24
Solde à la clôture de la période	1 771	747
Cumul des autres éléments du résultat global attribuable à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	3 980	3 703
Profits (pertes) latents à la conversion d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	(1 131)	209
Profits (pertes) latents sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements à l'étranger	221	(47)
Solde à la clôture de la période	3 070	3 865
Cumul des autres éléments (de la perte globale) attribuable aux régimes de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	(638)	(383)
Profits (pertes) sur la réévaluation des régimes de retraite et d'autres avantages futurs du personnel	275	(128)
Solde à la clôture de la période	(363)	(511)
Cumul des autres éléments du résultat global (de la perte globale) attribuable au risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur, après impôts		
Solde à l'ouverture de la période	(158)	(130)
(Pertes) sur la réévaluation du risque de crédit propre sur les passifs financiers désignés à la juste valeur	(245)	(70)
Solde à la clôture de la période	(403)	(200)
Total du cumul des autres éléments du résultat global	4 478	4 017
Total des capitaux propres	56 148 \$	52 176 \$

s. o. - sans objet du fait de l'adoption de l'IFRS 16 le 1^{er} novembre 2019.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des flux de trésorerie

(non audité) (en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Bénéfice net	2 017 \$	1 592 \$
Ajustements en vue de déterminer les entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		
Dotation à la provision relative aux titres, autres que de négociation	(1)	-
(Profit) net sur les titres, autres que de négociation	(101)	(64)
(Augmentation) nette des titres de négociation	(2 883)	(11 247)
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	156	349
Variation des instruments dérivés – diminution des actifs dérivés	2 582	1 760
– augmentation (diminution) des passifs dérivés	725	(2 095)
Amortissement des bureaux et du matériel	196	199
Amortissement d'autres actifs	41	54
Amortissement des immobilisations incorporelles	156	151
Diminution nette de l'actif d'impôt différé	105	13
Augmentation nette du passif d'impôt différé	46	-
(Augmentation) nette de l'actif d'impôt exigible	(270)	(521)
Augmentation nette du passif d'impôt exigible	89	39
Variation des intérêts courus – diminution des intérêts à recevoir	102	125
– (diminution) des intérêts à payer	(86)	(13)
Variation nette des autres éléments et charges à payer	(2 706)	(2 590)
Augmentation nette des dépôts	25 865	14 328
(Augmentation) nette des prêts	(11 440)	(4 059)
Augmentation nette des titres vendus à découvert	5 198	1 236
Augmentation nette des titres mis en pension ou prêtés	13 230	12 817
(Augmentation) nette des titres pris en pension ou empruntés	(12 135)	(1 098)
(Diminution) nette des passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	(1 036)	(160)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation	19 850	10 816
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Augmentation (diminution) nette des passifs des filiales	-	(2 725)
Remboursement/rachats d'obligations couvertes	-	(2 201)
Remboursement sur la dette subordonnée (note 4)	(1 000)	-
Rachat d'actions privilégiées (note 5)	(756)	-
Produit net de l'émission d'actions ordinaires et de la vente d'actions propres (note 5)	68	25
Dividendes et distributions versés en trésorerie	(738)	(710)
Remboursement des obligations locatives	(75)	(82)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités de financement	(2 501)	(5 693)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Diminution nette des dépôts productifs d'intérêts à d'autres banques	337	880
Achats de titres, autres que de négociation	(13 483)	(19 076)
Échéances de titres, autres que de négociation	6 714	3 993
Produit de la vente de titres, autres que de négociation	5 895	5 967
Bureaux et matériel – (achats) nets	(116)	(104)
Logiciels achetés et développés – (achats) nets	(117)	(151)
(Sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement	(770)	(8 491)
Effet des variations des cours de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	(896)	307
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	15 683	(3 061)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	57 408	48 803
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	73 091 \$	45 742 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie		
Inclusions dans les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation :		
Intérêts versés au cours de la période	1 555 \$	3 137 \$
Impôts sur le résultat payés au cours de la période	562 \$	892 \$
Intérêts reçus au cours de la période	4 806 \$	6 168 \$
Dividendes reçus au cours de la période	383 \$	404 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

31 janvier 2021 (non audité)

Note 1 : Mode de présentation

La Banque de Montréal (la Banque ou BMO) est une banque à charte en vertu de la *Loi sur les banques* (Canada) et une société ouverte constituée au Canada. Nous sommes une société de services financiers hautement diversifiés, qui offre une vaste gamme de produits et de services dans les domaines des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, de la gestion de patrimoine et des produits et services de banque d'affaires. Le siège social de la Banque est situé au 129, rue Saint-Jacques, à Montréal, au Québec, et ses bureaux administratifs se trouvent au 100 King Street West, 1 First Canadian Place, à Toronto, en Ontario. Nos actions ordinaires sont inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX) et de la Bourse de New York.

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été dressés conformément à l'International Accounting Standard 34, *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) à l'aide des mêmes méthodes comptables qui sont présentées dans nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020, sauf en ce qui concerne les changements de méthodes comptables décrits ci-après. Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus à la lumière des notes afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2020, qui figurent aux pages 150 à 211 de notre Rapport annuel pour 2020. Nous nous conformons également aux interprétations des Normes internationales d'information financière (IFRS) que fait notre organisme de réglementation, à savoir le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF). La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le Conseil d'administration le 23 février 2021.

Changements de méthodes comptables

Réforme des taux interbancaires offerts (TIO)

Nous avons adopté par anticipation, le 1^{er} novembre 2020, la phase 2 des modifications de l'IASB liées aux TIO de l'IFRS 9, *Instruments financiers* (IFRS 9), de l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (IAS 39), de l'IFRS 7, *Instruments financiers : Informations à fournir* (IFRS 7), de l'IFRS 4, *Contrats d'assurance* ainsi que de l'IFRS 16, *Contrats de location*. Ces modifications ont trait aux questions soulevées lors de la mise en œuvre de la réforme des TIO, plus particulièrement dans le cas où les TIO seront remplacés par des taux de référence de remplacement.

Dans le cas des instruments financiers au coût amorti, les modifications prévoient une mesure de simplification. Ainsi, advenant une variation des flux de trésorerie contractuels comme conséquence directe de la réforme des TIO qui soit équivalente sur le plan économique, la variation sera comptabilisée en actualisant le taux d'intérêt effectif, sans qu'aucun profit immédiat ou perte immédiate ne soit constaté. Par ailleurs, les modifications prévoient une mesure d'allègement temporaire additionnelle à l'application spécifique des dispositions en matière de comptabilité de couverture de l'IAS 39 relativement aux relations de couverture visées par la réforme des TIO. Il existe, par exemple, une exception à l'exigence de mettre fin à la comptabilité de couverture dans le cas où des changements ont été apportés à la documentation de couverture strictement en raison de la réforme des TIO.

En raison de la transition des TIO à des taux de référence complémentaires, certains taux de référence pourraient être discontinués, des changements pourraient être apportés à la méthodologie et les liquidités pourraient faire l'objet d'une volatilité accrue ou d'une baisse. La Banque, qui détient et émet des instruments fondés sur les TIO, est exposée à l'augmentation des risques financier, opérationnel, juridique et réglementaire et du risque de réputation à mesure que la transition des taux se poursuit. Ces risques découlent principalement de la mise à jour des systèmes et des processus pour tenir compte des nouveaux taux de référence complémentaires, de la modification des contrats ou des clauses de repli existantes pour les nouveaux taux de référence complémentaires, de la gestion de la transition des clients vers les taux de référence complémentaires et de l'incidence qui en résulte sur la gestion des risques économiques, ainsi que de la mise à jour des désignations de couverture à mesure que les nouveaux taux de référence complémentaires font leur apparition. Afin de gérer ces risques, nous avons mis sur pied le Bureau de transition du taux interbancaire offert (Bureau de transition du TIO) à l'échelle de l'organisation pour coordonner et superviser la transition des TIO vers des taux de référence complémentaires en mettant l'accent sur la gestion et l'atténuation des risques internes de même que sur la gestion de nos relations avec les clients. Le Bureau de transition du TIO, qui bénéficie du soutien et de la participation de la haute direction, est chargé de gérer le programme à l'échelle de l'entreprise, couvrant tous les secteurs d'activité et les fonctions de BMO. Le Bureau de transition du TIO a comme mandat général de s'assurer que nous nous préparons adéquatement à l'interruption ou à l'indisponibilité du TIO et des autres TIO. Dans le cadre de son mandat, le Bureau de transition du TIO continue de se pencher sur l'engagement de la Banque envers les questions qui touchent le secteur d'activité et la réglementation, les changements qui visent les clients et les contrats financiers, les communications internes et externes, les modifications de la technologie et des activités, l'introduction de nouveaux produits, la migration des clients existants, la stratégie relative aux programmes, la gouvernance, et il évalue les incidences sur l'information financière, y compris la comptabilité de couverture. En outre, le Bureau de transition du TIO continue de surveiller le déroulement du passage aux taux de référence complémentaires et leur utilisation au sein du secteur d'activité, y compris le taux Secured Overnight Financing Rate (SOFR). Étant donné que le marché continue à se développer, nous avons commencé à ajouter des produits basés sur les taux de référence complémentaires à notre gamme de produits.

Nous avons adhéré au International Swaps and Derivatives Association Fallbacks Protocol (protocole de l'ISDA), qui est entré en vigueur le 25 janvier 2021. Le protocole de l'ISDA prévoit des clauses de substitution spécifiques selon que le TIO pertinent (par exemple, le TIOL libellé en dollars américains ou le TIOL libellé en livres sterling) a été abandonné de façon permanente ou qu'il est temporairement indisponible. Ce protocole fournit un mécanisme de modification efficace permettant aux contreparties qui y adhèrent mutuellement d'intégrer ces clauses de substitution dans les anciens contrats dérivés.

Nous attendons actuellement les résultats de la consultation de l'ICE Benchmark Administration concernant le processus et le calendrier de l'abandon progressif du TIOL, y compris les conditions dans lesquelles certaines durées en ce qui a trait au TIOL libellé en dollars américains peuvent être prolongées jusqu'au 30 juin 2023, au lieu de la date actuelle du 31 décembre 2021 pour les anciens contrats. Le Bureau de transition du TIO évalue actuellement l'incidence éventuelle de ce maintien proposé, et nos plans de projet seront ajustés en conséquence au besoin.

Le tableau suivant présente des informations quantitatives sur les instruments financiers qui faisaient référence à certains TIO au 1^{er} novembre 2020 dont l'échéance est prévue après le 31 décembre 2021, et pour les facilités à vue qui seront soumises à des rectifications en vue de modifier le taux d'intérêt de référence.

(en millions de dollars canadiens)	1 ^{er} novembre 2020		
	TIOL en dollars américains	TIOL en livres sterling	Autres 1)
Actifs non dérivés 2)	98 112	868	1 225
Passifs non dérivés 2)	7 435	692	-
Montants nominaux liés aux dérivés 3) 4)	1 570 534	20 972	6 702
Engagements de prêt autorisés et engagés 5) 6)	68 449	194	23 633

1) Comprend le TIOL en francs suisses, le taux EONIA et le TIOL en yens japonais.

2) Tous les montants sont présentés sur la base des montants contractuels en cours, à l'exception des titres, dans les actifs non dérivés, qui sont présentés sur la base de leur valeur comptable.

3) Les montants nominaux représentent le montant auquel un taux ou un prix s'applique pour calculer la somme en trésorerie qui doit être échangée en vertu du contrat. Les montants nominaux de référence ne constituent pas des actifs ni des passifs et ne sont donc pas inscrits à notre bilan consolidé.

4) Comprend certains swaps de devises pour lesquels la branche paiement et la branche receveur font actuellement référence à un TIO. Pour ces dérivés, le tableau ci-dessus comprend le montant nominal de la branche paiement et de la branche receveur dans les colonnes correspondantes, en s'alignant sur l'exposition aux TIO.

5) Ne tient pas compte des marges de crédit personnelles ni des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion. La grande majorité de ces engagements arrivent à échéance avant d'avoir été utilisés. Par conséquent, le montant contractuel total peut ne pas être représentatif du financement qui sera vraisemblablement requis dans le cadre de ces engagements.

6) Le montant de la colonne Autres comprend les engagements de prêt dans le cadre desquels nos clients ont la possibilité de prélever des sommes sur leur facilité en plusieurs devises. Les montants prélevés seront soumis aux taux interbancaires offerts en vigueur pour la monnaie étrangère, y compris ceux qui entrent dans le champ d'application de la réforme des TIO.

Les instruments financiers qui font référence à des taux d'intérêt dans des territoires à taux multiples, y compris le taux offert en dollar canadien (Canadian Dollar Offered Rate, ou CDOR), le taux interbancaire offert en euro et le taux Australian Bank Bill Swap Rate, sont exclus du tableau qui précède. Dans le cas du CDOR, les instruments financiers indexés sur les taux CDOR à 6 mois et à 12 mois seront supprimés le 17 mai 2021, tandis que les autres taux CDOR continueront à servir de taux de référence. Au 1^{er} novembre 2020, nous ne détenons aucune position importante dans l'un ou l'autre de ces taux CDOR ayant cette échéance.

Cadre conceptuel

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2020, nous avons adopté le cadre conceptuel révisé (cadre), qui définit les concepts fondamentaux aux fins de la présentation de l'information financière pour assurer que les décisions futures relativement à la normalisation soient prises de façon uniforme et que des transactions similaires soient traitées de manière similaire et ainsi fournir des renseignements utiles aux utilisateurs des états financiers. Le cadre révisé n'a eu aucune incidence sur nos méthodes comptables.

Utilisation d'estimations et recours à des jugements

L'établissement des états financiers consolidés intermédiaires exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur la valeur comptable de certains actifs et passifs ainsi que sur certains montants inclus dans le bénéfice net et d'autres informations connexes.

Les actifs et passifs les plus importants à l'égard desquels nous devons faire des estimations et poser des jugements comprennent : la provision pour pertes sur créances; les instruments financiers évalués à la juste valeur; les prestations de retraite et autres avantages futurs du personnel; la dépréciation de titres; les impôts sur le résultat et les actifs d'impôt différé; l'écart d'acquisition et les immobilisations incorporelles; les passifs liés à l'assurance; les provisions, y compris pour les poursuites judiciaires et les charges de restructuration, les contrats de location, ainsi que les transferts d'actifs financiers et la consolidation d'entités structurées. Si les résultats réels différaient des estimations, l'incidence serait constatée dans des périodes ultérieures.

À l'heure actuelle, l'ampleur de toutes les répercussions, tant de la COVID-19 que des mesures gouvernementales et/ou réglementaires prises face à l'épidémie, qui se feront sentir sur les économies canadiennes et américaines et sur les activités de la Banque dépendra de l'évolution de la situation, qui est extrêmement incertaine et ne peut être prévue, notamment l'ampleur, la gravité et la durée de la pandémie, ces facteurs demeurant incertains et difficiles à prévoir pour le moment. En raison de leur nature, les jugements que nous posons et les estimations que nous faisons aux fins de l'établissement de nos états financiers portent sur des questions qui sont inévitablement incertaines. Toutefois, nous disposons de politiques détaillées et de contrôles internes qui visent à assurer que les décisions fondées sur ces jugements et estimations sont bien contrôlées, vérifiées de façon indépendante et nous appliquons nos politiques uniformément d'une période à l'autre. Nous sommes d'avis que nos estimations de la valeur de nos actifs et de nos passifs sont adéquates en date du 31 janvier 2021.

Provision pour pertes sur créances

Comme il est précisé de façon détaillée à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020, à la page 153 de notre Rapport annuel, la provision pour pertes sur créances se compose des provisions liées aux prêts douteux qui représentent l'estimation des pertes liées aux prêts douteux dans le portefeuille ayant déjà fait l'objet de provisions, mais qui ne sont pas encore sortis du bilan, et les provisions liées aux prêts productifs, qui constituent notre meilleure estimation de la perte de valeur des prêts du portefeuille existant qui n'ont pas encore été individuellement désignés comme étant douteux.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

Pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante, il faut tenir compte de nombreux facteurs et cela varie en fonction des catégories de produits et de risques. La méthode de la Banque pour déterminer si le risque de crédit a augmenté de manière importante est établie en fonction de la variation de la probabilité de défaut entre l'octroi et la date de clôture, et il est évalué à l'aide de scénarios pondérés en fonction de la probabilité et de certains autres critères, dont le fait qu'un compte soit en souffrance depuis 30 jours ou qu'il soit inscrit dans une liste de comptes à surveiller. Un jugement éclairé concernant la qualité du crédit devra être exercé afin d'évaluer si le risque de crédit a augmenté de manière importante. Dans les cas où les emprunteurs ont choisi de participer à des programmes de report de paiement que nous avons offerts à la suite de la pandémie de COVID-19, les paiements reportés ne sont pas considérés comme étant en souffrance et, à eux seuls, ne constituent pas une augmentation importante du risque de crédit, conformément aux directives du BSIF.

Les jugements que nous posons pour déterminer la provision pour pertes sur créances reflètent l'incidence des incertitudes de l'environnement économique sur les conditions de crédit qui peuvent faire en sorte que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent dans une mesure importante des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution de la provision pour pertes sur créances.

On trouvera d'autres renseignements sur la provision pour pertes sur créances à la note 3.

Note 2 : Valeurs mobilières

Classement des valeurs mobilières

Les titres à la juste valeur par le biais du résultat net de la Banque, qui se chiffrent à 13 939 millions de dollars (13 568 millions au 31 octobre 2020), se composent de titres obligatoirement évalués à la juste valeur de 2 432 millions et de titres de placement détenus par les filiales du secteur de l'assurance, désignés à la juste valeur, de 11 507 millions (2 420 millions et 11 148 millions, respectivement, au 31 octobre 2020).

Nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, qui totalisent 70 574 millions de dollars (73 407 millions au 31 octobre 2020), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 3 millions (4 millions au 31 octobre 2020).

Les titres au coût amorti, qui totalisent 48 708 millions de dollars (48 466 millions au 31 octobre 2020), sont présentés déduction faite d'une provision pour pertes sur créances de 1 million (1 million au 31 octobre 2020).

Profits et pertes latents sur les titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global

Le tableau qui suit présente un sommaire des profits et pertes latents :

	31 janvier 2021				31 octobre 2020			
	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur	Coût/coût amorti	Profits bruts latents	Pertes brutes latentes	Juste valeur
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	19 934	210	1	20 143	22 240	211	1	22 450
des administrations provinciales et municipales canadiennes	4 058	110	-	4 168	4 628	119	-	4 747
l'administration fédérale américaine	16 144	574	49	16 669	16 881	844	31	17 694
des municipalités, agences et États américains	4 848	141	2	4 987	5 132	147	3	5 276
d'autres administrations publiques	8 199	150	3	8 346	7 222	168	9	7 381
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (LNH)	1 800	39	1	1 838	1 583	46	-	1 629
Titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	11 062	296	10	11 348	10 600	307	4	10 903
Titres de créance d'entreprises	2 898	103	24	2 977	3 153	91	10	3 234
Titres de participation d'entreprises	95	3	-	98	90	3	-	93
Total	69 038	1 626	90	70 574	71 529	1 936	58	73 407

Les profits (pertes) latents peuvent être compensés par les (pertes) profits connexes sur les contrats de couverture.

Revenus d'intérêts sur les titres de créance

Le tableau suivant présente les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif :

(en millions de dollars canadiens)	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2021	31 janvier 2020
À la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global - titres de créance	131	343
Au coût amorti	106	146
Total	237	489

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice à l'étude.

Note 3 : Prêts et provision pour pertes sur créances

Exposition au risque de crédit

Le tableau qui suit présente notre exposition au risque de crédit pour tous les prêts comptabilisés au coût amorti, à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ou à la juste valeur par le biais du résultat net au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020. L'étape 1 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur une période maximale de 12 mois, l'étape 2 représente les prêts productifs comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie et l'étape 3 représente les prêts douteux comptabilisés en fonction des pertes sur créances attendues sur la durée de vie.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2021				31 octobre 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Exceptionnellement faible	1	-	-	1	1	-	-	1
Très faible	86 569	339	-	86 908	79 295	429	-	79 724
Bas	20 496	2 789	-	23 285	24 490	2 481	-	26 971
Moyen	11 616	4 141	-	15 757	11 560	6 461	-	18 021
Haut	174	399	-	573	172	446	-	618
Non coté	1 010	129	-	1 139	1 132	148	-	1 280
Douteux	-	-	507	507	-	-	409	409
Provision pour pertes sur créances	33	41	17	91	51	75	16	142
Valeur comptable	119 833	7 756	490	128 079	116 599	9 890	393	126 882
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Exceptionnellement faible	1 414	72	-	1 486	1 550	31	-	1 581
Très faible	27 241	43	-	27 284	26 645	37	-	26 682
Bas	21 088	504	-	21 592	20 935	585	-	21 520
Moyen	10 651	3 808	-	14 459	10 324	4 334	-	14 658
Haut	474	1 466	-	1 940	429	1 470	-	1 899
Non coté	3 603	79	-	3 682	3 372	96	-	3 468
Douteux	-	-	337	337	-	-	340	340
Provision pour pertes sur créances	136	416	97	649	134	429	105	668
Valeur comptable	64 335	5 556	240	70 131	63 121	6 124	235	69 480
Prêts sur cartes de crédit 1)								
Exceptionnellement faible	1 935	4	-	1 939	2 252	-	-	2 252
Très faible	343	1	-	344	1 106	15	-	1 121
Bas	1 607	118	-	1 725	899	148	-	1 047
Moyen	1 667	764	-	2 431	1 611	899	-	2 510
Haut	60	360	-	420	58	377	-	435
Non coté	483	-	-	483	524	-	-	524
Douteux	-	-	-	-	-	-	-	-
Provision pour pertes sur créances	64	258	-	322	61	272	-	333
Valeur comptable	6 031	989	-	7 020	6 389	1 167	-	7 556
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	137 436	3 277	-	140 713	129 100	3 242	-	132 342
Catégorie spéculative	87 677	22 083	-	109 760	85 197	30 106	-	115 303
Liste de surveillance	-	7 559	-	7 559	-	8 621	-	8 621
Douteux	-	-	2 598	2 598	-	-	2 889	2 889
Provision pour pertes sur créances	617	942	567	2 126	510	1 044	606	2 160
Valeur comptable	224 496	31 977	2 031	258 504	213 787	40 925	2 283	256 995
Engagements de prêt et contrats de garantie financière								
Risque acceptable								
Catégorie investissement	135 193	1 411	-	136 604	138 141	1 628	-	139 769
Catégorie spéculative	45 499	14 866	-	60 365	41 650	20 421	-	62 071
Liste de surveillance	-	4 064	-	4 064	-	4 861	-	4 861
Douteux	-	-	1 212	1 212	-	-	1 261	1 261
Provision pour pertes sur créances	236	229	25	490	211	288	12	511
Valeur comptable 3) 4)	180 456	20 112	1 187	201 755	179 580	26 622	1 249	207 451

1) Les prêts sur cartes de crédit sont immédiatement sortis du bilan lorsque les versements de capital ou d'intérêts sont en souffrance depuis 180 jours; par conséquent, ils ne sont pas présentés comme douteux à l'étape 3.

2) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

3) Représente le montant contractuel total des facilités de crédit inutilisées et les autres éléments hors bilan, exclusion faite des marges de crédit personnelles et des cartes de crédit que nous pouvons annuler sans condition à notre entière discrétion.

4) Certains engagements de grandes entreprises emprunteuses sont conditionnels et pourraient inclure un recours auprès d'autres parties.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Provision pour pertes sur créances

La provision pour pertes sur créances figurant à notre bilan consolidé est maintenue à un montant que nous considérons comme adéquat pour éponger les pertes sur créances liées à nos prêts et à d'autres instruments de crédit. Au 31 janvier 2021, la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 3 678 millions de dollars (3 814 millions au 31 octobre 2020), dont une tranche de 3 188 millions (3 303 millions au 31 octobre 2020) a été comptabilisée dans les prêts et une tranche de 490 millions (511 millions au 31 octobre 2020), dans les autres passifs, à notre bilan consolidé.

Les importantes variations des soldes bruts, notamment en ce qui a trait aux montages, aux échéances et aux remboursements dans le cours normal des activités, ont une incidence sur la provision pour pertes sur créances.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la provision pour pertes par catégorie de produit. Les transferts représentent les pertes sur créances attendues qui sont passées d'une étape à l'autre au cours de la période, par exemple des pertes sur créances attendues sur un horizon de 12 mois (étape 1) à des pertes sur la durée de vie (étape 2). Les réévaluations nettes correspondent à l'incidence des pertes sur créances attendues afférente au transfert d'étape, aux changements des prévisions économiques et à la qualité du crédit. Les changements apportés à un modèle comprennent de nouveaux modèles ou méthodologies de calcul.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le

	31 janvier 2021				31 janvier 2020			
	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total	Étape 1	Étape 2	Étape 3	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation								
Solde à l'ouverture de la période	51	75	26	152	15	33	38	86
Transfert à l'étape 1	25	(18)	(7)	-	6	(6)	-	-
Transfert à l'étape 2	(1)	15	(14)	-	-	2	(2)	-
Transfert à l'étape 3	-	(7)	7	-	-	(1)	1	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(45)	(19)	24	(40)	(9)	4	5	-
Montages des prêts	6	-	-	6	2	-	-	2
Décomptabilisations et échéances	(2)	(4)	-	(6)	-	(1)	-	(1)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	(17)	(33)	10	(40)	(1)	(2)	4	1
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(3)	(3)	-	-	(3)	(3)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	-	-	-	-	2	2
Change et autres	(1)	-	(7)	(8)	-	-	(14)	(14)
Solde à la clôture de la période	33	42	26	101	14	31	27	72
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers								
Solde à l'ouverture de la période	148	454	105	707	89	333	136	558
Transfert à l'étape 1	65	(62)	(3)	-	41	(38)	(3)	-
Transfert à l'étape 2	(7)	16	(9)	-	(4)	21	(17)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(22)	23	-	(2)	(25)	27	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(65)	71	31	37	(44)	62	45	63
Montages des prêts	19	-	-	19	11	-	-	11
Décomptabilisations et échéances	(7)	(14)	-	(21)	(4)	(10)	-	(14)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	4	(11)	42	35	(2)	10	52	60
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(65)	(65)	-	-	(83)	(83)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	22	22	-	-	23	23
Change et autres	(2)	(3)	(7)	(12)	1	-	(3)	(2)
Solde à la clôture de la période	150	440	97	687	88	343	125	556
Prêts sur cartes de crédit								
Solde à l'ouverture de la période	110	321	-	431	80	225	-	305
Transfert à l'étape 1	58	(58)	-	-	28	(28)	-	-
Transfert à l'étape 2	(6)	6	-	-	(5)	5	-	-
Transfert à l'étape 3	-	(40)	40	-	-	(40)	40	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(55)	80	14	39	(25)	64	23	62
Montages des prêts	7	-	-	7	4	-	-	4
Décomptabilisations et échéances	(1)	(7)	-	(8)	(1)	(6)	-	(7)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	3	(19)	54	38	1	(5)	63	59
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(68)	(68)	-	-	(88)	(88)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	20	20	-	-	26	26
Change et autres	(1)	-	(6)	(7)	(1)	-	(1)	(2)
Solde à la clôture de la période	112	302	-	414	80	220	-	300
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques								
Solde à l'ouverture de la période	658	1 258	608	2 524	338	496	311	1 145
Transfert à l'étape 1	179	(178)	(1)	-	44	(38)	(6)	-
Transfert à l'étape 2	(16)	18	(2)	-	(8)	9	(1)	-
Transfert à l'étape 3	(1)	(53)	54	-	(1)	(23)	24	-
Réévaluation nette de la provision pour pertes	(72)	141	58	127	(61)	94	188	221
Montages des prêts	78	-	-	78	47	-	-	47
Décomptabilisations et échéances	(28)	(48)	-	(76)	(15)	(25)	-	(40)
Changements apportés à un modèle	-	-	-	-	-	-	-	-
Total de la dotation à la provision pour pertes sur créances 1)	140	(120)	109	129	6	17	205	228
Montants sortis du bilan 2)	-	-	(111)	(111)	-	-	(41)	(41)
Recouvrements de montants sortis du bilan antérieurement	-	-	13	13	-	-	7	7
Change et autres	(7)	(36)	(36)	(79)	4	6	(15)	(5)
Solde à la clôture de la période	791	1 102	583	2 476	348	519	467	1 334
Total à la clôture de la période	1 086	1 886	706	3 678	530	1 113	619	2 262
Composition : Prêts	850	1 657	681	3 188	411	1 003	609	2 023
Autres instruments de crédit 3)	236	229	25	490	119	110	10	239

1) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux autres actifs de (6) millions de dollars pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (1 million pour le trimestre clos le 31 janvier 2020).

2) En règle générale, nous nous efforçons de recouvrer les montants qui ont été sortis du bilan au cours de la période, à moins que le prêt ait été vendu, que nous n'ayons plus le droit de recouvrer le montant ou que nous ayons épuisé toutes les voies de recours raisonnables pour recouvrer le montant.

3) D'autres instruments de crédit, y compris des éléments hors bilan, sont comptabilisés dans les autres passifs dans notre bilan consolidé.

Les prêts et la provision pour pertes sur créances par répartition géographique au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020 se présentent comme suit :

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2021				31 octobre 2020			
	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net	Montant brut	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 2)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs 3)	Montant net
Répartition géographique 1) :								
Canada	280 128	340	1 344	278 444	276 975	303	1 323	275 349
États-Unis	163 667	330	1 135	162 202	161 725	410	1 225	160 090
Autres pays	11 249	11	28	11 210	12 023	14	28	11 981
Total	455 044	681	2 507	451 856	450 723	727	2 576	447 420

1) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

2) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 25 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (12 millions au 31 octobre 2020), laquelle est comprise dans les autres passifs.

3) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts productifs de 465 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (499 millions au 31 octobre 2020), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Le tableau ci-dessous fait état des prêts douteux (étape 3) ainsi que des provisions correspondantes au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020 :

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2021				31 octobre 2020	
	Solde brut des prêts douteux 3)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 4)	Solde net des prêts douteux 3)	Solde brut des prêts douteux 3)	Provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux 4)	Solde net des prêts douteux 3)
Prêts hypothécaires à l'habitation	507	17	490	409	16	393
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	337	97	240	340	105	235
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 1)	2 598	567	2 031	2 889	606	2 283
Total	3 442	681	2 761	3 638	727	2 911
Répartition géographique : 2)						
Canada	1 541	340	1 201	1 343	303	1 040
États-Unis	1 830	330	1 500	2 211	410	1 801
Autres pays	71	11	60	84	14	70
Total	3 442	681	2 761	3 638	727	2 911

1) Comprend les engagements de clients aux termes d'acceptations.

2) La répartition géographique est établie en fonction du pays où le risque ultime est assumé.

3) Le solde brut des prêts douteux et le solde net des prêts douteux ne tiennent pas compte des prêts douteux qui ont été acquis.

4) Exclut la provision pour pertes sur créances liée aux prêts douteux de 25 millions de dollars relativement aux autres instruments de crédit (12 millions au 31 octobre 2020), laquelle est comprise dans les autres passifs.

Prêts en souffrance non classés douteux

Les prêts qui sont en souffrance, mais qui n'ont pas été classés comme douteux, sont des prêts dont les titulaires n'ont pas fait les paiements dans les délais stipulés dans le contrat, mais pour lesquels nous nous attendons à recouvrer la totalité du capital et des intérêts ou qui sont détenus à la juste valeur. Le tableau suivant fait état des prêts en souffrance, mais non classés comme douteux au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020. Dans les cas où les emprunteurs ont choisi de participer à des programmes de report de paiement que nous avons offerts à la suite de la pandémie de COVID-19, les paiements reportés ne sont pas considérés comme étant en souffrance et, à eux seuls, ne constituent pas une augmentation importante du risque de crédit. Par conséquent, ils n'ont pas été inclus dans le tableau ci-dessous.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2021				31 octobre 2020			
	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total	De 1 à 29 jours	De 30 à 89 jours	90 jours ou plus	Total
Prêts hypothécaires à l'habitation	725	439	23	1 187	806	543	43	1 392
Prêts sur cartes de crédit, prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	2 911	378	79	3 368	2 136	345	65	2 546
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	212	146	24	382	180	330	22	532
Total	3 848	963	126	4 937	3 122	1 218	130	4 470

Le solde des prêts entièrement garantis en souffrance depuis une période allant de 90 à 180 jours, mais qui n'avaient pas encore été classés comme douteux, s'établissait à 35 millions de dollars et à 53 millions au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020, respectivement.

Sensibilité des pertes sur créances attendues et principales variables économiques

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction des pertes attendues en général sur une période de 12 mois pour les prêts productifs et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés.

La provision liée aux prêts productifs est sensible aux changements des prévisions économiques et de la pondération selon la probabilité de chaque scénario de prévision. Les prévisions sont élaborées en interne par notre groupe Études économiques, et tiennent compte de données externes et de notre point de vue quant à la conjoncture économique future. Nous appliquons un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit pour refléter les facteurs qui ne sont pas pris en compte dans les modèles de pertes sur créances attendues, comme nous le jugeons nécessaire.

Nous avons appliqué un jugement éclairé concernant la qualité du crédit pour refléter l'incidence de l'extraordinaire et haute incertitude conjoncturelle sur les conditions du crédit et la situation économique résultant de la pandémie de COVID-19.

Au 31 janvier 2021, selon notre scénario de référence utilisé pour calculer la provision pour pertes sur créances, il est prévu que l'économie canadienne se redresse, puisque le taux de croissance du PIB réel devrait rebondir en 2021 à mesure que la reprise économique se poursuit et que les dépenses reviennent à des niveaux plus normaux. Bien que les perspectives à court terme se soient affaiblies depuis la fin de l'exercice en raison de l'augmentation du nombre de cas et des nouvelles restrictions des activités des entreprises, les perspectives à moyen terme se sont améliorées par rapport à nos perspectives au 31 octobre 2020. Notre scénario de référence au 31 octobre 2020 prévoyait une croissance économique modérée tant au Canada qu'aux États-Unis pendant la période visée par les prévisions à moyen terme. En supposant que les prévisions économiques du scénario de référence se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, toutes les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs s'établirait à environ 2 375 millions de dollars au 31 janvier 2021 (2 375 millions au 31 octobre 2020), contre 2 972 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (3 075 millions au 31 octobre 2020).

Au 31 janvier 2021, les prévisions économiques aux termes du scénario défavorable font état d'une contraction de l'économie canadienne, le PIB réel reculant en 2021 pour ensuite remonter en 2022. Selon notre scénario défavorable, les répercussions présumées de la COVID-19 seront plus sévères que les prévisions du scénario de base, des restrictions sévères visant un large éventail d'activités entraînant une baisse marquée de la confiance et des dépenses des consommateurs et des entreprises, ce qui correspond à une trajectoire conforme à celle du scénario utilisé au 31 octobre 2020. En supposant que les prévisions économiques du scénario défavorable se réalisent à 100 % et compte tenu de l'incidence de la migration des prêts après reclassement, les autres hypothèses demeurant constantes, y compris l'application d'un jugement fondé sur l'expérience en matière de crédit, la provision liée aux prêts productifs serait d'environ 4 475 millions de dollars au 31 janvier 2021 (4 875 millions au 31 octobre 2020), contre 2 972 millions pour la provision comptable liée aux prêts productifs (3 075 millions au 31 octobre 2020).

Lorsque nous mesurons les variations de la performance économique pour établir nos prévisions, nous nous appuyons sur le PIB réel, qui est le principal moteur des variations de bon nombre des autres variables économiques et du marché, y compris l'indice de volatilité VIX (VIX), les écarts de crédit de sociétés BBB, les taux de chômage, les indices des prix des habitations et le crédit à la consommation. Bon nombre de ces variables présentent un degré élevé d'interdépendance et, par conséquent, il n'y a pas qu'un facteur unique auquel l'ensemble des provisions liées aux prêts douteux sont sensibles. Le tableau suivant présente certaines des principales variables économiques utilisées pour estimer la provision liée aux prêts productifs au cours de la période visée par les prévisions. Ce tableau est habituellement fourni une fois par année. Toutefois, étant donné le niveau d'incertitude important entourant l'information prospective en raison de l'incidence de la COVID-19, les informations suivantes ont été fournies à titre de mise à jour aux informations du Rapport annuel pour 2020 de BMO. Les valeurs indiquées représentent les valeurs moyennes annuelles nationales pour les années civiles 2021 et 2022 pour tous les scénarios. Bien que les valeurs indiquées ci-dessous soient des variables nationales, nous utilisons des variables régionales dans nos modèles sous-jacents et nous tenons compte de facteurs ayant une incidence sur des secteurs particuliers au besoin.

	Au 31 janvier 2021						Au 31 octobre 2020					
	Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable		Scénario favorable		Scénario de référence		Scénario défavorable	
	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022	2021	2022
Tous les pourcentages correspondent à des valeurs annuelles moyennes												
Taux de croissance du produit intérieur brut réel 1)												
Canada	7,8 %	5,6 %	5,0 %	4,5 %	(1,5)%	0,8 %	9,0 %	4,0 %	6,0 %	3,0 %	(2,1)%	0,8 %
États-Unis	7,2 %	4,3 %	4,5 %	3,5 %	(1,3)%	0,8 %	7,0 %	3,7 %	4,0 %	3,0 %	(2,9)%	0,8 %
Écart de sociétés BBB sur dix ans												
Canada	1,7 %	1,9 %	2,2 %	2,2 %	4,2 %	4,2 %	1,8 %	2,0 %	2,2 %	2,2 %	4,5 %	4,0 %
États-Unis	1,3 %	1,5 %	1,7 %	1,8 %	4,2 %	3,9 %	1,6 %	1,8 %	2,0 %	2,1 %	4,4 %	3,7 %
Taux de chômage												
Canada	6,4 %	5,6 %	7,5 %	6,5 %	11,2 %	11,4 %	6,4 %	5,9 %	8,0 %	7,1 %	13,8 %	13,9 %
États-Unis	4,6 %	3,9 %	5,9 %	4,7 %	10,2 %	10,5 %	5,2 %	4,6 %	6,8 %	5,6 %	12,6 %	12,7 %
Indice des prix des habitations 1)												
Canada 2)	10,8 %	6,4 %	6,4 %	2,5 %	(9,9)%	(6,4)%	9,6 %	5,4 %	4,5 %	2,5 %	(9,1)%	(4,6)%
États-Unis 3)	8,3 %	5,2 %	5,2 %	3,3 %	(5,8)%	(4,1)%	4,7 %	4,2 %	1,4 %	2,7 %	(7,3)%	(2,2)%

1) Le produit intérieur brut réel et l'indice des prix des habitations correspondent à des taux de croissance d'un exercice à l'autre.

2) Pour le Canada, nous avons recours à l'indice composé de référence HPI.

3) Pour les États-Unis, nous avons recours à l'indice du prix des maisons Case-Shiller national.

Le modèle de pertes sur créances attendues exige la comptabilisation des pertes sur créances en fonction généralement des pertes attendues sur 12 mois pour les prêts productifs (étape 1) et la comptabilisation des pertes sur créances attendues pour la durée de vie des prêts productifs dont le risque de crédit a augmenté de manière importante depuis qu'ils ont été accordés (étape 2). Aux termes de nos scénarios actuels pondérés en fonction de la probabilité et compte tenu du profil de risque actuel de nos prêts, si la totalité de nos prêts productifs se situaient à l'étape 1, notre provision liée aux prêts productifs s'élèverait à environ 2 150 millions de dollars (2 300 millions au 31 octobre 2020), comparativement à une provision comptable liée aux prêts productifs de 2 972 millions (3 075 millions au 31 octobre 2020).

Note 4 : Dépôts et dette subordonnée

Dépôts

(en millions de dollars canadiens)	Dépôts à vue				Dépôts à préavis		Dépôts à terme fixe 4) 5)		Total	
	Productifs d'intérêts		Non productifs d'intérêts							
	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2021	31 octobre 2020	31 janvier 2021	31 octobre 2020
Catégories de déposants :										
Banques 1)	3 797	3 594	1 672	2 460	1 070	1 231	28 107	31 540	34 646	38 825
Entreprises et administrations publiques	44 952	44 111	45 557	44 258	134 534	124 813	195 218	187 497	420 261	400 679
Particuliers	5 297	4 661	31 930	30 369	114 313	111 905	66 053	72 595	217 593	219 530
Total 2) 3)	54 046	52 366	79 159	77 087	249 917	237 949	289 378	291 632	672 500	659 034
Domiciliation :										
Canada	44 155	41 855	70 822	67 873	118 543	112 543	183 790	185 655	417 310	407 926
États-Unis	7 971	8 818	8 276	9 170	129 977	124 129	76 974	78 175	223 198	220 292
Autres pays	1 920	1 693	61	44	1 397	1 277	28 614	27 802	31 992	30 816
Total	54 046	52 366	79 159	77 087	249 917	237 949	289 378	291 632	672 500	659 034

1) Comprend les banques réglementées et les banques centrales.

2) Comprend les billets structurés désignés à la juste valeur par le biais du résultat net (note 6).

3) Au 31 janvier 2021 et au 31 octobre 2020, les dépôts comprenaient des dépôts de 330 545 millions de dollars et de 322 951 millions, respectivement, libellés en dollars américains et des dépôts de 34 411 millions et de 32 254 millions, respectivement, libellés en d'autres monnaies étrangères.

4) Comprend 27 945 millions de dollars au titre de la dette de premier rang non garantie au 31 janvier 2021, sous réserve du régime de recapitalisation interne des banques (recapitalisation interne) (25 651 millions au 31 octobre 2020). Aux termes du régime de recapitalisation interne des banques, certains pouvoirs sont conférés par la loi à la Société d'assurance-dépôts du Canada, notamment la capacité de convertir certains types d'actions et de passifs admissibles en actions ordinaires si la Banque n'est plus viable.

5) Des dépôts de 24 810 millions de dollars au 31 janvier 2021 (27 353 millions au 31 octobre 2020) peuvent faire l'objet d'une demande de remboursement anticipé (en totalité ou en partie) par le client sans pénalité. Comme nous ne nous attendons pas à ce qu'un montant significatif soit remboursé avant l'échéance, nous les avons classés en fonction de leur échéance contractuelle restante.

Le tableau qui suit présente les dépôts à terme fixe supérieurs à cent mille dollars :

(en millions de dollars canadiens)	Canada	États-Unis	Autres	Total
Au 31 janvier 2021	158 270	71 642	28 612	258 524
Au 31 octobre 2020	158 475	72 186	27 799	258 460

Le tableau qui suit présente les échéances des dépôts à terme fixe supérieurs à cent mille dollars qui sont domiciliés au Canada :

(en millions de dollars canadiens)	Moins de 3 mois	De 3 à 6 mois	De 6 à 12 mois	Plus de 12 mois	Total
Au 31 janvier 2021	37 004	11 938	27 246	82 082	158 270
Au 31 octobre 2020	18 081	29 679	28 109	82 606	158 475

Dette subordonnée

Le 8 décembre 2020, nous avons remboursé la totalité de l'encours de nos billets à moyen terme (titres secondaires), série H, deuxième tranche de 1 000 millions de dollars à un prix de rachat correspondant à 100 % du capital majoré des intérêts courus et impayés à la date de rachat, exclusion faite de celle-ci.

Note 5 : Capitaux propres

Actions privilégiées et ordinaires en circulation et autres instruments de capitaux propres ¹⁾

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)

	31 janvier 2021		31 octobre 2020		
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant	Convertibles en
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres					
Catégorie B – Série 25	9 425 607	236	9 425 607	236	catégorie B – Série 26 2)
Catégorie B – Série 26	2 174 393	54	2 174 393	54	catégorie B – Série 25 2)
Catégorie B – Série 27	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 28 2) 3)
Catégorie B – Série 29	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 30 2) 3)
Catégorie B – Série 31	12 000 000	300	12 000 000	300	catégorie B – Série 32 2) 3)
Catégorie B – Série 33	8 000 000	200	8 000 000	200	catégorie B – Série 34 2) 3)
Catégorie B – Série 35	–	–	6 000 000	150	Non convertibles 8)
Catégorie B – Série 36	–	–	600 000	600	catégorie B – Série 37 8)
Catégorie B – Série 38	24 000 000	600	24 000 000	600	catégorie B – Série 39 2) 3)
Catégorie B – Série 40	20 000 000	500	20 000 000	500	catégorie B – Série 41 2) 3)
Catégorie B – Série 42	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 43 2) 3)
Catégorie B – Série 44	16 000 000	400	16 000 000	400	catégorie B – Série 45 2) 3)
Catégorie B – Série 46	14 000 000	350	14 000 000	350	catégorie B – Série 47 2) 3)
Actions privilégiées classées dans les capitaux propres		3 940		4 690	
Autres instruments de capitaux propres					
Billets subordonnés à 4,8 % aux termes des fonds propres de catégorie 1 supplémentaires (billets de catégorie 1)		658		658	actions ordinaires 3)
Billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,3 % (billets avec remboursement de capital à recours limité)		1 250		1 250	actions ordinaires 3) 4)
Autres instruments de capitaux propres		1 908		1 908	
Actions privilégiées et autres instruments de capitaux propres		5 848		6 598	
Actions ordinaires 5) 6) 7)	646 870 166	13 501	645 889 396	13 430	

- 1) Pour de plus amples renseignements, se reporter aux notes 16 et 20 afférentes à nos états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 octobre 2020, aux pages 184 à 195 de notre Rapport annuel pour 2020.
- 2) Si ces actions sont converties, leurs porteurs pourront les reconverter en actions privilégiées initiales à des dates de rachat subséquentes.
- 3) Les instruments émis sont assortis d'une clause concernant les fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV), ce qui est nécessaire pour que les actions privilégiées, les billets de catégorie 1 et, en vertu du recours aux actions privilégiées, série 48, les billets avec remboursement de capital à recours limité (voir la note 4 ci-dessous) puissent être considérées comme des fonds propres réglementaires en vertu de Bâle III. Ainsi, ils peuvent être convertis en un nombre variable d'actions ordinaires si le BSIF annonce que la Banque n'est plus viable ou est sur le point de ne plus l'être, ou si une administration publique fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que la Banque a accepté ou convenu d'accepter une injection de capital ou un soutien équivalent afin d'éviter de devenir non viable. Dans un tel cas, chaque action privilégiée, y compris les actions privilégiées, série 48, et le billet de catégorie 1 sont convertibles en actions ordinaires selon une formule de conversion automatique à un prix de conversion correspondant au plus élevé des montants suivants : i) un prix plancher de 5,00 \$ et ii) le cours du marché de nos actions ordinaires basé sur le cours moyen de nos actions ordinaires pondéré en fonction du volume sur la TSX. Le nombre d'actions ordinaires émises est déterminé en divisant la valeur de l'action privilégiée ou d'un autre instrument de capitaux propres (y compris les dividendes déclarés et impayés) par le prix de conversion et ensuite multiplié par le multiplicateur.
- 4) Les intérêts, dont le paiement ne peut être reporté, afférents aux billets avec remboursement de capital à recours limité, doivent être versés semestriellement au gré de la Banque. Le non-paiement des intérêts donnera lieu à un recours et l'unique recours auquel les porteurs de billets auront droit portera sur la quote-part des porteurs dans les actifs de la fiducie, dont nos actions privilégiées, série 48 (FPUNV), lesquelles sont éliminées au moment de la consolidation. En pareil cas, la remise des actifs de la fiducie entraînera l'extinction totale de nos engagements en vertu de nos billets avec remboursement de capital à recours limité. Dans des circonstances où des FPUNV, y compris les actions privilégiées de série 48, seraient convertis en actions ordinaires de la Banque, les billets avec remboursement de capital à recours limité seraient remboursés, et le seul recours des porteurs de billets serait leur quote-part des actifs de la fiducie, alors constitués d'actions ordinaires de la Banque reçues par la fiducie à la conversion des actions privilégiées de série 48.
- 5) Les options sur actions émises aux termes du régime d'options sur actions sont convertibles en 7 009 590 actions ordinaires au 31 janvier 2021 (6 446 110 actions ordinaires au 31 octobre 2020).
- 6) Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, nous n'avons émis aucune action ordinaire dans le cadre du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires et nous avons émis 407 360 actions ordinaires dans le cadre du régime d'options sur actions.
- 7) Les actions ordinaires sont présentées déduction faite de 79 320 actions propres au 31 janvier 2021 (652 730 actions propres au 31 octobre 2020).
- 8) Les séries 35 et 36 ont été rachetées et les dividendes finaux ont été versés le 25 novembre 2020.

Autres instruments de capitaux propres

Les billets de fonds propres de catégorie 1 supplémentaires de la Banque à 4,8 %, d'un montant de 500 millions de dollars américains (658 millions de dollars canadiens) (billets de catégorie 1) et les billets avec remboursement de capital à recours limité, série 1 à 4,3 %, d'un montant de 1 250 millions de dollars (billets avec remboursement de capital à recours limité) sont classés comme capitaux propres et font partie de nos fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité de catégorie 1 supplémentaires (FPUNV). Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont des instruments financiers comportant à la fois une composante capitaux propres et une composante passif. À la date d'émission, nous avons attribué une valeur négligeable aux composantes passifs des deux instruments et, par conséquent, le montant intégral du produit a été classé comme capitaux propres. Les distributions semestrielles sur les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont comptabilisés en tant que réduction des capitaux propres lorsqu'elles seront à payer. Les billets de catégorie 1 et les billets avec remboursement de capital à recours limité sont subordonnés à ceux des déposants et de certains autres créanciers quant au droit de paiement.

Actions privilégiées

Le 25 novembre 2020, nous avons racheté la totalité de nos 6 millions d'actions privilégiées perpétuelles de catégorie B à dividende non cumulatif, série 35 (FPUNV) émises et en circulation pour un total global de 156 millions de dollars ainsi que la totalité de nos 600 000 actions privilégiées de catégorie B à taux rajusté tous les cinq ans et à dividende non cumulatif, série 36 (FPUNV) pour un total global de 600 millions.

Offre publique de rachat dans le cours normal des activités

Notre dernière offre publique de rachat dans le cours normal des activités a pris fin le 2 juin 2020. Nous avons projeté de mettre en place une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités, sous réserve de l'approbation du BSIF et de la Bourse de Toronto, sur une période de 12 mois à compter du 3 juin 2020 ou vers cette date. Le processus de renouvellement a été mis en suspens à la lumière de l'annonce faite le 13 mars 2020 par le BSIF selon laquelle tous les rachats d'actions des institutions financières réglementées par le gouvernement fédéral doivent prendre fin pour le moment, et nous n'avons donc pas renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités. Nous prévoyons aller de l'avant avec une nouvelle offre publique de rachat dans le cours normal des activités lorsque le BSIF annoncera que la restriction n'est plus en vigueur.

Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires

Jusqu'à nouvel ordre, les achats d'actions ordinaires dans le cadre du Régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires seront effectués sur le marché libre sans escompte.

Note 6 : Juste valeur des instruments financiers

Juste valeur des instruments financiers non inscrits à la juste valeur au bilan

Le tableau ci-dessous fait état des montants qui seraient présentés si tous nos actifs et passifs financiers qui ne sont pas actuellement inscrits à la juste valeur étaient comptabilisés à leur juste valeur. Il y a lieu de se reporter à la note 17 afférente à nos états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020, aux pages 186 à 193, pour une analyse plus détaillée de l'établissement de la juste valeur.

(en millions de dollars canadiens)	31 janvier 2021		31 octobre 2020	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Titres 1)				
Titres comptabilisés au coût amorti	48 708	49 297	48 466	49 009
Prêts 1)				
Prêts hypothécaires à l'habitation	128 079	129 709	126 882	128 815
Prêts à tempérament et autres prêts aux particuliers	70 131	70 879	69 480	70 192
Prêts sur cartes de crédit	7 020	7 020	7 556	7 556
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques 2)	239 737	241 307	238 239	239 929
	444 967	448 915	442 157	446 492
Dépôts 3)	652 203	654 285	640 961	643 156
Passifs liés à la titrisation et aux entités structurées	25 610	26 227	26 889	27 506
Dettes subordonnées	7 276	7 695	8 416	8 727

Ce tableau ne tient pas compte des instruments financiers dont la valeur comptable se rapproche de la juste valeur comme la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts portant intérêt à d'autres banques, les titres pris en pension ou empruntés, les engagements de clients aux termes d'acceptations, les autres actifs, les acceptations, les titres mis en pension ou prêtés et les autres passifs.

1) La valeur comptable est présentée déduction faite de la provision.

2) Ne tient pas compte de 6 940 millions de dollars de prêts classés à la juste valeur par le biais du résultat net et de 85 millions de prêts classés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global au 31 janvier 2021 (5 306 millions et 51 millions, respectivement, au 31 octobre 2020).

3) Ne tient pas compte de 20 297 millions de dollars de passifs au titre des billets structurés désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net (18 073 millions au 31 octobre 2020).

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Hiérarchie de la juste valeur

Nous utilisons une hiérarchie de la juste valeur pour classer par catégorie les instruments financiers selon les données que nous utilisons dans nos techniques d'évaluation servant à mesurer la juste valeur.

Techniques d'évaluation et données importantes

Pour déterminer la juste valeur des titres d'emprunt à échéance fixe et des titres de participation négociés en bourse, nous utilisons les cours sur des marchés (niveau 1) lorsqu'ils sont disponibles. S'ils ne le sont pas, nous déterminons la juste valeur des instruments financiers selon des modèles tels que les flux de trésorerie actualisés au moyen de données de marché observables pour les données comme les taux de rendement ou les cotes provenant de courtiers ou d'autres cotes de tiers (niveau 2). La juste valeur peut également être déterminée à l'aide de modèles faisant intervenir des données de marché qui ne sont pas observables en raison de marchés inactifs ou présentant une activité négligeable (niveau 3). Nous utilisons, dans la mesure du possible, le plus de données de marché observables.

Nos titres de négociation de niveau 2 et nos titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global sont essentiellement évalués au moyen de modèles de flux de trésorerie actualisés mettant en jeu des écarts observables ou des cotes provenant de courtiers et d'autres cotes de tiers. Les passifs au titre des billets structurés de niveau 2 sont évalués au moyen de modèles faisant intervenir des données de marché observables. Les actifs et passifs dérivés de niveau 2 sont évalués à l'aide de modèles normalisés du secteur et de données de marché observables.

Ce qui suit fait état de la mesure dans laquelle nous avons utilisé les cours sur des marchés actifs (niveau 1), des modèles internes fondés sur des données de marché observables (niveau 2) et des modèles internes ne comportant pas de données de marché observables (niveau 3) pour évaluer les titres, les prêts aux entreprises et aux administrations publiques classés à la juste valeur par le biais du résultat net et à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les métaux précieux, les passifs inscrits à la juste valeur, les actifs dérivés et les passifs dérivés :

(en millions de dollars canadiens)				31 janvier 2021		31 octobre 2020		
	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total	Évaluation au moyen de cours du marché	Évaluation au moyen de modèles (comportant des données de marché observables)	Évaluation au moyen de modèles (ne comportant pas de données de marché observables)	Total
Titres de négociation								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	8 650	1 464	-	10 114	6 529	4 371	-	10 900
des provinces et municipalités canadiennes	4 209	2 975	-	7 184	1 868	6 467	-	8 335
l'administration fédérale américaine	5 137	3 447	-	8 584	5 702	2 716	-	8 418
des municipalités, agences et États américains	10	352	-	362	16	487	-	503
d'autres administrations publiques	1 720	1 176	-	2 896	1 021	1 495	-	2 516
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines								
	-	12 155	703	12 858	7	11 487	803	12 297
Titres de créance d'entreprises	3 406	7 422	-	10 828	3 767	7 274	-	11 041
Prêts détenus à des fins de transaction	-	135	-	135	-	67	-	67
Titres de participation d'entreprises	45 982	-	-	45 982	43 757	-	-	43 757
	69 114	29 126	703	98 943	62 667	34 364	803	97 834
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	713	201	-	914	452	149	-	601
des provinces et municipalités canadiennes	258	1 149	-	1 407	180	1 249	-	1 429
l'administration fédérale américaine	11	37	-	48	-	44	-	44
d'autres administrations publiques	-	94	-	94	-	94	-	94
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines								
	-	2	-	2	-	3	-	3
Titres de créance d'entreprises	100	7 778	-	7 878	70	7 827	-	7 897
Titres de participation d'entreprises	1 629	10	1 957	3 596	1 587	10	1 903	3 500
	2 711	9 271	1 957	13 939	2 289	9 376	1 903	13 568
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global								
Titres émis ou garantis par :								
l'administration fédérale canadienne	19 210	933	-	20 143	20 765	1 685	-	22 450
des provinces et municipalités canadiennes	2 409	1 759	-	4 168	2 604	2 143	-	4 747
l'administration fédérale américaine	8 327	8 342	-	16 669	14 852	2 842	-	17 694
des municipalités, agences et États américains	10	4 976	1	4 987	8	5 267	1	5 276
d'autres administrations publiques	4 373	3 973	-	8 346	3 643	3 738	-	7 381
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines								
	-	13 186	-	13 186	-	12 532	-	12 532
Titres de créance d'entreprises	557	2 420	-	2 977	792	2 442	-	3 234
Titres de participation d'entreprises	-	-	98	98	-	-	93	93
	34 886	35 589	99	70 574	42 664	30 649	94	73 407
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques								
	-	3 823	3 202	7 025	-	3 412	1 945	5 357
Métaux précieux 1)								
	4 471	-	-	4 471	5 328	-	-	5 328
Passifs à la juste valeur								
Titres vendus à découvert	26 922	7 242	-	34 164	19 740	9 636	-	29 376
Passifs liés aux billets structurés 2)	-	20 297	-	20 297	-	18 073	-	18 073
Passifs au titre des contrats de placement 3)	-	1 153	-	1 153	-	1 168	-	1 168
	26 922	28 692	-	55 614	19 740	28 877	-	48 617
Actifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	9	12 810	-	12 819	13	14 916	-	14 929
Contrats de change	1	14 894	-	14 895	1	10 825	-	10 826
Contrats sur produits de base	235	2 054	-	2 289	123	2 465	-	2 588
Contrats sur titres de participation	1 075	2 970	-	4 045	750	7 711	-	8 461
Swaps sur défaillance	-	6	-	6	-	11	-	11
	1 320	32 734	-	34 054	887	35 928	-	36 815
Passifs dérivés								
Contrats de taux d'intérêt	20	9 375	-	9 395	22	10 871	-	10 893
Contrats de change	2	12 318	-	12 320	3	10 609	-	10 612
Contrats sur produits de base	225	688	-	913	350	1 983	-	2 333
Contrats sur titres de participation	455	6 333	-	6 788	456	6 067	-	6 523
Swaps sur défaillance	-	10	4	14	-	10	4	14
	702	28 724	4	29 430	831	29 540	4	30 375

1) Ces métaux précieux sont pris en compte dans les autres actifs, au poste « Actifs divers » au bilan consolidé.

2) Ces passifs liés aux billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

3) Ces passifs au titre des contrats de placement qui se rapportent à nos activités d'assurance ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Information quantitative concernant les évaluations de la juste valeur de niveau 3

Le tableau suivant présente la juste valeur de nos principaux instruments financiers de niveau 3 qui sont évalués à la juste valeur de manière récurrente, les techniques d'évaluation qui ont servi à déterminer leur juste valeur et la fourchette des valeurs des données d'entrée non observables importantes qui ont été utilisées aux fins des évaluations. Nous n'avons pas posé d'autres hypothèses raisonnables eu égard aux principales catégories de placements dans des titres de participation de sociétés fermées de niveau 3, puisque les valeurs liquidatives nous ont été fournies par des gestionnaires de fonds ou de placements.

Au 31 janvier 2021 (en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Éléments de présentation du tableau de la hiérarchie des justes valeurs	Juste valeur des actifs	Techniques d'évaluation	Données d'entrée non observables importantes	Fourchette des valeurs des données d'entrée 1)	
					Minimum	Maximum
Titres de participation de sociétés fermées 2)	Titres de participation d'entreprises	1 957	Valeur liquidative VE/BAIIA	Valeur liquidative Coefficient	5. 0. 6 x	5. 0. 20 x
Prêts 3)	Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	3 202	Flux de trésorerie actualisés	Marge d'escompte	51 points de base 6 %	224 points de base 67 %
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	703	Flux de trésorerie actualisés	Taux de remboursement par anticipation		
			Comparaison au marché	Ajustement de comparabilité 4)	(4,76)	4,65

1) Les valeurs d'entrée minimales et maximales représentent les données réelles des niveaux les plus faibles et les plus élevés qui sont utilisées pour évaluer un groupe d'instruments financiers d'une catégorie spécifique. Ces fourchettes ne reflètent pas le degré d'incertitude des données d'entrée, mais sont touchées par les instruments sous-jacents qui font précisément partie de chacune des catégories. Ces fourchettes varient donc d'une période à l'autre en fonction des caractéristiques des instruments sous-jacents détenus à chaque date de clôture.

2) Les titres de participation de sociétés fermées comprennent 468 millions de dollars d'actions de la Federal Reserve Bank et de la Federal Home Loan Bank des États-Unis que nous comptabilisons au coût au 31 janvier 2021 (487 millions au 31 octobre 2020), qui se rapproche de la juste valeur, et qui sont détenues afin de respecter des exigences réglementaires.

3) L'incidence d'une hausse ou d'une baisse hypothétique de 10 points de base de la marge d'escompte pour les prêts aux entreprises et aux administrations publiques est de 5 millions de dollars au 31 janvier 2021 (3 millions au 31 octobre 2020).

4) La fourchette des valeurs d'entrée représente le prix par titre après l'ajustement.

s. o. – sans objet

Principaux transferts

Nous avons pour politique de constater les transferts d'actifs et de passifs d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre à la fin de chaque période de présentation, ce qui correspond à la date d'établissement de la juste valeur. Les transferts d'un niveau de la hiérarchie de la juste valeur à un autre rendent compte des changements dans la disponibilité des cours du marché ou des données de marché observables par suite de l'évolution des conditions de marché. Les transferts du niveau 1 au niveau 2 ont été effectués en raison d'une moins grande observabilité des données servant à l'évaluation des titres. Les transferts du niveau 2 au niveau 1 ont été effectués en raison de la disponibilité accrue de cours du marché sur des marchés actifs.

Le tableau qui suit indique les principaux éléments qui ont été transférés entre les niveaux 1 et 2 au cours des trimestres clos le 31 janvier 2021 et le 31 janvier 2020.

(en millions de dollars canadiens)

Pour les trimestres clos le	31 janvier 2021		31 janvier 2020	
	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1	Du niveau 1 au niveau 2	Du niveau 2 au niveau 1
Titres de négociation	2 737	6 702		667
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net	56	134	1 825	61
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4 658	2 109	3 259	729
Titres vendus à découvert	414	4 784	2 734	70

Évolution des instruments classés dans le niveau 3 de la hiérarchie de la juste valeur

Le tableau suivant présente un rapprochement de tous les changements ayant touché les instruments financiers classés dans le niveau 3 au cours des trimestres clos le 31 janvier 2021 et le 31 janvier 2020, y compris les profits (pertes) réalisés et latents pris en compte dans le résultat et les autres éléments du résultat global ainsi que les transferts au niveau 3 et depuis le niveau 3. Les transferts depuis le niveau 2 au niveau 3 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées non observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres. Les transferts depuis le niveau 3 au niveau 2 ont été effectués en raison de l'augmentation des données d'entrées observables sur le marché qui ont servi à établir le prix des titres.

Variation de la juste valeur										Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
(en millions de dollars canadiens)	Solde au 31 octobre 2020	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/Achats	Ventes 2)	Échéances/Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2021	
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021										
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	803	(75)	(31)	357	(353)	-	34	(32)	703	(1)
Titres de créance d'entreprises	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des titres de négociation	803	(75)	(31)	357	(353)	-	34	(32)	703	(1)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 903	21	(49)	113	(27)	(4)	-	-	1 957	47
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 903	21	(49)	113	(27)	(4)	-	-	1 957	47
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par :										
des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Titres de participation d'entreprises	93	-	-	5	-	-	-	-	98	-
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	94	-	-	5	-	-	-	-	99	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 945	-	(70)	1 488	-	(161)	-	-	3 202	-
Passifs dérivés										
Swaps sur défaillance	4	-	-	-	-	-	-	-	4	-
Total des passifs dérivés	4	-	-	-	-	-	-	-	4	-

Variation de la juste valeur

(en millions de dollars canadiens) Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020	Solde au 31 octobre 2019	Inclus dans les résultats	Inclus dans les autres éléments du résultat global 1)	Émissions/ Achats	Ventes 2)	Échéances/ Règlement	Transferts au niveau 3	Transferts depuis le niveau 3	Juste valeur au 31 janvier 2020	Variation des profits (pertes) latents constatés en résultat des instruments toujours détenus 3)
Titres de négociation										
Titres adossés à des créances hypothécaires en vertu de la LNH et titres adossés à des créances hypothécaires et titres garantis par des créances hypothécaires émis par des agences américaines	538	(54)	2	273	(165)	-	74	(128)	540	(37)
Titres de créance d'entreprises	7	-	-	5	(7)	-	-	-	5	-
Total des titres de négociation	545	(54)	2	278	(172)	-	74	(128)	545	(37)
Titres à la juste valeur par le biais du résultat net										
Titres de participation d'entreprises	1 984	4	8	78	(164)	-	1	-	1 911	14
Total des titres à la juste valeur par le biais du résultat net	1 984	4	8	78	(164)	-	1	-	1 911	14
Titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global										
Titres émis ou garantis par : des municipalités, agences et États américains	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Titres de participation d'entreprises	81	-	-	-	-	-	-	-	81	-
Total des titres à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	82	-	-	-	-	-	-	-	82	s. o.
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	1 736	-	9	80	-	(264)	-	-	1 561	-
Passifs dérivés										
Swaps sur défaillance	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-
Total des passifs dérivés	1	-	-	-	-	-	-	-	1	-

1) La conversion des devises en ce qui a trait aux titres de négociation détenus par nos filiales à l'étranger est incluse dans les investissements nets dans des établissements à l'étranger présentés dans les autres éléments du résultat global.

2) Comprend le produit reçu des titres vendus à découvert.

3) Les variations des profits (pertes) latents sur les titres de négociation et les titres à la juste valeur par le biais du résultat net toujours détenus au 31 janvier 2021 et au 31 janvier 2020 ont été inscrites dans le résultat de la période.

Les profits (pertes) latents comptabilisés pour les instruments financiers de niveau 3 peuvent être compensés par les (pertes) profits sur les contrats de couverture économique.

s. o. - sans objet

Note 7 : Gestion du capital

Nous avons pour objectif de maintenir une assise financière solide grâce à une structure rentable qui est appropriée étant donné nos ratios cibles en matière de capital réglementaire et de notre évaluation interne du capital économique requis, qui étaye les stratégies de nos groupes d'exploitation, qui soutient la confiance des déposants, des investisseurs et des organismes de réglementation tout en créant de la valeur à long terme pour les actionnaires et qui est conforme à nos cotes de crédit cibles.

Au 31 janvier 2021, nous nous conformions aux exigences du BSIF concernant les ratios de capital cibles, lesquelles prévoient une réserve de fonds propres de 2,5 %, un supplément en fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires de 1,0 % applicable aux banques d'importance systémique intérieure (BISⁱ), une réserve anticyclique et une réserve pour stabilité intérieure de 1,0 % applicable aux BISⁱ. Notre situation en matière de capital au 31 janvier 2021 est décrite de façon détaillée à la section qui traite de la gestion du capital aux pages 16 à 18 de notre rapport de gestion intermédiaire.

Mesures des fonds propres réglementaires, actifs pondérés en fonction des risques et exposition aux fins du ratio de levier

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	31 janvier 2021	31 octobre 2020
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	40 935	40 077
Fonds propres de catégorie 1	46 700	45 840
Total des fonds propres	54 584	54 661
Actifs pondérés en fonction des risques	328 822	336 607
Exposition aux fins du ratio de levier	966 509	953 640
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	12,4 %	11,9 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1	14,2 %	13,6 %
Ratio du total des fonds propres	16,6 %	16,2 %
Ratio de levier	4,8 %	4,8 %

Note 8 : Rémunération du personnel

Options sur actions

Au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021, nous avons attribué un total de 984 943 options sur actions (976 087 options sur actions au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020). La juste valeur moyenne pondérée des options attribuées au cours du trimestre clos le 31 janvier 2021 a été de 10,75 \$ l'option (9,46 \$ l'option au cours du trimestre clos le 31 janvier 2020).

Pour établir la juste valeur des tranches d'options sur actions (soit chaque tranche qui devient acquise dans un exercice), nous avons utilisé les fourchettes de valeur suivantes pour chaque hypothèse quant aux prix des options :

Options sur actions attribuées au cours du trimestre clos le	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Rendement attendu des actions	4,9 %	4,3 %
Volatilité prévue du cours des actions	20,6 % – 20,7 %	15,4 %
Taux de rendement sans risque	1,0 %	1,9 % – 2,0 %
Période prévue jusqu'à l'exercice (en années)	6,5 – 7,0	6,5 – 7,0
Prix d'exercice (\$)	97,14	101,47

Des changements dans les hypothèses utilisées pourraient produire des justes valeurs estimatives différentes.

Charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel

Le tableau qui suit fait état des charges liées aux prestations de retraite et à d'autres avantages futurs du personnel :

(en millions de dollars canadiens)	Régimes de retraite		Régime d'autres avantages futurs du personnel	
Pour les trimestres clos le	31 janvier 2021	31 janvier 2020	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Coût des services rendus au cours de la période	67	62	2	3
(Revenu) charge nette d'intérêts sur (l'actif) le passif net au titre des prestations définies	2	–	8	8
Charges administratives	1	1	–	–
Charge au titre des prestations	70	63	10	11
Charge pour les régimes de retraite du Canada et du Québec	23	24	–	–
Charge au titre des cotisations définies	59	61	–	–
Total des charges de retraite et d'autres avantages futurs du personnel constaté à l'état consolidé des résultats	152	148	10	11

Note 9 : Bénéfice par action

Nous calculons le bénéfice de base par action en divisant le bénéfice net, après avoir déduit les dividendes sur les actions privilégiées et les distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres, par le nombre moyen quotidien d'actions ordinaires entièrement libérées et en circulation au cours de la période.

Le bénéfice dilué par action est calculé de la même façon, mais des ajustements additionnels sont faits afin de rendre compte de l'incidence dilutive des instruments convertibles en actions ordinaires.

Les tableaux qui suivent présentent notre bénéfice de base et dilué par action :

Bénéfice de base par action ordinaire

(en millions de dollars canadiens, sauf indication contraire)	Pour les trimestres clos le	
	31 janvier 2021	31 janvier 2020
Bénéfice net	2 017	1 592
Dividendes sur les actions privilégiées et distributions à payer sur les autres instruments de capitaux propres	(56)	(70)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 961	1 522
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	646 511	639 448
Bénéfice de base par action ordinaire (en dollars canadiens)	3,03	2,38

Bénéfice dilué par action ordinaire

Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, ajusté pour tenir compte de l'incidence des instruments dilutifs	1 961	1 522
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	646 511	639 448
Incidence des instruments dilutifs		
Options sur actions pouvant éventuellement être exercées 1)	3 906	5 150
Actions ordinaires pouvant éventuellement être rachetées	(2 994)	(3 803)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, après dilution (en milliers)	647 423	640 795
Bénéfice dilué par action ordinaire (en dollars canadiens)	3,03	2,37

1) En calculant le bénéfice dilué par action, nous avons exclu le nombre moyen d'options sur actions en cours, soit 2 916 456 options, dont le prix d'exercice moyen pondéré a été de 102,51 \$, pour le trimestre clos le 31 janvier 2021 (1 338 832 options d'un prix d'exercice moyen pondéré de 105,01 \$, pour le trimestre clos le 31 janvier 2020), le prix moyen des actions pour la période n'ayant pas été supérieur au prix d'exercice.

Note 10 : Impôts sur le résultat

L'Agence du revenu du Canada (ARC) a produit un avis de nouvelle cotisation visant des impôts et des intérêts additionnels d'environ 941 millions de dollars, à ce jour, relatifs à certains dividendes de sociétés canadiennes enregistrés de 2011 à 2015. Dans le cadre de ces nouvelles cotisations, l'ARC avait refusé la déduction pour dividendes du fait que les dividendes avaient été reçus dans le cadre d'un mécanisme de transfert de dividendes. Les points relatifs aux règles fiscales soulevés par l'ARC ont été traités de façon prospective dans le budget fédéral de 2015 et dans celui de 2018. Nous nous attendons à recevoir un nouvel avis de cotisation dans l'avenir visant des impôts importants en raison d'activités similaires menées au cours d'exercices subséquents. Nous sommes toujours d'avis que notre déclaration fiscale était appropriée et nous entendons contester tout nouvel avis de cotisation. Cependant, si cette procédure n'aboutit pas, la charge additionnelle pourrait avoir une incidence néfaste sur notre bénéfice net.

Note 11 : Segmentation opérationnelle

Groupes d'exploitation

Nous exerçons nos activités par l'entremise de trois groupes d'exploitation, chacun de ces groupes ayant un mandat distinct. Nos groupes d'exploitation sont les Services bancaires Particuliers et entreprises (PE) (qui se composent de Services bancaires Particuliers et entreprises au Canada (PE Canada) et Services bancaires Particuliers et entreprises aux États-Unis (PE États-Unis), BMO Gestion de patrimoine (BMO GP) et BMO Marchés des capitaux (BMO MC), de même que l'unité des Services d'entreprise.

Pour de plus amples renseignements, se reporter à la note 25 afférente aux états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 octobre 2020, aux pages 207 à 209 de notre Rapport annuel.

Les tableaux ci-dessous présentent nos résultats et nos actifs moyens par unité d'exploitation :

(en millions de dollars canadiens)

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2021						
Revenus nets d'intérêts 2)	1 608	1 091	239	803	(163)	3 578
Revenus autres que d'intérêts	491	319	1 738	771	78	3 397
Total des revenus	2 099	1 410	1 977	1 574	(85)	6 975
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liées aux prêts douteux	149	20	2	45	(1)	215
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liées aux prêts productifs	(2)	(51)	(4)	(2)	-	(59)
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	147	(31)	(2)	43	(1)	156
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	601	-	-	601
Amortissement	128	127	73	65	-	393
Charges autres que d'intérêts	826	558	833	814	189	3 220
Bénéfice (perte) avant impôts	998	756	472	652	(273)	2 605
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	261	174	114	169	(130)	588
Bénéfice net (perte nette) comptable	737	582	358	483	(143)	2 017
Actifs moyens	254 893	130 487	47 535	384 759	163 234	980 908

	PE Canada	PE États-Unis	BMO GP	BMO MC	Services d'entreprise 1)	Total
Pour le trimestre clos le 31 janvier 2020						
Revenus nets d'intérêts 2)	1 557	1 051	231	696	(147)	3 388
Revenus autres que d'intérêts	525	305	1 794	673	62	3 359
Total des revenus	2 082	1 356	2 025	1 369	(85)	6 747
Dotation à la provision pour pertes sur créances liées aux prêts douteux	138	132	-	53	1	324
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances liées aux prêts productifs	14	17	3	(3)	(6)	25
Total de la dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	152	149	3	50	(5)	349
Sinistres, commissions et variations du passif au titre des indemnités	-	-	716	-	-	716
Amortissement	128	143	74	59	-	404
Charges autres que d'intérêts	859	618	838	793	157	3 265
Bénéfice (perte) avant impôts	943	446	394	467	(237)	2 013
Charge (recouvrement) d'impôts sur le résultat	244	95	103	111	(132)	421
Bénéfice net (perte nette) comptable	699	351	291	356	(105)	1 592
Actifs moyens	248 997	132 639	44 219	351 330	105 404	882 589

1) Les Services d'entreprise comprennent le groupe Technologie et opérations.

2) Les données des groupes d'exploitation sont présentées sur une base d'imposition comparable (bic). Les revenus et la charge d'impôts sur le résultat relativement aux titres exonérés d'impôts sont augmentés à un montant équivalent avant impôts afin de faciliter la comparaison du bénéfice sur le plan des sources imposables et de celles qui ne le sont pas. La compensation des ajustements sur une bic des groupes est reflétée dans les revenus et la charge d'impôts sur le résultat des Services d'entreprise.

Certains chiffres des périodes précédentes ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période à l'étude.

Note 12 : Cessions

Le 18 décembre 2020, nous avons conclu une entente visant la vente de nos activités de banque privée à Hong Kong et à Singapour, qui font partie de notre secteur d'exploitation BMO GP, à J. Safra Sarasin Group. La clôture de cette transaction devrait avoir lieu au cours du premier semestre de l'année civile 2021, sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation et des conditions de clôture habituelles. La vente de cette entreprise n'est pas considérée comme étant significative pour la Banque.

RENSEIGNEMENTS À L'INTENTION DES INVESTISSEURS ET DES MÉDIAS

Documents destinés aux investisseurs

Les parties intéressées peuvent prendre connaissance du rapport de gestion annuel et des états financiers consolidés annuels audités pour 2020, des documents de présentation trimestriels, des données financières complémentaires et des informations complémentaires sur les fonds propres réglementaires sur le site Web de BMO à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Téléconférence et cyberconférence trimestrielles

Les parties intéressées sont également invitées à se joindre à notre téléconférence trimestrielle, le mardi 23 février 2021 à 7 h 15 (HE). La conférence sera accessible par téléphone, au 416-406-0743 (région de Toronto) ou au 1-800-898-3989 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 1365804#). L'enregistrement de la téléconférence sera accessible jusqu'au mardi 23 mars 2021 au 905-694-9451 (région de Toronto) ou au 1-800-408-3053 (extérieur de Toronto, sans frais) (code d'accès 9195676#).

La cyberconférence trimestrielle sera accessible en direct à l'adresse suivante : www.bmo.com/relationsinvestisseurs. Elle sera également accessible en différé sur notre site.

Relations avec les médias

Paul Lehmann, Toronto, paul.lehmann@bmo.com, 416-867-3915

Relations avec les investisseurs

Christine Viau, chef, relations avec les investisseurs, christine.viau@bmo.com, 416-867-6956

Bill Anderson, directeur, relations avec les investisseurs, bill2.anderson@bmo.com, 416-867-7834

Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions destiné aux actionnaires (le Régime)

Prix moyen du marché, tel qu'il est défini par le Régime

Novembre 2020 : 94,82 \$

Décembre 2020 : 97,32 \$

Janvier 2021 : 97,15 \$

Pour obtenir des renseignements sur les dividendes ou signaler un changement d'adresse ou un envoi en double, prière de s'adresser à la :

Société de fiducie Computershare du Canada

100 University Avenue, 8th Floor

Toronto, Ontario M5J 2Y1

Téléphone : 1-800-340-5021 (Canada et États-Unis)

Téléphone : 514-982-7800 (international)

Télécopieur : 1-888-453-0330 (Canada et États-Unis)

Télécopieur : 416-263-9394 (international)

Courriel : service@computershare.com

Les actionnaires qui désirent obtenir de plus amples renseignements sont priés de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les actionnaires

Secrétariat général

One First Canadian Place, 21st Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Téléphone : 416-867-6785

Télécopieur : 416-867-6793

Courriel : corp.secretary@bmo.com

Pour de plus amples informations sur ce document, prière de s'adresser à la :

Banque de Montréal

Relations avec les investisseurs

P.O. Box 1, One First Canadian Place, 10th Floor

Toronto, Ontario M5X 1A1

Pour consulter en ligne les résultats financiers ainsi que les documents et les informations que nous déposons auprès des organismes de réglementation, visitez le site Web de BMO, à l'adresse www.bmo.com/relationsinvestisseurs.

Le Rapport de gestion annuel de BMO pour 2020, ses états financiers consolidés audités, sa notice annuelle et son Rapport annuel sur Formulaire 40-F (déposé auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis) peuvent être consultés en ligne, au www.bmo.com/relationsinvestisseurs ainsi qu'au www.sedar.com. Des exemplaires du jeu complet d'états financiers consolidés audités pour 2020 de la Banque peuvent être obtenus gratuitement en faisant la demande par téléphone au 416-867-6785 ou par courriel à l'adresse corp.secretary@bmo.com.

Assemblée annuelle 2021

La prochaine assemblée annuelle des actionnaires aura lieu sous forme virtuelle le mercredi 7 avril 2021.